

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PRIMES & ENCOURAGEMENTS

A LA

Production du Cheval d'Armes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 26 Mai 1909, à 1 heure

PAR

Paul DAUBIGNÉ

Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants } *MM. TRUCHY, professeur.*
 HITIER, agrégé.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PRIMES & ENCOURAGEMENTS

A LA

Production du Cheval d'Armes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 26 Mai 1909, à 1 heure

PAR

Paul DAUBIGNÉ



Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur.*
HITIER, agrégé.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552602_0010

PRIMES & ENCOURAGEMENTS

A

la Production du Cheval d'Armes

CHAPITRE PREMIER

De l'Intervention de l'Etat, dans la production chevaline

Au seuil de notre étude sur les primes et encouragements à l'élevage du cheval d'armes, il convient d'examiner tout d'abord la question de l'intervention de l'Etat dans cette branche de l'industrie agricole. C'est en effet la discussion de principe qui a toujours soulevé les polémiques les plus fréquentes et les plus acerbes dans la question chevaline. C'est la haine même du principe, qui a entraîné au lendemain de la Révolution de 1789, la chute du premier système de réglementation et d'action gouvernementale dans l'élevage du cheval.

Depuis l'époque où les premières critiques théori-

ques ont été formulées au nom des préceptes libéraux, le temps modificateur a accompli son œuvre. Des théories nouvelles ont fait fortune. L'idée de solidarité a peu à peu détrôné celle de liberté individuelle, et en son nom l'immixtion de l'Etat dans toutes les branches de l'activité humaine, s'est manifestée de jour en jour plus complète. L'évolution vers ce régime interventionniste a été rapide et universelle.

Elle continuera probablement longtemps encore ce mouvement ascendant, car il semble que les hommes se lassent de plus en plus de leur liberté. L'entière responsabilité de leur initiative et la libre concurrence les effraient. Ils se sentent trop faibles, isolés en face de la toute-puissance des syndicats, des trusts, des cartels et des associations de tous genres. Ils réclament aide et protection. La transformation dans les besoins, les institutions et les idées économiques est incontestable, mais tout le monde ne s'en félicite point. Certains esprits gardent encore le souvenir des systèmes libéraux et la conviction que l'activité libre de l'individu sera toujours le guide le plus sûr et l'aiguillon le plus puissant de la vie économique.

Aussi nous paraît-il logique et nécessaire de légitimer l'intervention de l'Etat dans l'industrie chevaline, avant même d'en faire l'exposé historique.

Bien que la discussion théorique et générale des principes d'intervention et de liberté soit particulièrement intéressante, nous ne l'entreprendrons pas... Nous ne saurions point, en effet, lui donner ici toute l'ampleur qu'elle comporte et d'autre part elle serait superflue au sujet de l'étude spéciale que nous nous sommes proposée.

Les libéraux, les individualistes les plus intransigeants (sauf bien entendu les anarchistes), acceptent tous la notion d'état et reconnaissent que certaines fonctions indispensables lui incombent parce qu'elles dépassent le champ d'action de l'activité individuelle. Au premier rang des devoirs d'Etat figure incontestablement le devoir de défense ; de très louables tentatives ont été faites en vue de la paix universelle ; mais la préoccupation de la guerre possible demeure toujours impérieuse et les luttes commerciales seront malheureusement longtemps encore des causes de conflits armés. Le moyen le plus sûr d'assurer la paix est encore de se conformer au vieux proverbe latin : *Si vis pacem para bellum*. Il faut être prêt à la lutte ; et pour cela il faut des hommes, des armes, des munitions. Il faut aussi des chevaux.

Au lendemain de la guerre Russo-Japonaise, on a essayé de montrer que la cavalerie était une arme vieillie et ne répondait plus aux besoins de la tactique nouvelle. En effet, le perfectionnement des armes

modernes, le fusil à répétition, le canon à tir rapide ont rendu les charges de cavalerie inutiles et imprudentes. Elles ne sauraient plus décider du sort de la bataille, car elles seraient harcelées de toutes parts. Il ne nous appartient point de porter une appréciation sur cette question technique, mais il nous semble cependant que la cavalerie aurait encore son utilité. Elle pourrait porter des coups de mains hardis et inattendus. Elle saurait en tout cas jouer un rôle très appréciable par son service de reconnaissance et d'éclaireurs. D'ailleurs, s'il faut en croire le compte rendu des grandes manœuvres allemandes de 1908, publié dans *Le Journal* par M. Paul Belon, nous constatons que l'état-major allemand a notablement augmenté son effectif de cavalerie et perfectionné l'instruction des troupes à cheval. « Jamais en somme la cavalerie, si décriée un peu partout et particulièrement en France, n'a été plus en honneur dans l'armée allemande. Les deux premières journées de manœuvres impériales lui ont été consacrées. Quoique les populations sachent parfaitement qu'il ne s'agit que d'un exercice, j'ai constaté partout, dans les villes, les villages, les hameaux, l'effet moral produit par cette infiltration soudaine et continue de dragons et de uhlans, disparaissant, reparaissant, balayant le pays entier comme une vague irrésistible, annonçant la tempête, l'inondation totale, l'invasion... »

Malgré les progrès immenses de la traction automobile, malgré les exploits de Farman et des frères Wright et de bien d'autres encore, dont les aéroplanes évoluent maintenant avec une sûreté et une rapidité qui nous permettent de fonder les plus grandes espérances sur ces engins nouveaux, nous restons convaincu qu'à l'heure actuelle aucun d'eux ne saurait suppléer au cheval pour transporter, plus sûrement, des canons ou des hommes, d'un point à un autre en terrain varié. Le cheval est une arme indispensable au même titre que les autres ustensiles de guerre. Le fait est universellement reconnu puisqu'il est considéré comme contrebande de guerre. Aussi l'Etat qui a la mission de veiller à la sécurité du pays et de parer à toutes les éventualités de conflits armés, ne peut-il pas se désintéresser de la production et de l'élevage du cheval. Donc, au point de vue théorique, pas de difficultés. Mais lorsqu'on passe à l'examen des faits et de l'utilité réelle de cette intervention d'Etat, il n'en va plus ainsi. Les adversaires de l'administration des haras, par l'intermédiaire de laquelle l'Etat manifeste son action, (et ils sont nombreux !), prétendent que cette institution trop coûteuse est inutile et préjudiciable même au progrès de l'industrie chevaline.

D'abord parce qu'elle constitue un monopole, objectent-ils. Le rapporteur de la loi de 1874 a déjà répondu très judicieusement à ce reproche : « Les

haras sont un monopole ! » — « Or, le renouvellement annuel de la production chevaline exige l'emploi de 12.000 à 15.000 reproducteurs. Les haras en possèdent aujourd'hui moins de 1.100, c'est-à-dire à peu près la douzième partie de ce qui est nécessaire à la reproduction... C'est l'industrie privée qui fournit le reste. Où est donc le monopole ? »

Aujourd'hui ces chiffres ne sont plus exacts, les proportions ne sont plus les mêmes. Les étalons d'Etat sont en effet au nombre de 3.268, d'après le rapport de 1906 et on admet en général, bien que la population chevaline soit plus considérable de nos jours qu'en 1874, que le chiffre de 15.000 reproducteurs est peut-être exagéré. Mais le même raisonnement peut être repris et en faisant les mêmes calculs sur des données et des moyennes récentes on constate encore qu'il n'y a point de monopole. D'après les dernières statistiques, la population hippique de la France est évaluée à 3.500.000 têtes. Or, on admet généralement que la vie moyenne du cheval est de dix ans. Une statistique de 1892 dit exactement dix ans et neuf mois, mais pour simplifier les calculs nous adopterons le chiffre 10. Pour compenser la mortalité, il faut donc chaque année 350.000 naissances environ. Comme on sait d'autre part que 60 o/o seulement des saillies sont fructueuses, il faudra livrer 500.000 juments aux étalons pour s'assurer ces 350.000 naissances annuelles. Mais pendant la sai-

son de monte 1905, les étalons d'Etat ont sailli seulement 170.432 juments (1). Si on ajoute à ce chiffre les bêtes conduites la même année aux étalons approuvés (soit 77.971) (2) et aux étalons autorisés (soit 10.901) (3), on arrive à un total de 262.605 juments livrées aux étalons sur lesquels l'administration a une action quelconque. 236.000 juments se sont donc adressées à l'industrie privée. C'est presque la moitié de la production annuelle qui échappe à l'intervention ou au contrôle de l'Etat. Et l'on parle de monopole !

Mais s'il n'y a pas monopole, faut-il craindre, comme certains, une concurrence inégale et préjudiciable ? Inégale, parce qu'elle s'exerce avec les deniers publics et n'a point à redouter de ce fait les risques de perte. Préjudiciable, parce qu'en raison même des moyens et des ressources extraordinaires dont elle dispose, elle doit fatalement étouffer l'industrie privée. Le premier grief ne saurait être sérieusement soutenu, car si tous contribuent aux sacrifices pécuniaires que l'administration des haras nous impose, la dépense est consentie pour défen-

1. Rapport de l'inspecteur général, directeur des haras, 1906, p. 6.

2. Rapport de l'inspecteur général, directeur des haras, 1906, p. 12.

3. Rapport de l'inspecteur général, directeur des haras, 1906, p. 13.

dre la paix et la sécurité de tous. La seconde objection n'est guère plus valable. Il est incontestable que la concurrence existe, et que le particulier, qui doit compter avec tous les aléas de gains et de pertes, est mal placé en face d'une institution qui peut dépenser largement sans escompter un bénéfice pécuniaire immédiat. Mais elle ne tue pas l'initiative privée, puisque nous venons de voir par des chiffres que la moitié presque de la production annuelle échappe encore à toute action d'Etat.

Naturellement, les attaques les plus vives partent des étalonniers. C'est d'abord le propriétaire qui se plaint de la concurrence des haras, parce que ses chevaux sans origine et souvent sans valeur, n'ont obtenu ni l'approbation, ni l'autorisation sollicitées et se trouvent de ce fait, voués au mépris des éleveurs. Pour lui la concurrence est certaine ; elle lui est fatale aussi. Mais c'est un résultat plutôt heureux, si l'institution des haras parvient ainsi à écarter de la monte les reproducteurs indignes.

Les propriétaires d'étalons de trait déplorent le bon marché des saillies des étalons nationaux, qui tend à éloigner les juments de leurs chevaux. Mais en réalité la concurrence est assez limitée. Les chevaux de trait entretenus par l'administration des haras, sont peu nombreux : le rapport de 1906 accuse 534 têtes. C'est peu eu égard à la quantité considérable d'étalons privés de cette même catégorie ; on

n'en connaît point le nombre exact, mais on peut supposer, à juste titre, que la grande majorité des 236.000 juments qui ont recours aux services des étalons particuliers, sont livrées aux chevaux de trait. Mettons 200.000 en chiffre rond et nous restons au-dessous de la vérité. Prenons d'autre part la moyenne des moyennes des saillies des étalons de trait nationaux, approuvés et autorisés, soit respectivement 76,11, 58,34, 60,96 ; nous arrivons à une moyenne de 65 saillies par tête et nous constatons alors que 3.077 étalons sont nécessaires pour assurer la monte de ces 200.000 juments qui échappent au contrôle des haras.

Cinq cent trente-quatre étalons de trait dans les écuries de l'administration, contre trois mille aux mains des particuliers ! La concurrence n'est point si néfaste que cela ! et d'autre part si l'étalonnage privé se récrie parce que les haras entretiennent des étalons de trait, certains propriétaires de chevaux de grosse espèce et tous les possesseurs de juments avec eux se plaignent d'être par trop abandonnés par l'administration. Chaque année, au moment de la discussion du budget de l'agriculture, les demandes affluent de toutes les régions d'élevage : il faut distribuer plus largement les primes et encouragements aux producteurs de gros chevaux, il faut relever l'effectif de cette catégorie dans les écuries de l'Etat ! C'est donc bien que cette prétendue concur-

rence n'est pas si préjudiciable à la majorité des éleveurs puisqu'ils viennent solliciter, eux-mêmes, de l'administration, une intervention plus large et plus complète.

Restent alors les critiques des producteurs du pur sang anglais. Leurs attaques sont souvent les plus vives, elles sont toujours les plus puissantes et les plus écoutées. Et pourtant, « si importante que soit, relativement au moins, cette branche de l'industrie du cheval en France, elle n'est qu'une partie, elle n'est pas le tout ; elle n'est pas l'industrie chevaline, elle n'a pas mission de l'absorber, ni mandat pour parler en son nom » (1). — « Certes l'industrie du turf a grandement contribué à l'amélioration générale et elle est si coûteuse et si aléatoire, qu'elle a besoin d'encouragements considérables. Mais il ne faut pourtant point qu'on oublie pour eux la masse des consommateurs, des producteurs, propriétaires de juments et éleveurs de poulains » (2).

D'ailleurs, il nous semble que cette branche de l'industrie chevaline n'a rien à redouter de la concurrence de l'Etat. La modicité du prix de la saillie qui peut porter atteinte à l'étalonnage privé, lorsqu'il s'agit de chevaux de travail ou de demi sang,

1. Loi organique (1874). Rapport de M. Bocher, p. 23.

2. Loi organique (1874). Rapport de M. Bocher, p. 24.

est en effet ici une question tout à fait négligeable. Les prix des *yearlings* (poulains) d'origine fashionable sont parfois si élevés, l'espoir de produire un grand « crack » est si puissant qu'on paie facilement plusieurs milliers de francs pour s'assurer la monte d'un étalon renommé. On paie 10.000 francs la saillie de *Flyng Fox*, et ce chiffre fantastique n'effraie pourtant point les propriétaires de poulinières qui les envoient d'Angleterre et même d'Amérique, jusqu'au haras de Jardy.

Dans la production du cheval de course la question de concurrence pécuniaire ne peut pas être sérieusement soulevée. Le cheval de pur sang anglais n'a pas de valeur courante et normale. Tout dépend de son origine et de ses performances, et une carrière brillante décuple ou centuple, son prix. Un éleveur de la République Argentine, M. Ignacio Corréas, a donné 787.500 francs pour *Deamond Jubilee*. M. Ed. Blanc qui détient le record a payé son fameux *Flyng Fox* 984.375 francs ; et le roi d'Angleterre qui assistait à la vente regrettait de n'avoir point mis une dernière enchère qui lui eût assuré peut-être la propriété du cheval (1).

1. M. Ed. Blanc a des poulinières qui lui coûtent des sommes énormes, ne serait-ce que *La Camargo*, cette incomparable jument, qui au cours de sa brillante carrière a gagné 25 courses et plus de 800.000 francs.

Si on ajoute encore à toutes ces considérations que l'élevage et l'entraînement des chevaux de course sont particulièrement aléatoires et coûteux, on comprend facilement que cette branche de l'industrie chevaline reste concentrée aux mains d'une petite catégorie de privilégiés. Les éleveurs de pur sang anglais se trouvent, de ce fait, dans une situation particulière. Ils sont hors la loi commune et la seule concurrence qu'ils aient réellement à redouter est celle qu'ils se font entre eux, au prix de gros sacrifices pécuniaires. Ils jouissent en fait de la liberté complète, et ils profitent souvent de leur toute-puissance pour entraver ou diriger la marche de l'administration qu'ils décrient.

D'autre part ils ne devraient point oublier qu'ils profitent eux aussi de l'institution. Ils reçoivent des primes d'approbation, des prix de courses et de concours. On leur offre même des saillies à bon marché. Ils acceptent « ces secours tout en les repoussant en paroles et le plus considérable de tous, l'achat de leurs étalons au sortir du champ de courses est réclamé par eux avec insistance et à grand prix, car l'industrie du cheval en France ne veut pas plus les posséder et les entretenir, qu'eux-mêmes ne consentent à les conserver même avec le bénéfice de fortes primes » (1).

1. Loi organique (1874). Rapport de M. Bocher.

Ils ont de nombreux griefs contre l'administration, mais ils n'avouent guère le plus vif, qui est pourtant le plus souvent la cause initiale des critiques les plus violentes. Ils voudraient que l'Etat achète plus cher et en plus grand nombre leurs produits de second ordre, ceux qui sont inutilisables sur les hippodromes et ne trouvent point preneur parmi les propriétaires de haras de pur sang. En réalité c'est un reproche un peu spécial, tout à fait intéressé et qui ne saurait point prévaloir contre les intérêts de la généralité de la production.

Or, la masse des petits éleveurs, et ce sont les plus nombreux et les plus intéressants aussi, profite de l'intervention de l'Etat.

En effet, c'est grâce à l'administration des haras que les propriétaires de juments ont à leur disposition des étalons de mérite et à des prix modiques. L'Etat seul peut travailler à perte lorsqu'il s'agit du bien du plus grand nombre, car les deniers publics sont à sa disposition pour parer aux nécessités collectives. Seul il a le devoir de veiller à l'intérêt général. Il achète des étalons de prix élevés, il les met au service des particuliers moyennant une faible rémunération, et chaque année le chiffre des dépenses excède considérablement celui des recettes ; mais ce n'est pas en vue d'un bénéfice direct qu'il agit, c'est parce que ses sacrifices sont utiles à tous, parce que la

sécurité nationale est intimement liée à la production chevaline.

L'étalonnier au contraire est un commerçant qui calcule avant tout ses chances de gains immédiats, et s'il calcule bien, il ne peut pas offrir des prix élevés et suffisants des étalons de choix, car s'il les payait cher il serait obligé de faire payer plus chèrement leurs saillies, et il sait que le prix élevé de la monte effraie le petit éleveur (qui redoute déjà bien trop d'aléas) et que pour avoir une clientèle nombreuse et sûre il lui faut offrir des saillies à bon marché. Il est incontestable alors, qu'il n'ira point par simple patriotisme risquer de grosses dépenses pour s'assurer la propriété d'un étalon de mérite. Il fixera plus certainement son choix d'après le prix modique de l'animal que d'après ses qualités réelles. Avec le système de la libre initiative privée, l'éleveur serait ainsi à la merci d'étalonniers plus ou moins scrupuleux sur le choix des reproducteurs. La libre concurrence serait désastreuse, car les propriétaires de haras ne s'attacheraient point leur clientèle par la valeur de leurs chevaux, mais bien par le bas prix de la monte. De ce fait les bons chevaux ne trouveraient point facilement acheteur, parce que d'un prix trop élevé, et se trouveraient écartés de la reproduction, ils passeraient à l'étranger et il faudrait abandonner toute espérance d'amélioration et de progrès. Ce serait la dégénérescence à bref délai. Nous

verrons d'ailleurs que dans la production du cheval de trait, où le champ d'action de l'initiative privée est plus vaste, on commence à redouter le système de l'étalonnage privé où la concurrence de l'acheteur étranger apparaît très dangereuse au point de vue de l'avenir de notre production nationale.

L'administration des haras délivre une carte d'origine qui constitue une bonne recommandation pour le produit. Ce certificat qui revêt ainsi un caractère officiel et sérieux a une influence considérable sur la valeur marchande du poulain. M. Gallier estime que dans la plaine de Caen, les poulains bien racés et susceptibles de faire des étalons se vendent (la livraison se fait à l'époque du sevrage, c'est-à-dire aux premiers jours de novembre) 600 ou 700 fr. tandis que les poulains plus ordinaires et d'origine plus modeste sont payés entre 150 et 400 francs. Les chevaux issus de trotteurs confirmés valent même de 1.400 à 1.500 francs.

D'autre part, les achats d'étalons effectués chaque année publiquement par une Commission composée de personnalités qui doivent être impartiales, désintéressées et compétentes, constituent en principe une garantie sérieuse pour le choix judicieux des reproducteurs. L'administration contribue par cette sélection annuelle des meilleurs produits à l'amélioration de la race. Par ces achats publics elle fait l'éducation de l'éleveur ; elle lui montre la bonne voie.

Mais elle exerce encore une influence plus heureuse à un double point de vue : chaque année elle détermine par avance et de façon certaine le nombre d'étalons qui lui sont nécessaires pour renouveler ou augmenter ses effectifs. Elle fixe ainsi la demande éventuelle et assure, de ce fait, dans une certaine mesure, les débouchés annuels. Cette quasi-certitude d'écouler à un prix rémunérateur l'élite de la production, constitue un puissant élément d'encouragement et de réussite pour l'éleveur.

Après avoir fourni presque gratuitement les meilleurs pères, et subventionné les mères les plus dignes par les prix des concours et primes de conservation, l'administration achète chaque année les produits les mieux réussis. Elle les paie cher, plus cher que ne saurait et ne pourrait le faire l'étalonnier privé. On lui a même reproché de dépenser un peu sans compter et d'émarger trop largement au budget ; et on a interpellé le ministre de l'Agriculture au sujet de l'achat de l'étalon trotteur *Beaumanoir* qui a été payé 70.000 francs. Mais ces sacrifices pécuniaires ont une influence des plus heureuses. L'élévation des prix active la production et l'appât du gain entraîne l'éleveur dans la voie du progrès.

Puisque l'administration des haras est le client qui paie le plus cher, le producteur s'efforcera de faire naître et d'élever le mieux possible le type qu'elle désire. Et nous devons supposer qu'elle aime

et préconise le meilleur modèle dans chaque race.

Si elle est trop prodigue, elle ne dépense point en pure perte. Les sommes qu'elle distribue favorisent l'amélioration, car le prix élevé de la vente d'une marchandise quelconque constitue toujours un encouragement précieux et sûr.

Mais du même coup ses achats contribuent grandement à retenir chez nous nos meilleurs produits. Et il faut payer cher pour lutter victorieusement contre les marchands étrangers.

En ce qui concerne les chevaux de trait, nous savons que l'action d'État est faible. Les haras achètent peu de chevaux de cette catégorie, en regard de la production et de la consommation annuelles, et les prix qu'ils donnent des meilleurs étalons de grosse espèce sont bien inférieurs à ceux qu'ils paient le demi sang. L'industrie privée a donc un champ d'action très vaste et presque complètement libre. Mais la libre concurrence ne donne point ces résultats heureux et bienfaisants que nous promettent les libéraux.

L'étafonnier qui s'attache sa clientèle par le bas prix de la saillie, recherche avant tous les étalons à bon marché. Il ne peut acquérir de la sorte qu'une marchandise très médiocre, car il ne peut point lutter contre la concurrence des courtiers étrangers. Nos chevaux de trait jouissent, en effet, d'une renommée universelle. Ils sont très recherchés par de là

les frontières et chaque année les acheteurs étrangers affluent dans nos foires et nos concours. Ils paient largement et emmènent avec eux l'élite de notre élevage.

« C'est un fonctionnaire italien d'un grade supérieur qui parcourt la Perche, ce sont les Japonais qui font des achats en Normandie, ce sont des officiers de remonte espagnole, etc.

« Je n'insiste pas sur l'importance commerciale des postiers bretons aussi recherchés par les remontes nationales que par les acheteurs de l'Europe entière. » (1).

L'influence de ces courtiers est si considérable sur nos marchés et sur l'orientation même de notre production, que les Américains, par leurs goûts, ont entraîné une notable modification dans la race percheronne. Ils aiment le très gros cheval et préfèrent la robe sombre au poil gris, pourtant signe caractéristique ancien de la race. Il paie cher ; et l'éleveur cherche à satisfaire ses désirs. Il s'efforce de faire naître un cheval qui sera gros et de robe foncée. Aussi a-t-on fait des croisements avec le brabançon pour augmenter le volume et néglige-t-on maintenant trop souvent l'étalon gris de vieille race, moins important peut-être, mais bien supérieur en

1. *J. off.*, 16 novembre 1907, p. 2264. Ministre de l'Agriculture.

qualité et en énergie, pour lui préférer quelque mastodonte énorme sous crins foncés, sans se soucier de ses imperfections et même de ses tares.

Un certain nombre d'éleveurs du Perche se sont émus et ont fait de louables efforts pour combattre la dégénérescence de cette race autrefois si recherchée dans les foires de Courtalain, Nogent-le-Rotrou et Chartres. Tandis que certains d'entre eux fondent un Stud-Book pour éliminer tous les essais de croisements hétérogènes et defectueux, d'autres font appel à l'administration pour qu'elle sauve la vieille race percheronne pure, en ne primant et n'entretenant que des étalons vierges de tout croisement.

La renommée de nos postiers bretons est moins ancienne chez les étrangers. Mais à l'heure actuelle ils sont très appréciés et très recherchés ; au concours central hippique de reproducteurs de 1907, nous avons vu notamment un courtier suisse payer deux étalons postiers la respectable somme de vingt-quatre mille francs.

L'affluence de la demande étrangère sur notre marché, les prix élevés qu'ils offrent ouvrent de précieux débouchés pour notre éleveur. Ils activent la production chevaline grâce au jeu merveilleux de la loi de l'offre et de la demande. Au point de vue mondial le résultat est parfait, puisque c'est la consommation qui régularise librement la production.

Mais au point de vue national, les effets sont, et seront surtout, désastreux. En effet, si l'élite de notre population chevaline passe chaque année la frontière et ne se reproduit point chez nous, il faut renoncer à tout espoir d'amélioration et un tel système doit nécessairement nous conduire à une dégénérescence complète et rapide.

Les éleveurs eux-mêmes ont d'ailleurs bien compris que cet état de choses était déplorable. Le résultat immédiat de ces achats étrangers apparaît tout d'abord excellent. Ils ouvrent des débouchés nombreux, ils assurent des prix élevés et rémunérateurs, mais ils compromettent sérieusement l'avenir de notre élevage national. Lorsque tous nos meilleurs reproducteurs auront disparu, nos chevaux tomberont au rang des médiocres, ils ne seront plus recherchés par nos voisins qui auront su améliorer leurs races grâce aux acquisitions faites chez nous. Et si on ne porte pas entrave à ce courant, nos étalons vraiment dignes seront peut-être devenus assez rares pour que nous nous trouvions dans l'obligation de visiter les écuries et de parcourir les foires de nos voisins pour en ramener quelques bons reproducteurs. La concurrence des acheteurs étrangers aura donné un grand essor à notre élevage, mais elle amènera fatalement sa perte si l'Etat se désintéresse des chevaux de grosse espèce.

Les craintes sont sérieuses et M. Roblin, dans la

séance du 15 novembre 1907, s'en est fait l'interprète, en déposant et en expliquant la proposition de résolution suivante :

« La Chambre invite M. le Ministre de l'Agriculture à faire procéder dans de fortes proportions à l'achat d'étalons de trait, par l'administration des haras. »

« Non seulement nous avons des clients en Amérique, dit-il. Non seulement MM. Pletcher et Mac-Loughlin viennent tous les ans en France prendre une grande quantité de chevaux pour les emporter en Amérique, mais encore de nombreux acheteurs étrangers, des Allemands en particulier, parcourent toute la France et font des raffles dans nos foires. La race des étalons de trait n'a pas été favorisée et a été délaissée par l'Etat, on n'a pour ainsi dire presque rien fait pour elle. Au moment où elle paraît menacée, le devoir de la Chambre, le devoir du Parlement est d'intervenir.

« Oui, la race des chevaux de trait que nous avons si difficilement créée, me semble menacée et précisément par ce fait que tous nos meilleurs chevaux sont exportés, que beaucoup d'éleveurs ne peuvent pas résister à l'appât du lucre, et que nos sujets d'élite s'en vont tous à l'étranger. Il faut essayer de les maintenir chez nous pour fortifier nos races nationales et les améliorer s'il est possible (1). »

1. *Journal officiel* du 16 novembre 1907, p. 2.262 et 2.263.

A cette séance M. Judet a encore sollicité du gouvernement un appui plus sérieux des haras pour l'élevage du cheval de trait :

« M. le Ministre voudra bien me permettre d'être l'interprète des agriculteurs de ma contrée en lui signalant un desideratum formulé par tous les éleveurs, sur lequel ils sont unanimes.

« Nos cultivateurs ont un impérieux besoin de chevaux de trait. Ce besoin, qu'on le veuille ou non, se traduit par une production qui actuellement est très défectueuse du fait de l'emploi d'étalons trop souvent médiocres appartenant à des particuliers (1). »

Ces doléances qui émanent des pays d'élevage des chevaux de trait, prouvent surabondamment que la prétendue concurrence de l'Etat n'est pas si préjudiciable à l'industrie privée. Si les éleveurs réclament une immixtion plus complète des Haras dans la production du gros cheval, c'est incontestablement parce que l'action de l'Etat est pour eux un concours précieux et nécessaire.

D'ailleurs il paraît difficile d'admettre que l'industrie chevaline serait plus prospère si elle était libre et privée des ressources pécuniaires énormes dont l'administration des Haras dispose chaque année.

Certains détracteurs du système d'intervention

1. *Journal officiel* du 16 novembre 1907, p. 2.266.

soutiennent pourtant que l'action d'Etat est inutile et néfaste. Voyez l'Angleterre, disent-ils, c'est le régime de liberté absolue. L'élevage du cheval est tout entier livré à l'initiative privée. Il est très prospère, il jouit d'une renommée universelle. Voyez encore notre élevage de chevaux de trait : le rôle des Haras y est beaucoup moins prépondérant que dans la production du cheval de demi-sang ; et cependant nos races de chevaux de trait s'améliorent tandis que nos races de demi-sang dégénèrent, l'élevage du gros cheval est florissant tandis que celui des espèces légères dépérit. Mais ils se hâtent trop pour conclure de cette simple constatation de faits, à la relation de cause à effet entre la liberté et la prospérité de l'industrie chevaline.

Il est incontestable que l'initiative privée a su donner à la production du cheval, en Angleterre, une excellente orientation. Il est certain aussi que le cheval de selle anglais est particulièrement prisé par les cavaliers. Mais ce n'est point le régime de liberté qui est la cause primordiale et essentielle des succès et de la supériorité de l'élevage en Angleterre. Il est plus logique et plus sûr d'en rechercher la cause dans les mœurs et dans les goûts du pays.

De Sourdeval a dit, avec beaucoup de vérité : « Le cheval est partout l'expression de l'homme qui le fait naître. »

Or, l'Anglais est un peuple essentiellement cava-

lier et chasseur. Monter et conduire sont ses plaisirs nationaux.

« D'après Stonehenge (1871), il existait en Angleterre (Irlande et Ecosse non comprises) plus de 100 équipages de fox-hound, et plus de 20 clubs entretenant des meutes. Plus de 20.000 chevaux sont mobilisés tous les ans pour suivre ces chasses. Elles sont suivies par toute l'aristocratie, par toute la bourgeoisie habitant les comtés, par beaucoup de fermiers. Le fils du lord galope à côté du clergyman. Ce dernier saute à côté du vétérinaire et de son fils. Ceux-ci, je vous l'assure, savent alors quelle est la différence, au point de vue selle, chasse, cavalerie, armée, entre le petit carrossier cher à nos zootechniciens et le cheval de sang que nos officiers voudraient voir dans le rang (1). »

L'Anglais est sportif. Il connaît, il aime le bon cheval. Le hunter est donc fort recherché. Son prix est rémunérateur. L'appât du gain entraîne l'éleveur dans la production du cheval de selle, et dans la voie de l'amélioration si son amour pour le cheval n'y suffisait point.

Avec le système de la libre concurrence dans l'industrie chevaline, la loi de l'offre et de la demande

1. De Comminges. *Les races de chevaux de selle en France*, p. 74.

joue pleinement. Elle donne d'excellents résultats. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, il ne faut point oublier que si l'initiative privée est bienfaisante, c'est uniquement parce que le cheval de selle a des débouchés nombreux. Si par impossible on changeait ces goûts sportifs du peuple anglais, s'il n'y avait plus de chasse à courre, et partant si on n'aimait plus le cheval, il est incontestable que le régime de liberté serait impuissant à sauver l'élevage de la décadence, sinon de la ruine.

En France, au contraire, on est généralement beaucoup moins sportif.

Pearson écrivait déjà en 1840 : « Chez vous, maintenant, combien comptez-vous d'amateurs qui aient un cheval par amour du cheval ? Plusieurs gens ont en effet des chevaux à leur service, mais Dieu sait quel service ! Ne voyant en eux qu'un moyen de transport, insensibles à des qualités dont ils n'ont pas conscience, aveugles sur des défauts qui feraient mourir, à coups d'épingles, un cavalier, ils n'ont qu'un but : c'est d'être portés ou trainés, ... qu'il faille des coups de fouet ou des coups de bâtons, peu importe : ils sont arrivés tout de même, leur ambition est satisfaite (1). »

Depuis 1840, cette indifférence hippique n'a fait

1. Pearson. *Chevaux français en 1840.*

que s'accroître. On emploie le cheval parce qu'il constitue un moyen de transport commode. De préférence au harnais bien entendu, car on est plus confortablement véhiculé dans une voiture bien suspendue ! Et la première qualité qu'on réclame à son carrossier, c'est la douceur souvent synonyme de mollesse !

D'autre part, presque tous ceux qui possédaient des chevaux de luxe, les abandonnent pour l'automobile. La demande de nos chevaux légers diminue chaque jour. Il n'est point étonnant alors que son élevage de moins en moins lucratif soit menacé. Mais cette crise chevaline tient plutôt à des causes économiques et sociales qu'au fait de l'intervention d'Etat.

Bien que les équipages de chasse à courre aient diminué de nombre, le cheval de selle est encore d'un prix élevé. Il y a toujours chez nous quelques personnes qui éprouvent un sensible plaisir à conduire elles-mêmes ou à monter une bête de qualité. Quelques vrais veneurs aiment encore à galoper à la queue des chiens et à se griser des chauds accents du cor qui se mêlent aux aboiements joyeux de la meute. Mais ils sont l'exception.

La plupart des gens suivent les chasses et montent à cheval par snobisme. Ils arrivent au rendez-vous en hâte, sur quelque 40 chevaux, et ils se préoccupent peu des qualités de la bête qui va les porter. Si

elle est brillante et d'un modèle important, ils sont amplement satisfaits. Et c'est bien suffisant ! La promenade sera très sage, très modérée et très courte. Ils viennent à une réunion mondaine plutôt qu'à une partie de sport, et ils n'iront point courir follement avec les chiens.

Ils caracoleront, deviseront ou flirteront sous les allées ombreuses en attendant l'hallali. Et l'animal sera vite aux abois. Il semble, en effet, qu'on ait hâte de mettre fin aux péripéties pourtant si captivantes d'une belle journée de courre. Si on aimait vraiment le cheval et la chasse, on se réjouirait encore de la menée, lente peut-être, mais sûre, de nos anciens chiens d'ordre, on rallierait encore gaiement à leur voix de tonnerre et on s'attarderait avec eux dans les défauts pour les voir quêter, requêter et débrouiller le change avec tant de sûreté.

Mais il faut aller vite, car on est là comme à une corvée imposée par le devoir mondain. Les bâtards sont durs de nez, mais ils sont rapides, ils empauvent la voie à toute allure et les piqueurs sont là pour suppléer à la finesse de l'odorat et pour les guider.

Cette digression nous a paru nécessaire pour affirmer plus sûrement que le Français aimait peu le cheval, car nous sommes persuadé que l'amour du

cheval et la passion de la chasse à courre sont intimement liés l'un à l'autre (1).

L'équitation, malgré son regain nouveau de vie que l'automobile n'a pas encore su enrayer en France, est donc beaucoup moins en honneur chez nous qu'en Angleterre. Si l'on ajoute à cela que la majorité de nos cavaliers préfèrent le cheval anglais ou irlandais aux produits de notre élevage, on comprend facilement que les débouchés pour nos chevaux de selle soient très restreints. La production qui n'a pas l'aiguillon naturel de la demande pour l'activer, a besoin de secours et d'encouragements pécuniaires pour se soutenir. Si elle était abandonnée à elle-même, l'industrie du cheval léger serait vite délaissée. L'entière liberté entraînerait fatalement sa ruine.

D'autre part, chez les Anglais, les connaissances zootechniques sont généralement très répandues. L'Anglais a le sens de l'élevage, du croisement et de la sélection. Il crée les races, il les façonne avec une sûreté merveilleuse, il les approprie, en tout cas, admirablement à ses besoins ou à ses désirs. Il sait utiliser la puissance évolutive de la nature et la force

1. En Allemagne on a si bien compris ce rapport intime entre la chasse et l'amour du cheval, qu'un grand nombre de régiments possèdent des meutes entretenues aux frais de l'Etat.

d'hérédité des individus. Avec une sûreté et une patience remarquables, il a su transformer le pur sang arabe. Il en a fait un cheval plus puissant, plus important et plus rapide que son ancêtre, grâce à une sélection continue, accompagnée d'une nourriture et d'une gymnastique rationnelles ; et pour qui ne connaît point l'origine du pur sang anglais, il nous semble difficile de reconnaître dans nos performers d'hippodromes, les descendants du vaillant petit coursier du désert. Mais les résultats de cette patience et de cette science sélectives apparaissent plus extraordinaires encore si on compare le pigeon messenger anglais et le pigeon culbutant courte face. Ils sont si dissemblables « qu'il ne serait point ridicule de la part d'un naturaliste tombé au ciel d'en faire deux genres ornithologiques bien distincts, au même titre que les dogues et les lévriers » (1).

Le messenger anglais a la tête et le bec d'un type longiligne exagéré. En 1735, on regardait comme long, un bec d'un pouce et demi, aujourd'hui on en cite qui ont deux pouces.

Le culbutant courte face, au contraire, a le bec imperceptible. Sa tête a l'aspect d'une cerise dans laquelle on a planté un grain d'orge (2). En 1755,

1. Baron. *Méthodes de reproduction en Zootechnie.*

2. J.-M. Eaton, *of pigeons.*

« on regardait comme réussis une tête et un bec qui, mesurés de façon usitée, avaient $7/8$ de pouce anglais en longueur. Aujourd'hui le chiffre convenable est $5/8$; on tolère $6/8$ (!) ; mais pas un millimètre de plus. Eaton en a vu trois dont la tête et le bec n'excédaient pas $4/8$ de pouce (1).

Et pourtant, dit Darwin (2), « si grandes que soient les différences entre les races de pigeons, je me range pleinement à l'opinion commune des naturalistes qui les croient toutes descendues du pigeon de roche ou biset ».

Certes, ce ne sont point les Anglais qui ont créé, au sens strict du mot, ces types si dissemblables. Mais ils ont su en exagérer les caractères distinctifs. Et ils s'adonnent à cette sélection avec le même zèle et la même patience depuis 1677 (3) !

Cette suite dans les idées montre bien que le sens de l'élevage est une qualité nationale et explique que l'éleveur anglais puisse se passer facilement de conseils et de secours officiels.

1. Baron. *Méthodes de reproduction en Zootechnie*.

2. Charles Darwin. *De l'origine des espèces*.

3. Epoque à laquelle il est possible de faire une comparaison un peu sérieuse entre l'étirement, la sveltesse, la dolicho-céphalie extravagante du messager actuel et l'élongation modérée de l'ancêtre qui vivait du temps de Willughby et de son ami J. Ray. — (Baron. *Méthodes de reproduction en Zootechnie*).

Le producteur français, au contraire, fait souvent la sourde oreille aux théories scientifiques lorsqu'elles vont jusqu'à lui. On lui fait un épouvantail du croisement et du métissage. Il n'a pas la patience d'attendre les résultats d'une sélection lente. Il préfère le hasard ou la vieille routine.

« Aussi comprend-on facilement pourquoi la production et l'élève des chevaux en Angleterre sont entièrement entre les mains de l'industrie privée, tandis qu'en France elles sont et ont toujours été inspirées par le gouvernement (2). »

Revenons maintenant à l'exemple tiré de l'élevage du cheval de trait en France. Si nous comparons la production du gros cheval et celle des races légères, nous nous trouvons encore en présence d'une coïncidence qui a pu faire conclure à la cause efficiente.

D'une part nous constatons une liberté presque entière et une belle prospérité dans l'industrie du gros cheval, et de l'autre, une intervention d'Etat impuissante à retarder la crise qui menace l'élevage du demi-sang. Mais il faut être vraiment aveugle ou partial, pour oser soutenir que le succès d'une production a pour cause unique l'action bienfaisante de l'initiative privée et que tous les malheurs de l'autre sont le fait de l'administration des Haras.

La différence tient malheureusement à des causes

1. Simonhoff et Møerder. *Les races chevalines*.

plus sérieuses, à des causes économiques. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir. Tout le mal vient de l'automobile. La traction mécanique a porté un coup terrible au cheval de luxe. La Normandie qui produisait le meilleur, le premier carrossier du monde, en souffre plus que toutes les autres contrées, car le commerce de luxe était pour elle le débouché le plus rémunérateur. Mais les centres qui produisent plus spécialement le cheval de remonte sont aussi lésés par la mévente de leurs produits. Autrefois le cheval qui n'était pas livré à la remonte conservait une certaine valeur marchande, s'il était susceptible de faire un carrossier quelconque. Mais aujourd'hui les écuries de luxe sont vides, vides aussi les remises et elles sont dénommées : garages. Le médecin, le commerçant, le notaire et le vétérinaire (lui-même !) ont délaissé le cheval pour la voiturette. Dans certaines régions, il n'y a guère que le boucher, le marchand de bœufs et le boulanger qui usent encore du cheval à la voiture ; et c'est un maigre débouché !

Le cheval de trait n'a pas encore souffert de la concurrence des camions automobiles. Lorsque les voies ferrées se sont vulgarisées en France, on avait déjà pensé que ces moyens de transports nouveaux allaient porter un coup terrible à l'industrie chevaline. Il n'en fut rien, au contraire. Le développement des transactions par chemins de fer a tué les trans-

ports à grandes distances, par route, et les anciennes diligences ; mais le trafic commercial et industriel s'est accru, et les messageries, le factage, les colis postaux, ont nécessité l'emploi d'un plus grand nombre de chevaux ; et cela se comprend facilement : le chemin de fer ne va pas partout. Pour rayonner et transporter les marchandises aux environs des gares, à travers la campagne et même dans les villes, il faut des chevaux. Les affaires ayant pris une notable extension du fait du développement des voies ferrées, il en a fallu davantage.

Jusqu'à maintenant les progrès de la traction automobile ont profité au cheval de trait au même titre que la vulgarisation du transport par chemins de fer.

En effet, d'après la statistique publiée dans le *Bulletin de la Chambre syndicale des carrossiers, charrons et selliers de Lyon*, du mois de janvier 1908, nous constatons que les voitures de luxe ont exactement diminué de 45.000 en onze ans, tandis que les voitures de travail à chevaux ont augmenté de 229.000 dans cette même période de onze années.

Ces chiffres nous expliquent surabondamment : et la décadence du cheval léger et la prospérité de l'élevage du cheval de tirage.

En effet, si les voitures de luxe sont abandonnées, il est très probable que les chevaux le sont aussi. Naturellement les véhicules hippomobiles ont été

remplacés par des automobiles ; nous pouvons donc supposer qu'ils appartenaien à des gens fortunés, et que chaque voiture comportait au moins deux chevaux. Cette période de onze ans aurait donc amené l'abandon de 90.000 chevaux de luxe. Admettons le chiffre de 50.000 pour nous tenir plutôt au-dessous de la vérité. Puisque nous savons que la vie moyenne du cheval est de dix ans, nous devons en conclure que la consommation annuelle du commerce de luxe est actuellement inférieure de 5.000 têtes, à ce qu'elle était en 1897. C'est appréciable !

Les véhicules qui paient demi-taxe, c'est-à-dire les véhicules de travail, ont augmenté de 229.000 unités dans ce même laps de temps. Il est logique d'admettre que ces voitures lourdes sont traînées par des animaux de gros trait ou de trait léger.

Et nous compterons bien au moins un cheval par chariot ! C'est donc un effectif de 229.000 chevaux de trait de plus qu'il y a onze ans. En reprenant notre calcul sur la vie moyenne du cheval, nous constatons que ce supplément d'effectif suppose un renouvellement annuel de 30.000 têtes. Le commerce a donc besoin chaque année de 30.000 chevaux de trait de plus qu'il y a onze ans. L'accroissement de la demande est respectable !

Ces chiffres ne sont point rigoureusement exacts, les calculs sont approximatifs et sans grande valeur

scientifique, mais ils suffisent cependant à expliquer l'influence des progrès de l'automobile sur les différentes branches de notre production chevaline. Ils nous montrent que la traction mécanique tend à éliminer le cheval de luxe, tandis qu'elle active l'utilisation et la consommation du cheval de trait. Comment s'étonner alors sincèrement que celle dont les débouchés se ferment périclite ? Comment s'étonner aussi béatement que l'autre prospère sans l'aide de l'Etat ? Comment surtout persister à soutenir que la cause primordiale de ses succès vient de l'action bienfaisante de l'initiative privée, toujours préférable aux errements d'une administration ?

Cette différence est tout simplement le résultat de la fameuse loi de l'offre et de la demande indépendamment de toute question de liberté ou d'intervention d'Etat. L'élevage du cheval de trait progresse et s'accroît en même temps que ses produits sont plus recherchés. Et nous savons que si la consommation intérieure augmente, l'exportation prend une extension plus considérable encore. Nos grosses espèces sont très renommées par delà les frontières, et les étrangers viennent chaque année sur nos foires et dans nos concours faire d'énormes rafles à prix d'or.

Mais la situation privilégiée de l'industrie du cheval de trait tient encore à d'autres causes. Elle est plus rémunératrice puisque les débouchés intérieurs

et extérieurs lui sont largement ouverts ; mais elle est en outre moins délicate, moins coûteuse et surtout moins aléatoire que l'élevage du demi-sang.

En France, en effet, on attelle rarement le poulain ou la poulinière de sang. On cite bien un éleveur de Forez qui emploie couramment au labour des juments de pur sang, « qui ne s'en trouvent pas plus mal » (1). Mais c'est une exception.

En Allemagne, c'est généralement avec des chevaux de sang, petits et moyens, que se fait la culture des champs. Chez nous ce système ne serait guère possible que pour le petit éleveur qui ne possède qu'une ou deux poulinières et qui exploite lui-même ; mais celui qui a un effectif de juments et de poulains assez considérable, n'ose point confier ses chevaux de sang, toujours un peu susceptibles, à quelque garçon de ferme plus ou moins sérieux et apte au dressage. On est si habitué à la docilité et à la patience de nos chevaux de trait, on les juge si commodes, qu'on consent rarement à utiliser à leur place quelque jeune poulain fougueux, destiné à la vente.

La jument de sang et son poulain travaillent donc rarement. Tout ce qu'ils dépensent doit être porté en ligne de compte sur le prix de revient. Et il leur faut une nourriture choisie et coûteuse !

1. *Journal de l'Agriculture*, 11 janvier 1896.

La poulinière de trait, au contraire, est d'un naturel calme, elle est d'un dressage et d'un menage faciles à la portée de tous les garçons de ferme. D'autre part elle a un surcroît de force pour les travaux de culture, qui lui permet de travailler pendant la gestation sans trop de fatigue. Il lui suffit de quelques jours de repos avant et après la mise bas ; elle gagne de ce fait largement sa vie. A plus forte raison, ne constitue-t-elle point une non-valeur ruineuse, lorsqu'elle n'est pas pleine, car elle se rend utile par son travail.

De son côté, le poulain de trait est aussi d'un tempérament plus calme. Il sera facile à mettre en travail. Son développement précoce, sa force et sa corpulence naturelles permettent de le faire travailler dès l'âge de dix-huit mois. Et bien qu'on n'abuse point dès maintenant de ses services, il gagne déjà son avoine, et encore en mange-t-il peu ! Car s'il a besoin d'une nourriture plus abondante que le cheval de luxe, il se contente de fourrages moins choisis, et le grain est moins nécessaire à l'éclosion de ses qualités.

Ces considérations sont d'une importance capitale, dans le parallèle entre l'élevage du demi-sang et l'élevage du cheval de trait.

D'un côté nous avons une poulinière qui réclame une nourriture substantielle et coûteuse et qui, vivant inactive, ne rend aucun service au propriétaire et ne

gagne pas sa vie. C'est un capital improductif et ruineux, lorsque la bête est inféconde. Le poulain lui-même est très coûteux, puisqu'il mange sans travailler jusqu'à trois ou quatre ans, époque de la vente.

De l'autre au contraire, une jument qui rapporte à son propriétaire et compense amplement les dépenses de son entretien par le travail qu'elle fournit. Et le poulain, moins délicat, et moins difficile, commence à se rendre utile dès l'âge de dix-huit mois.

D'autre part, lorsque le cheval de demi-sang n'est pas un sujet d'élite, lorsqu'il ne passe pas à la remonte, lorsqu'il est taré, c'est une non-valeur pour le producteur. Il est difficile de s'en défaire et encore ne trouve-t-il preneur qu'à des sommes dérisoires, si on compare le prix de revient au prix de vente. Au dressage, même avant qu'on puisse vraiment présager de son avenir, sa valeur marchande est bien inférieure à celle du laiton de trait (1).

1. Rapport présenté par MM. Dechambre et Rossignol au Congrès vétérinaire de 1906.

Circonscription d'Angers. — Les laitons de trait de six mois valent de 100 francs à 500 francs. Les laitons de demi-sang valent de 250 à 300 francs.

Circonscription de Blois. — Les laitons mâles du Perche valent une moyenne de 450 à 600 francs. Les laitons femelles de 300 à 500 francs. Le demi-sang de 250 à 400 francs.

Circonscription de Moutier-en-Dès. — Les poulains de trait de six mois valent de 250 à 400 francs. Les poulains de demi-sang ne se vendent pas au sevrage.

Circonscription de Besançon. — Les laitons de trait sont

Dans les grosses espèces, les non-valeurs sont beaucoup plus rares. Il y a bien aussi des produits défectueux et tarés. Mais l'acheteur se montre généralement moins exigeant dans son choix. La bête est patiente et docile. Elle satisfait à ses goûts de bouvier ou de camionneur. Si elle est d'un gabarit imposant, si ses membres sont gros, si son encolure est puissante, si son poitrail est large et sa croupe double, il n'y regardera pas de trop près. Sur les membres plus secs du cheval de demi-sang, il scrutera avec soin, et le moindre épi de poil lui semblera une tare. Il se défiera. Il regardera au contraire le gros cheval en aveugle. Pour lui le volume est synonyme de perfection et de puissance, il ne cherchera même pas à découvrir les mauvais aplombs de la bête, ou les molettes, les suros ou les éparvins qui se cachent sous une épaisse fourrure. C'est un état d'esprit impossible à combattre et très préjudiciable à la production du cheval de demi-sang. Tel acheteur qui dénigrera le cheval d'un de ses voisins qui

beaucoup plus recherchés et valent de 300 à 500 francs, tandis que les autres ne dépassent pas 350 francs.

Cluny. — A six mois les poulains de trait valent 300, 400, 500 francs. Les poulains de demi-sang ne trouvent généralement pas preneur à cet âge et valent de 300 à 500 francs.

Partout en somme où le laiton de trait est en concurrence avec le poulain de demi-sang du même âge, il trouve plus facilement acheteur et à un prix plus élevé.

n'a pas été livré à la remonte et ne voudra même pas l'acheter, malgré ses qualités précieuses, pour un prix ridiculement bas, s'émerveillera d'une petite bretonne quelconque qui lui sera présentée par un marchand et qu'il paiera bravement et sans trop hésiter, la somme qu'on exigera.

Ces préjugés de nos agriculteurs français sont malheureusement trop répandus. Ils sont préjudiciables à l'avenir de notre production de chevaux de demi-sang. Il serait bon de les détruire, car du jour où le cheval du laboureur pourrait utilement remonter notre armée, la question du cheval de guerre serait définitivement résolue. Il nous serait, en effet, facile alors de trouver un effectif de paix et de guerre très suffisant en nombre et en qualité.

Mais à l'heure actuelle, ces coutumes sont trop enracinées pour qu'on puisse les abattre d'un seul coup.

Nos chevaux de trait jouissent d'une vogue universelle. Ils sont très recherchés. Ils se paient cher. Leur production se généralise et s'améliore. Et nous savons pourtant que toutes les régions d'élevage ne se contentent point des encouragements économiques et naturels ! Elles réclament le secours des deniers publics et l'aide de l'administration des Haras.

Nos chevaux de demi-sang sont très délaissés. Leur production est plus aléatoire et plus coûteuse. Les remontes seront bientôt leur unique débouché.

Elle se maintiendra donc difficilement, même au prix de gros sacrifices pécuniaires de l'Etat. Et on voudrait abandonner cet élevage à ses trop modestes ressources ! Ce serait véritablement courir au-devant de sa ruine prompte et définitive.

Les partisans de la liberté de l'industrie privée, répondent à cela : L'armée n'a qu'à payer plus cher ! Le prix de vente rémunérateur constituera un mode d'encouragement très puissant et très sûr. Lorsque le demi-sang se vendra un bon prix, l'éleveur s'attachera à faire naître et à soigner cet animal dont la production sera lucrative. Ce raisonnement est très juste lorsqu'il s'agit d'ustensiles quelconques exécutés sur commande. Mais il ne l'est plus lorsqu'il s'agit de l'élevage du cheval. Avant que le cheval soit livrable, il s'écoule un laps de temps très long : quatre ans au moins. L'Etat ne peut pas faire des achats anticipés et fermes d'une marchandise si sujette à caution. Les chevaux ne sont point uniformément produits sur le même moule, comme une machine. Il y a beaucoup d'animaux ratés, qu'il serait anti-patriotique d'incorporer dans nos régiments. Il faut donc que les remotes puissent exercer un choix qui porte sur une grande quantité d'animaux. Et pour cela il est nécessaire que la généralité de l'espèce se rapproche du type qui lui est nécessaire.

D'autre part, en promettant un prix très élevé, un prix trop supérieur à la valeur courante et normale

du cheval, l'Etat provoquerait certainement une surproduction néfaste à l'éleveur. Ce serait un encouragement précieux, mais un encouragement inconsidéré de la part de la remonte qui ne pourrait point tenir ses engagements tacites à l'égard du producteur qui aurait travaillé uniquement pour elle.

Elle n'achèterait qu'un faible contingent des animaux présentés à ses séances. La désillusion serait cruelle, et la crise inévitable. La pénurie succéderait infailliblement et rapidement à la pléthore. Le nombre considérable des laissés pour compte et des non-valeurs, dégoûterait à jamais l'éleveur du cheval de demi-sang.

Mais, en outre, il ne suffit point de songer seulement au renouvellement annuel de notre effectif de paix. Il faut malheureusement envisager aussi les éventualités de guerre. Et la difficulté de la réquisition vient encore compliquer le problème. Si par hypothèse l'élévation du prix d'achat, par le service des remontes, apportait, relativement à l'avenir de notre production de chevaux d'armes, une solution heureuse et définitive, la question de la mobilisation n'en resterait pas moins tout entière en suspens.

Nous l'examinerons au chapitre : *Des Remontes*.

En résumé, notre paix nationale et notre prospérité économique dépendent de la valeur de notre armée qui saura les soutenir, car nous sommes loin

encore de cette ère de pacification universelle tant rêvée !

Des engins de guerre perfectionnés et nouveaux la traction mécanique et les envolées en aéroplanes nous annoncent des modifications sérieuses dans la stratégie. Les charges de cavalerie sont devenues inutiles. Mais si le rôle du cheval n'est plus le même, il demeure d'une utilité incontestable dans nos guerres modernes. De même qu'il nous faut les meilleurs fusils et les meilleurs canons pour vaincre, de même il nous faut les meilleurs chevaux pour galoper à la victoire. Notre avenir militaire et économique est entièrement lié à notre production de chevaux de demi-sang qui sont à l'heure actuelle les meilleurs, en tout cas les plus nombreux et les plus utiles de nos chevaux d'armes. Or cet élevage se meurt malgré les encouragements dont il bénéficie. L'Etat qui draine les deniers de tous dans l'intérêt de tous, l'Etat, qui a mission de veiller à la tranquillité, au bien-être et à la prospérité de la collectivité, doit donc soutenir cette production, au prix des plus gros sacrifices. Il y va de notre sécurité même !

Nous verrons d'ailleurs dans l'exposé historique, que depuis les premières tentatives d'encouragements de Colbert, c'est toujours sous la même poussée de la nécessité que l'Etat a dû prêter ses conseils et son argent à l'éleveur, devant l'impuissance ou l'incurie de l'initiative privée.

Nous verrons aussi dans un autre chapitre que la plupart des gouvernements étrangers ont obéi au même souci et ont apporté un soin jaloux à la production et à l'amélioration des races chevalines, dans une même pensée guerrière, dans une même préoccupation de défense et de sécurité nationales.

CHAPITRE II

Historique de l'Action de l'Etat, dans l'élevage du Cheval en France

La renommée des chevaux de nos aïeux est très ancienne. Jules César les a beaucoup vantés, tandis qu'il dépréciait fort les chevaux d'Allemagne ; et Pline a chanté : « Les guerriers gaulois rentrant triomphants dans leurs terres, où ils vivaient pêle-mêle avec leurs poulains, roussins et haquenées, uniquement attentifs à multiplier de tels animaux. »

Sans nous attarder à l'examen d'un passé si lointain, nous accepterons l'opinion généralement répandue par les chroniqueurs et par les auteurs modernes ; nous admettrons avec eux que la France avait au moyen âge, une grande supériorité hippique sur tous les Etats d'Europe.

Il n'y avait point encore de haras royaux et il n'était pas question d'encouragement à la production du cheval. Mais cette prospérité chevaline, qui tenait incontestablement aux conditions générales de notre sol et de notre climat, était en même temps le résultat de l'organisation féodale et des mœurs du temps.

La production et la consommation étaient intimement liées l'une à l'autre. Bien mieux, elles étaient presque toujours réunies dans les mêmes mains : le producteur élevait pour lui-même. Les nobles, disséminés dans leurs seigneureries, se piquaient tous d'être des hommes de cheval et lorsqu'ils ne guerroyaient pas, la chasse était leur passe-temps favori.

« L'équitation entraînait dans l'éducation de tous les enfants des gentilshommes ; les femmes elles-mêmes s'y livraient avec ardeur, car elles suivaient à la chasse leurs pères, leurs frères, leurs maris ; ces chasses avec les faucons et les autres oiseaux parfaitement dressés, avec le cerf et le sanglier qu'on forçait dans les profondeurs des forêts, ces chasses remplissaient les courts intervalles de repos que goûtaient, entre deux expéditions guerrières, les hommes du moyen âge (1). »

Tout personnage de haute noblesse était, par goût et par amour-propre, incité à produire et à posséder une cavalerie brillante. Mais il avait à cela un intérêt plus puissant encore. Les chevauchées belliqueuses étaient fréquentes entre seigneurs voisins. Leur honneur, leur vie même étaient sans cesse en jeu. Leur tranquillité et leur puissance dépendaient de leurs forces militaires.

« En théorie, les principes de la relation féodale

1. Max. Desaiève. *Les animaux domestiques.*

sont fort beaux. En réalité, ils menaient à l'anarchie, car les institutions judiciaires étaient trop défectueuses, pour que le lien vassalique ne fût pas à chaque instant brisé, ... chacun pouvant en appeler à son épée d'un tort éprouvé, ou d'une sentence qu'il estimait injuste ; l'état de guerre fut l'état habituel de cette société. Toute colline devint une forteresse, toute plaine, un champ de bataille. Cantonnés dans les châteaux-forts, couverts d'armures de fer, entourés d'hommes d'armes, les seigneurs féodaux n'aimaient que les combats (1). »

Au cours de ces luttes continuelles, quiconque tenait à la noblesse, se serait cru déshonoré, s'il avait combattu à pied. D'autre part, dans ces rencontres corps à corps, des chevaux vaillants, rapides et solides sous les lourdes armures, étaient un puissant élément de sécurité et de succès.

Aussi tous les seigneurs possédaient-ils des haras bien peuplés et apportaient-ils eux-mêmes un soin jaloux à surveiller la production et l'élevage de ces fougueux destriers ou palefrois. Ils y étaient entraînés par un intérêt personnel immédiat, par la force la plus impérieuse de toutes : le souci de l'honneur et de l'existence même.

C'est donc à cet intérêt personnel, que notre production chevaline devait sa prospérité d'antan. En

1. Duruy. *Histoire de l'Europe et de la France.*

effet, malgré les bienfaits et l'incontestable nécessité de l'association et de l'intervention protectrice ou supplétive de l'Etat, il n'en reste pas moins vrai que l'intérêt personnel a été et sera toujours le guide le plus efficace de l'activité humaine. Qu'on le veuille ou non, l'homme est profondément égoïste et jamais il ne travaille avec autant de zèle et de succès que lorsqu'il espère profiter par lui-même ou par les siens du fruit de son labeur. Les sentiments qui nous paraissent les plus désintéressés ne sont généralement que la résultante d'un égoïsme plus raisonné et plus avisé : « Chacun contribue au bien de tous, sachant que son propre bien y est compris (1) ».

Nous avons vu qu'en Angleterre, les succès de l'élevage ont pour cause primordiale l'esprit sportif et l'amour du cheval du peuple anglais. Nous allons constater le même fait chez les Arabes.

La passion de l'Arabe pour le cheval est légendaire. Il a tellement d'attachement pour ce serviteur fidèle, qu'en son besoin de rêver au surnaturel, il a entouré sa naissance de jolies fictions. Il croit que Dieu a pris un soin tout particulier pour le créer en même temps que le vent, symbole de la vitesse. Le *Koran*, son livre sacré, l'appelle « El Khéir » (le bien suprême), et « les commentateurs des textes anciens en ont conclu qu'un Arabe devait aimer le cheval

1. Schopenhauer. *Die Welt als Wille and Vostellang*.

comme une partie de son propre cœur et lui sacrifier jusqu'à la nourriture de ses enfants » (1).

Aux yeux de l'Arabe, le cheval est une partie intégrante de la famille, et il va même jusqu'à dire que le plus grand bien de ce monde est : une femme intelligente et une jument féconde ! Tout près de la tente on lui réserve la meilleure place pour qu'il soit bien couché en lieu sûr, et parce qu'aussi l'Arabe aime son hennissement qui se mêle parfois, dans la nuit, aux aboiements des chiens.

Mais en dehors même de tout attachement mystique et de sa passion innée pour le cheval, l'Arabe a un intérêt tout spécial à entourer sa monture de tant de sollicitude. Pour lui, comme pour le seigneur du moyen âge, le cheval est un animal de première nécessité.

Pour lui, c'est le compagnon fidèle et indispensable de sa vie nomade, des luttes qu'il soutient sous le moindre prétexte. Produisant pour lui-même il choisit et conserve scrupuleusement ses meilleurs reproducteurs. Il élève de préférence des animaux qui se sont distingués par leur vitesse à la course, ou leur résistance aux fatigues. Et on sait avec quelles difficultés il se défait de ses chevaux d'élite.

Aussi l'Arabe possède-t-il une merveilleuse race de chevaux qui furent longtemps considérés comme

1. Diffloth. *Les races chevalines*.

le type parfait et idéal, comme l'améliorateur universel et tout-puissant. Aujourd'hui, le pur sang anglais jouit d'une faveur plus grande, mais ce n'est qu'un arabe dont on a augmenté la taille et le volume, grâce à une nourriture et à une gymnastique spéciales ; et toutes les qualités d'énergie et de résistance que possède le pur sang anglais, il en a hérité de son ancêtre.

Quelle que soit d'ailleurs la valeur économique du pur sang arabe, chez nous, il demeure incontestable que cet animal est parfaitement approprié aux besoins de son propriétaire et au milieu où il vit. Il est robuste, il est endurant, il est rapide, il est sobre, il est rustique, il possède en un mot toutes les qualités que réclame celui qui l'utilise. Et c'est l'intérêt personnel et la connexion intime entre la production et la consommation qui ont façonné et amélioré cette race d'élite, et la préservent encore de l'abâtardissement.

Au moyen âge donc, l'état florissant de notre production chevaline s'expliquait par l'organisation féodale. Il résultait des chasses, des tournois et des chevauchées guerrières qui étaient tant en honneur chez tous les seigneurs, vivant dans leurs domaines, qui constituaient des centres de résistance absolument autonomes.

En arrivant au Conseil du Roi, Richelieu avait promis de rabaisser l'orgueil des grands et de réduire

tous les sujets en leurs devoirs. Il tint parole, et affermit considérablement l'autorité royale. Les nobles perdirent peu à peu leur indépendance. Ils furent retenus par toutes sortes de moyens auprès du monarque. Ils abandonnèrent leurs terres et en même temps leurs haras, dont ils avaient pris tant de souci. « On ne vit plus par le pays ces puissantes cavalcades, ni ces fréquentes tournées, ni ces chasses luxueuses dans lesquelles chacun déployait tant de force et de magnificence (1). » — « Dès lors l'éducation des chevaux passa en d'autres mains. En l'absence du propriétaire elle se trouva livrée en grande partie à des fermiers et ne tarda pas à décliner, tandis qu'à la même époque, elle florissait en Angleterre, par les soins d'une aristocratie triomphante, comme pour justifier ce dire que l'élève du cheval est essentiellement aristocratique (2). »

Nous ne croyons point personnellement que l'origine noble ou roturière du producteur ait cette influence toute-puissante, car le succès de l'entreprise tient plutôt aux soins et à l'intelligence, dans le choix des reproducteurs, dans l'élevage et l'alimentation des poulains, qu'à la classe sociale de l'éleveur. Mais il est incontestable qu'entre la chute de la Féodalité et la décadence de nos races chevalines, qui l'a suivie, il y a relation de cause à effet. Le

1. Gayot. *La France Chevaline*.

2. Vicomte d'Aure. *De l'Industrie chevaline en France*.

fermier qui avait le soin de l'élevage, n'ayant point le même intérêt que le seigneur d'autrefois à faire naître les meilleurs chevaux, n'y apportait ni le même zèle, ni la même intelligence, ni la même sollicitude. Ne produisant point pour lui-même, il se désintéressait davantage de l'élevage.

Et la dégénération de nos races fut si rapide qu'on dut bientôt acheter des chevaux étrangers pour remonter notre cavalerie. On s'émut d'autant plus de cet état de choses que les théories mercantilistes étaient très en faveur. On appréciait la richesse d'un pays à la quantité de numéraire qu'il possédait et on usait de toutes sortes de mesures prohibitives pour empêcher l'or ou l'argent de passer la frontière.

Aussi les importations de chevaux étrangers qui nécessitaient l'exportation de notre numéraire, inspiraient-elles des craintes vives, dont les Mémoires du temps se sont faits l'écho. L'un d'eux porte ce titre bien significatif : « Mémoire pour l'établissement des haras en France, afin d'empescher le transport d'or et d'argent qu'on sort du royaume pour les chevaux venant en France, d'Allemagne, Danemark, Espagne, Barbarie et autres pays estrangers, lequel argent excède plus de cinq millions par chacun an » (1).

L'auteur proposait de créer des haras dans les

1. Gayot. *La France chevaline* (Extrait du *Nouveau régime pour les haras*) de De Fafont Poulotte.

forêts du roi et de les peupler de juments, chevaux et grands ânes qu'on se procurerait en Turquie, en Barbarie, en Espagne et en Suisse, et comme complément il demandait que l'entrée des chevaux, juments, mulets et ânes étrangers soit interdite en France, sous peine de confiscation, de 3.000 livres d'amende. Il sollicitait en outre la création de toute une administration dont il donnait le détail et qui aurait à sa tête une personne de qualité créée à cet effet : « Grand-Maitre et Surintendant Général, Conservateur et Réformateur des Haras en France ».

Ce plan, qui date de 1639, n'a pas été suivi d'exécution. Mais il est pourtant intéressant, car il a certainement inspiré l'édit de 1639, qui marque la première tentative d'organisation des haras, aux frais de l'Etat.

Cet édit lui-même resta lettre morte et l'organisation effective et sérieuse date seulement de Colbert qui constitua les haras publics, par un arrêt du Conseil du Roi, rendu le 17 octobre 1665.

Aujourd'hui l'intervention de l'Etat se légitime et s'explique par le devoir de défense ; chez Colbert ce n'était pas ce souci de guerre qui fut le mobile prédominant ; il était hanté par les théories mercantilistes ; très soucieux de l'intérêt agricole et industriel du pays, il usait des moyens de protection qu'il jugeait les meilleurs. Il songeait avant tout à attirer le numéraire étranger en France, tout en

essayant de l'empêcher de sortir de chez nous. Il est facile de s'en convaincre, en lisant le préambule de l'arrêt de 1665 :

« Le Roy voulant prendre un soin tout particulier de restablir en son Royaume les Haras qui ont été ruinez par la guerre et désordres passez, mesme de les augmenter, de telle sorte que les sujets de Sa Majesté ne soient plus obligez de porter leurs deniers dans les pays estrangers pour achapts des chevaux, a fait visiter les haras qui existent et les lieux propres pour en faire establir, achepter plusieurs chevaux en France, Hollande, Danemark et Barbarie pour servir d'estalons, et résolu de les distribuer, scavoir : ceux qui sont propres aux carrosses, sur les côtes de la mer, depuis la frontière de Bretagne jusque sur la Garonne, où il se trouve des cavales de taille nécessaire à cet effet ; et les Barbes dans les provinces du Poistou, Xaintonge et Auvergne. »

C'est bien l'application du système de la balance du commerce, si cher à Colbert. Il veut favoriser l'élevage du cheval pour que les sujets de Sa Majesté ne soient pas obligés de porter leurs deniers à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, l'organisation était sérieuse et on n'avait rien négligé pour en assurer l'application et le succès :

« Voulant que, pour obliger les particuliers qui seront chargez des estalons destinés ausdits Haras, il

est raisonnable de leur accorder quelques privilèges, pour aucunement les indemniser des soins qu'ils prendront pour faire réussir le dessein de Sa Majesté pour le bien de son service et du public. Sa Majesté estant en son Conseil a commis et commet le sieur de Garsault, l'un des escuyers de la Grande Ecurie, pour distribuer lesdits estalons ès lieux qu'il jugera les plus propices, des provinces ci-dessus dénommées, et les mettre à la garde des particuliers qu'il choisira et auxquels il délivrera ses certificats pour leur servir ce que de raison. Lequel sieur de Garsault dressera un rolle contenant les noms, surnoms et demeures de tous ceux qu'il aura chargé desdits estalons, en vingt ou trente paroisses, pour être registrées ès greffe des eslections dont elles dépendent, et pour obliger lesdits particuliers d'avoir le soin nécessaire pour l'entretienement desdits estalons. Sa Majesté a aussi déchargé et décharge de tutelle, curatelle, logement des gens de guerre, guet et gardes des villes, mesme de la collecte des tailles et de trente livres d'icelle le taux de la présente année, sans qu'ils puissent être augmentés, sinon en cas d'augmentation de biens, et au sol de la livre des impôts qui pourront être cy-après faites, et ce durant le temps qu'ils se trouveront chargés desdits estalons, lesquels seront marqués d'une couronne à la cuisse ; permet Sa Majesté auxdits particuliers préposés à la garde desdits estalons,

de prendre cent sols de chaque cavale qui aura servi audit haras, et qui sera marquée avec les poulains qui en proviendront, de la même marque, sans que lesdites cavales et poulains ainsi marqués puissent être saisis pour la taille et autres deniers de Sa Majesté, n'y pour debtes des communautés.

« Fait en Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le 17^e jour d'octobre 1665. »

La perspective des nombreux privilèges qu'on promettait aux garde-étalons, était alléchante, « et il se présenta quantité de personnes qui s'offrirent à tenir, en leur particulier, des étalons » (1).

Alors intervient un nouvel arrêt daté du 29 septembre 1668, qui accorde les mêmes privilèges à tous ceux qui feront la demande d'étalons. Mais comme contre-partie de tous les avantages qu'on leur promet, on leur impose certaines formalités et interdictions : Il faut faire une déclaration. Les étalons doivent être soumis à une visite pour être approuvés et marqués. Il est défendu de tenir des étalons qui n'auraient pas été examinés, défendu aussi de faire couvrir « des petites cavalles aveugles et autres, incapables de porter des beaux poulains » ; défendu encore de « se servir par force ou par autorité, desdits estalons, cavalles et poulains ».

Bien que cet arrêt fût spécialement pour la géné-

1. Geffrier de Neuville. *Recherches historiques sur l'administration des Haras en France.*

ralité de Moulins, il eut force de loi et fut certainement appliqué dans toutes les villes du royaume.

Un arrêt du 28 octobre 1683, vint ajouter d'autres mesures restrictives et répressives. Une liste de tous les chevaux entiers et juments propres à produire de bons poulains devra être dressée à la diligence des procureurs-syndics des paroisses. Ceux qui auront des petits chevaux entiers impropres, devront les faire castrer dans les derniers jours de mars, à l'exception des chevaux de rouliers et messagers ordinaires, sinon l'opération sera faite à leurs frais et à la diligence des commissaires-inspecteurs des Haras. Aucun cheval, même digne de se reproduire, ne pourra saillir les juments avant l'âge de quatre ans, et les poulains non hongrés ne pourront pas aller aux herbages avec les juments, lorsqu'ils auront plus de vingt mois.

Mais Colbert ne se borna point à organiser une action et un contrôle d'Etat sur la production chevaline. Il s'efforça de rétablir les grands haras particuliers qui s'étaient dépeuplés sous la politique du cardinal de Richelieu. Les bons reproducteurs manquant dans le pays et les particuliers se souciant peu de les faire venir de l'étranger, il envoya chercher des étalons et des poulinières dans les contrées les plus renommées, où il dépêchait quelque écuyer du roi ou quelque gentilhomme intelligent.

Encouragée avec tant de zèle, par Colbert, la pro-

duction est arrivée à suffire à la consommation intérieure. Et si nous ne pouvons apporter une opinion certaine sur le mérite de l'élevage de ce temps, nous pouvons affirmer, par des chiffres, que le système a relevé la quantité, sinon la qualité. Une statistique de 1690 accuse pour l'année 1689 :

1° Un effectif de 1.639 étalons royaux et approuvés ;

2° 50.000 juments saillies par les étalons officiels ;

3° 40.000 naissances.

Ce fut l'apogée de cette première période de haras.

La mort de Colbert leur fut bien néfaste, et après la disparition de Louvois et les guerres nombreuses que le pays eut à soutenir, la production du cheval périclita considérablement.

Le Conseil de Régence s'émut ; et le 22 février 1717, on rédigea un règlement « qu'il faut méditer pour se faire une juste idée de l'importance que le gouvernement d'alors attachait à la bonne et sérieuse organisation des Haras. Si l'on en juge par les développements donnés aux moindres détails..... on peut supposer que les précautions prises et les instructions données, allaient à des intelligences peu ouvertes et s'adressaient nécessairement à une classe d'hommes, ignorante du cheval.

« C'est à la fois une charte et un Code. C'est d'abord un acte qui fixe la constitution même des Haras, par

un recueil d'ordonnances, de dispositions obligatoires et un résumé systématique des principes de la science selon les idées du temps (1). »

Le mémoire qui accompagnait ce règlement est particulièrement intéressant, car il est l'expression des craintes et des intentions du roi. Il montre que le but de cette organisation sérieuse et forte était de remédier à l'état de pénurie de notre production chevaline.

« L'épuisement de chevaux dans lequel les dernières guerres ont mis la France, et la nécessité d'y faire renaître l'abondance, tant pour l'utilité du commerce intérieur que pour le service des troupes du Roy en paix et en guerre, demanderaient peu de discours pour prouver de quelle importance il est pour le bien de l'Estat, de s'appliquer au rétablissement des Haras, si l'exemple du passé et le préjudice extrême que le royaume a souffert de l'abandon où ils ont été par le défaut de secours nécessaires, exigeait de traiter la matière en détail et d'expliquer les règles que l'on doit suivre dans une affaire de cette conséquence, la possibilité dans l'exécution et les avantages qui en résulteront.

« MM. les Intendants conviendront sans peine que rien n'est plus nécessaire au royaume que l'élève des chevaux de toutes espèces pour ses besoins et

1. E. Gayot. *La France chevaline*, t. I.

que dans les Estats les mieux gouvernez, on les y compte au nombre des premières richesses.

« Que le manque de chevaux a fait connoître ces vérités d'une manière bien sensible dans ces derniers temps, où l'on s'est vu réduit à traiter l'argent à la main avec des Juifs, pour tous les besoins de la cavalerie, des dragons, de l'artillerie, des vivres et mesme de la maison du Roy ; d'où il a suivi la nécessité de recevoir de toutes mains et de prendre au hasard des chevaux très médiocres, pour ne pouvoir trouver mieux, et de voir sortir du royaume des sommes immenses, qui non seulement y seraient demeurées si le royaume s'était trouvé peuplé de chevaux, mais qui, par une circulation nécessaire, se seraient répandues en une infinité de mains et auraient maintenu les peuples dans l'abondance et dans le pouvoir d'acquitter les charges de l'Estat...

« La rareté des beaux chevaux en France ne vient pas du défaut du pays, ou de bonne nourriture, ou pour n'avoir pas reçu de la nature les moyens nécessaires, le mal vient du peu d'attention que l'on y a donné : ainsi en quelque faible réputation que soient les Haras de France, on les y peut voir fleurir au point mesme de la plus grande perfection, dès que MM. les Intendants y travailleront avec le zèle, le goût et l'application qu'ils ont pour tout ce qui regarde le bien public et le service du Roy. » (1).

1. Rapporté dans Gayot. *La France chevaline*, t. I.

On fonde alors les plus grandes espérances sur l'action des intendants des provinces qui ont hérité des fonctions des Maîtres des Haras ; et les instructions qu'on leur donne prévoient les moindres détails du système. « Elles ne renfermaient pas moins de 32 articles et ces 32 articles remplissaient 50 pages in-4° » (1).

Des privilèges importants et nombreux sont accordés aux garde-étalons pour les dédommager de l'achat et de l'entretien des chevaux, on recommande aux intendants de leur permettre la jouissance facile des faveurs, tout en veillant à ce qu'ils n'en abusent point.

Le nombre des garde-étalons ne devra pas être étendu outre mesure et inutilement. Les cavales annexées aux étalons approuvés seront exemptes de toute saisie, de même que leurs poulains.

On devra s'efforcer d'éloigner de la reproduction les étalons « trop vieux, tarez ou vitiez de maux héréditaires ».

Dans son article 15, l'institution aborde les théories scientifiques de l'amélioration et des croisements :

« 1° La première règle à suivre dans le croisement des races, est de ne frapper la race locale que

1. Gayot. *La France chevaline*, t. I.

par une influence supérieure et judicieusement choisie (1) » ;

« 2° Le croisement des races n'est pas le mélange bizarre, incohérent, confus, disproportionné, irréflechi de toutes les races entre elles comme cela avait été déjà conseillé et pratiqué (2) » ;

« 3° Le système « in and in » est de beaucoup préférable à ces alliances hétérogènes qui ne conduisent qu'au désordre et au plus bas degré de l'échelle (3). »

Pour que les provinces particulièrement bien douées, au point de vue de l'élevage, ne soient point privées d'étalons par la volonté des précédents détenteurs, les garde-étalons sont prévenus que s'ils ne voulaient point continuer de tenir leur emploi, ils seraient tenus d'indemniser la paroisse de l'entière jouissance de leurs privilèges.

Pour favoriser l'amélioration, les propriétaires de juments, ne seront libres ni de les accoupler à leur guise, ni de les livrer à toutes sortes de travaux. On leur recommande même de les livrer à la production tous les deux ans seulement.

Les intendants devront veiller, sans user de mesures coercitives cependant, à ce que les meilleures,

1. Résumé par Gayot. *La France chevaline*.

2. *Id.*

3. *Id.*

pouliches soient conservées par leurs propriétaires pour la reproduction.

On n'ose pas entraver la production du mulet, si lucrative, mais le nombre des « bourriquets » sera limité.

Le trente-deuxième et dernier article fait encore appel au zèle et au tact des intendants pour que toutes les provinces participent à la production et à l'amélioration chevaline. Il ne faut point s'attacher aux seules provinces « qui y sont les plus propres, puisque non seulement elles ne pourraient jamais fournir le nombre et la quantité suffisants pour tous les besoins du royaume, surtout en temps de guerre... »

A côté des intendants des provinces, l'administration des Haras possédait un personnel qui avait une action plus immédiate et plus spéciale : des commissaires-inspecteurs, des visiteurs et des garde-haras.

L'autorité officielle appartenait aux intendants, mais l'exécution appartenait entièrement, en fait, aux commissaires-inspecteurs. La mission qui leur était confiée était vaste. Ils devaient faire le dénombrement des prairies et pacages, la statistique de la population, faire des enquêtes sur le mode d'élevage, s'assurer de la meilleure appropriation des étalons aux juments de chaque paroisse, s'enquérir des transactions commerciales, etc...

Le rôle et la mission des garde-étalons étaient minutieusement prévus, et si on leur accorde des privilèges, on tient en revanche à ce qu'ils se conforment strictement au règlement. L'organisation était d'ailleurs si complète et si significative, qu'elle est particulièrement connue sous le nom de : *Système des Garde-étalons*.

Elle fut complétée par l'ordonnance du 20 avril 1719, qui étendait certains privilèges des garde-étalons, et certaines de leurs obligations aux particuliers « qui ont passé des traites avec messieurs les Intendants pour entretenir des haras ».

Sous l'empire de ce règlement de 1719, il y avait trois classes d'étalons :

1° Ceux qui appartenaient au gouvernement et étaient entretenus dans des dépôts royaux établis dans les régions privilégiées, c'était l'élite ;

2° Ceux qui étaient placés par le Roi ou les pays d'Etat, gratuitement ou à moitié prix, c'étaient les étalons « provinciaux ou départis » (1) ;

3° Ceux qui appartenaient à des particuliers et étaient reconnus par les Intendants, c'était la classe des étalons approuvés et elle était la plus nombreuse.

1. Les deuxième et troisième catégories d'étalons étaient soumises aux mêmes règles et à la même surveillance.

Les étalons non approuvés étaient éloignés de la monte, par une réglementation sévère.

Tout propriétaire d'étalons non reconnus, était passible de la confiscation et de 300 livres d'amende, s'il les livrait à la monte publique, et encourait la même peine s'il en faisait saillir ses propres juments. Cette répression était étendue aux propriétaires qui livraient leurs cavales aux étalons non approuvés.

Le système était rigoureux, il a coûté cher au gouvernement tant par ses dépenses effectives que par les immunités nombreuses qu'il accordait. Mais somme toute, il a été profitable à l'industrie chevaline.

Bien qu'on n'ait point encore suffisamment oublié et rejeté les vieilles théories sur les bienfaits des croisements, les accouplements sont généralement plus judicieux et plus raisonnés. Lorsque les produits s'étaient bien acclimatés, on les faisait se reproduire entre eux et on obtenait ainsi quelques bonnes races indigènes, dont quelques-unes ont laissé le meilleur souvenir.

C'est pendant cette période d'intervention gouvernementale que furent importés au haras du Pin, 24 étalons d'élite parmi lesquels certains ont bien marqué dans la production : tels les *Glorieux*, *Badin*, *Laneastre*, *Warwick*, « qui, peut-on dire, ont créé notre race anglo-normande » (1).

1. A. Gallier. *Le cheval anglo-normand*.
Daubigné

En tout cas, c'est grâce à cette réglementation sévère que la France se peupla de chevaux, et une statistique de 1789 nous apprend que les étalons royaux, provinciaux ou approuvés étaient au nombre de 3.239 et avaient une clientèle approximative de 115.000 juments, donnant une moyenne de 55.000 poulains par an. C'était un grand progrès numérique sur la production de 1680, et cette population chevaline nombreuse fut d'une grande utilité pour le pays pendant les vingt années de luttes que les armées de la République et de l'Empire eurent à soutenir contre l'Europe coalisée.

Cependant ces résultats étaient souvent méconnus. En 1748, le comte Drumond de M... se plaignait du peu de mérite des étalons. En 1770, Bourgelat, dont les idées font loi, déplore que nos établissements soient détruits et les vraies races françaises absolument éteintes. En 1781, Bohan et le marquis Oudinot critiquent la mauvaise direction imprimée aux Haras, qui a épuisé nos races chevalines et découragé l'éleveur.

Aussi ne faut-il point s'étonner de voir sombrer cette administration après la Révolution de 1789.

Les critiques contre le système sont écoutées d'une oreille attentive, et après le bel élan de nivellement de classes et d'émancipation individuelle, la haine des privilèges et des prohibitions était si vivace qu'on en vint à haïr les mots eux-mêmes. L'organisation

chevaline qui reposait avant tout sur un régime d'immunités et d'entraves à la liberté individuelle, devait donc disparaître en même temps que tous les vestiges d'un passé tant détesté.

La discussion fut chaude. Le vicomte de Noailles se fit le champion des théories individualistes : « Le meilleur moyen d'avoir de bons chevaux est de n'avoir point de haras, comme pour avoir de bons arbres il ne faut point avoir de pépinières publiques. » Mais les considérations financières furent aussi d'un grand poids et l'économie résultant de la suppression des Haras entraîna la majorité. La destruction fut prononcée par le décret du 29 janvier 1790 et complétée définitivement par la loi du 10 novembre 1790, qui ordonna la vente immédiate de tous les étalons appartenant à l'État.

La liberté pleine et entière fut rendue aux particuliers, l'initiative privée eut le champ libre. L'agriculteur ainsi livré à lui-même et n'ayant plus l'appât des encouragements et des privilèges, abandonna l'élevage du cheval moins rémunérateur et plus aléatoire que celui du bœuf.

En outre « des révolutions, des dilapidations, des réquisitions frappant à tort et à travers... des guerres opiniâtres, dont le théâtre est pendant longtemps sur le sol français,... aucune sécurité, aucune confiance,... les grandes fortunes détruites, l'émigration entraînant sur le sol étranger les restes d'une noblesse

proscrite, décimée et ruinée, sont les suites de la Révolution et le complément de la destruction de tout ce qui a rapport à la production et à l'amélioration du cheval » (1).

L'industrie chevaline est tout à fait abandonnée, et cette période est désastreuse. On fut donc bien vite obligé de reconnaître que la liberté ne donnait point à notre production le bel essor qu'on avait espéré.

On en revint au système d'intervention gouvernementale et un décret de la Convention du 2 germinal an III, ordonna l'établissement provisoire de 7 dépôts nationaux, où l'on réunirait tout ce qu'on pourrait trouver d'étalons capables de produire de bons chevaux de cavalerie.

D'autres étalons devaient être vendus à perte aux particuliers qui recevaient même des indemnités. 600 juments seraient vendues aux mêmes conditions et ces étalons et ces juments (pleines ou nourrices) seraient exempts des réquisitions.

Malheureusement 3 établissements seulement purent recevoir quelques étalons de tête : Le Pin, Pompadour et Rosières. Les animaux de mérite étaient rares et les ressources pécuniaires étaient insuffisantes pour assurer l'exécution du plan d'organisation.

1. Comte de Montendre. *Institutions hippiques*.

Pourtant on comprenait que l'action directe de l'Etat était nécessaire pour restaurer notre production chevaline, car le système des garde-étalons ne rendait plus à la fin que de très médiocres services et menaçait même de devenir tout à fait insuffisant.

Sous le Directoire, on nomma une Commission d'enquête chargée de rechercher la meilleure forme d'organisation. Eschassériaux jeune, fut chargé du rapport devant le Conseil des Cinq-Cents.

Après avoir constaté l'insuffisance de notre population chevaline, l'inefficacité de l'initiative privée, il discute les trois systèmes d'intervention.

D'abord la distribution, aux particuliers, d'étalons appartenant à la République : « On peut être séduit par l'apparente simplicité du système ; mais lorsqu'on réfléchit sur les inconvénients graves qu'il comporte en lui-même, il est bien démontré que l'intérêt public le repousse, non moins comme insuffisant que parce que la dépense n'en serait pas réellement compensée par les avantages qui pourraient en résulter... Comment être assuré que ces étalons seront constamment nourris et entretenus avec le soin qu'exige leur destination ; qu'au lieu d'exercices propres à maintenir leur vigueur et leur santé ils ne seront point excédés de travail et par suite atteints d'infirmités qui rendraient leur emploi insuffisant ou illusoire ? Dira-t-on qu'il ne s'agira que d'opposer à ces abus une surveillance exacte et rigoureuse ?

Mais qui ne conçoit qu'une telle surveillance à exercer sur tous les points de la République serait impossible sans le secours d'un nombre très considérable d'agents dont les salaires seraient l'objet d'une dépense excessive ?... Mais dans ce système quelle garantie aurait-on encore de l'emploi convenable des étalons ?... »

D'ailleurs les difficultés de formation de ces établissements et leur instabilité n'en seraient point encore les moindres inconvénients, en effet, trouverait-on toujours, dans les lieux où ils seraient jugés nécessaires, des citoyens disposés à seconder les vues du gouvernement ?...

Si nous passons à l'examen du mode par lequel on se bornerait à allouer des indemnités aux citoyens, qui, possesseurs d'étalons, consentiraient à les affecter uniquement au service public, on y découvre, à peu de chose près, identité de moyens et par conséquent identité d'abus. D'ailleurs, comment compenser l'inconvénient majeur existant dans la presque impossibilité de rencontrer, dans les lieux où ces établissements seraient reconnus nécessaires, des citoyens qui réuniraient à la volonté d'assumer sur eux le soin pénible d'un haras, la possession d'étalons aussi parfaits qu'ils devraient l'être, pour en remplir convenablement le but ?...

Il reste maintenant à examiner l'objet de la troisième question, consistant à savoir s'il convient

davantage à l'intérêt de la chose publique de prendre pour base de ses établissements en ce genre, les dépôts d'étalons formés sur plusieurs points de la République.

L'affirmative de cette question semblerait en quelque sorte décidée par la loi du 2 germinal an III, mais la Commission laissant à part, ici, cette considération, a cru ne devoir prendre que sa propre conviction pour régulateur à ce sujet. Ce n'est donc qu'après s'être bien pénétrée de la prépondérance des motifs sur lesquels est fondée cette loi, qu'elle s'est déclarée pour le maintien du principe qu'elle consacre...

Comment en effet méconnaître que ces établissements, dirigés, comme on doit le supposer, par des hommes versés dans la connaissance de ce qui tient particulièrement à la nature et aux qualités du cheval, à sa conservation, à son entretien et à son éducation, présentent la garantie la plus probable du succès ?... (1)

Le rapporteur proposait alors de créer 12 dépôts ayant un effectif de 600 étalons, et de primer 600 autres étalons appartenant à des particuliers. Les primes seraient de trois classes : 250, 200 et 150 francs. Il recommandait la remise de 300 poulinières à des cultivateurs sérieux, sous la condi-

1. Rapport d'Eschassériaux au Conseil des Cinq-Cents. (Rapporté par E. Gayot. *La France chevaline*.)

tion qu'ils les destineraient exclusivement à la production et les remplaceraient par un de leurs produits. Il demandait enfin l'allocation de 400 primes de 100 francs et de 400 de 80 francs, pour les meilleurs produits, et de certains prix distribués en courses.

Ce système complet est resté lettre morte, faute sans doute de ressources pécuniaires, mais sous l'influence d'un commerce prospère et des besoins des attelages de luxe qui augmentent en même temps que ceux des services divers, la production chevaline acquiert un essor nouveau. Le gouvernement songea dès lors à venir au secours de l'industrie privée. L'empereur institue des courses publiques dans les départements où on se livre plus spécialement à l'élevage du cheval, par un décret du 31 août 1805, daté du camp de Boulogne ; et par un décret du 4 juillet 1806, les haras sont définitivement réorganisés. Il ordonne la création de 6 haras, de 30 dépôts et de 2 écoles d'expériences, avec un maximum de 1.825 étalons et un minimum de 1.470 têtes. Une dotation annuelle de 2 millions est affectée aux besoins de ce nouveau service. Les étalons approuvés recevront des primes variant entre 100 et 300 francs. Les poulinières primées dans les concours, toucheront de 100 à 200 francs et les poulains 50 francs. Les deux tiers des étalons devront être de race française. La remonte d'une

partie de l'effectif des haras en chevaux indigènes fut un encouragement précieux pour nos producteurs nationaux.

Malgré l'insuffisance des ressources, l'organisation eut une influence heureuse sur l'amélioration des races chevalines, et sans cette intervention il est très probable que notre production n'eût point pu suffire aux besoins considérables des dernières années de l'Empire.

On choisit plus judicieusement les étalons ; et, au retour de l'expédition d'Egypte on ramène une précieuse collection de chevaux orientaux qui ont bien tracé. D'autre part l'empereur a su remettre l'élevage du cheval à la mode et beaucoup de puissants personnages se font un point d'honneur à posséder de brillants haras dans leurs domaines. L'empereur n'ayant que des chevaux indigènes dans ses écuries, on dédaigne les animaux étrangers. Le commerce recherche donc nos produits nationaux et les débouchés nombreux donnent un élan bienfaisant à notre élevage.

Malheureusement la période de paix et de sécurité si favorable à notre production, fut suivie de moments terriblement troublés. Pour la campagne de Russie, il fallut trouver plus de 40.000 chevaux sur le territoire en moins de quatre mois. Lorsque les armées étrangères envahissent notre sol, les réquisitions sont encore plus fréquentes et plus dé-

sastreuses. Quelques-uns de nos meilleurs étalons sont enlevés par les Autrichiens, et même après le rétablissement de la paix, l'Espagne vient remonter sa cavalerie chez nous et emmène plus de 8 000 poulinières.

D'autre part, sous la Restauration, le cheval français perd sa vogue. « Les Bourbons et les personnes rentrées avec eux, avaient pris en Angleterre le goût des choses anglaises. Ils amènent avec eux des chevaux remarquables... Nos jeunes élégants se laissèrent prendre et attribuèrent souvent au cheval ce qui appartenait au talent du groom..... Nos chevaux cessèrent d'être demandés pour le luxe, pour la Cour. Les officiers eux-mêmes obligés de se remonter chez les marchands ont fini par ne plus avoir que des chevaux étrangers, desorte que tout débouché resta fermé à nos chevaux de prix..... Il ne resta plus à nos éleveurs que la vente du cheval de remonte, mais on ne saurait faire des chevaux en vue de la remonte... (1) »

Au ralentissement du commerce intérieur correspond immédiatement un ralentissement de notre production. Nos poulinières quittent le pays. On essaie de les retenir en instituant un système de primes ; une ordonnance décrète que les chevaux de cavalerie seront exclusivement achetés en France,

1. Comte J. de Turenne. (Gayot. *La France chevaline*).

mais le commerce de luxe conserve toute sa liberté et il continue de s'approvisionner au dehors. Les étalons des haras nationaux sont donc délaissés.

En outre les critiques se font plus vives et plus nombreuses à l'encontre de l'administration des haras, qui coûte cher. Sous l'influence de ces doléances, le ministre de l'Intérieur nomma en 1829 une Commission administrative qui reconnut l'utilité du système existant alors. Mais bientôt le ministre du Commerce et des Travaux publics composa une autre commission qui recommanda la suppression de 9 dépôts : Arles, Villeneuve-d'Agen, Grenoble, Corbigny, Perpignan, Auxerre, Saint-Jean-d'Angély, et Le Bec, disparurent en 1832. L'effectif des haras tomba de ce fait à 825 têtes.

Vivement harcelée, l'administration perdit une partie de ses ressources pécuniaires, en même temps qu'une grosse part de son influence et de sa force.

Et pourtant elle avait mis à profit l'expérience des Anglais dont la prospérité chevaline était déjà si grande ! Elle préconisait un système nouveau de production et d'amélioration : Le pur sang est l'agent essentiel, indispensable de tous progrès. Il a sur la régénération, une action immédiate et heureuse. La preuve ? C'est que les races les plus parfaites ont été de tous les temps et sont encore celles qui ont le plus d'affinités avec le cheval arabe, pur

de toute souillure et conservé dans sa perfection native.

Le duc de Guiches proposait, en 1834, la formation de 12 haras principaux, devant produire les étalons de pur sang destinés à remplacer les étalons métis ; et à la même époque se fondait la Société d'Encouragement, plus connue sous le nom de « Jockey-Club », dans le but d'améliorer les espèces légères par le sang.

Désormais au haras du Pin la race anglaise devra dominer. On rétablit le haras de Pompadour, détruit en 1825, pour y réunir tout ce que l'administration possède et tout ce qu'elle pourra se procurer d'étalons et de juments de sang arabe.

A Rozières on distribuera tout ce qui reste de la vieille race ducale ou Deux-Pontoise.

En produisant elle-même des chevaux de pur sang, l'administration a su doter notre élevage de quelques reproducteurs d'élite ; mais elle a surtout contribué fort heureusement à vaincre la routine et avec elle l'horreur du gros public pour le cheval de sang. Elle fut vite imitée par les particuliers, et sous la poussée de cet engouement, elle put supprimer, en 1841, le haras de Rozières et réduire l'effectif des poulinières à 13 au Pin et à 30 à Pompadour. La suppression d'un certain nombre de juments et de poulains dans ces établissements, permit d'acheter

et d'entretenir un nombre plus considérable d'étalons.

En 1840 il y avait 893 chevaux fournissant 31.106 saillies, tandis qu'en 1847, l'effectif était porté à 1.242 étalons, ayant une clientèle de 59.313 juments. Le nombre des étalons autorisés avait lui-même doublé.

D'ailleurs, si nous nous appuyons sur des documents officiels, nous sommes obligé de reconnaître, malgré les critiques et les doléances constantes contre l'administration des haras, que la population chevaline s'est toujours accrue depuis 1789.

1789.....	2.048.000 têtes
1812.....	2.285.312 »
1829.....	2.453.712 »
1840.....	2.818.496 »

Cet accroissement de la population hippique s'explique d'ailleurs facilement par d'autres chiffres.

En effet, alors qu'en 1831 1.262 étalons servaient 38.822 juments; 1.245 étalons ont une clientèle de 2.000 juments en 1848; et les haras particuliers sont eux-mêmes beaucoup plus fréquentés.

En 1848 l'Etat entretenait dans ses établissements 1.450 chevaux :

1° Etalons.....	1245
2° Poulinières, au Pin.....	12
— à Pompadour.....	34

3 ^o Poulains, au Pin.....	23
— à Pompadour.....	88
4 ^o Chevaux d'école pour l'administra- tion des Haras	11
5 ^o Chevaux de services pour les offi- ciers des Haras.....	37 (1)

Cet effectif nombreux offrait des garanties sérieuses de bonnes qualités, car un arrêté ministériel avait stipulé les conditions d'achat :

Art. 5. — A partir du 1^{er} janvier 1848, aucun étalon ne pourra être acheté par les Haras, s'il n'a été éprouvé en concours public, soit dans des courses générales, soit dans des luttes particulières ouvertes à cet effet et jugées par une commission de cinq membres nommés par le ministre et présidée par le préfet ou le sous-préfet.

Les conditions d'essai comprendront les courses au trot sous le cavalier ou à la guide, les courses plates au galop ou même des courses de galop avec obstacle.

Art. 6. — Les préposés aux remotes feront porter les achats sur les chevaux qui auront montré de bonnes et solides qualités pendant l'épreuve. Celle-ci n'est qu'un moyen pour les bien apprécier.

D'ailleurs pour être achetés, les chevaux devront réunir les trois conditions ci-après : la bonne origine tant du côté du père que du côté de la mère authentiquement constatée ; la bonne et régulière conformation ; le mérite éprouvé (2).

Une autre mesure assurait ou encourageait tout

-
1. Moreau de Jonès. *Statistique de l'Agriculture de 1848*.
 2. Rapporté par Gayot. *La France chevaline*, t. I.

au moins, un choix plus judicieux des reproducteurs par les particuliers. Un arrêté du 27 octobre 1847 avait créé la classe des étalons autorisés, qui étaient visités par une commission locale instituée dans chaque département et qui recevaient un certificat après examen favorable. C'était une classe de candidats à l'approbation et l'espoir de la prime encourageait l'étalonnier à choisir ses chevaux avec plus de soin et à les payer peut-être aussi un peu plus cher.

Le simple certificat d'ailleurs était une bonne recommandation qui attirait les propriétaires de juments et contribuait ainsi à faire abandonner les étalons indignes, tarés, trop vieux ou atteints de vices héréditaires.

Malgré ses incessants efforts, malgré aussi les résultats heureux dont elle pouvait justement s'enorgueillir, l'administration des Haras est de nouveau décriée et menacée. Après la révolution de 1848, on craint la guerre, les remontes jettent le cri d'alarme : Il est impossible de trouver en France l'effectif nécessaire des chevaux d'armes !

« Sous prétexte de la remonte extraordinaire de 1848, tant de bruit avait été fait dans le pays, tant de vieilles erreurs avaient été rajeunies, rajustées aux circonstances que nous ne voulons pas retarder d'un jour la solution depuis longtemps pendante de cette question d'insuffisance, incessamment rappelée par l'administration des remontes. Nous propo-

sâmes à M. Bethmont (alors ministre de l'Agriculture et du Commerce) de confier à une commission spéciale, le soin d'une étude sérieuse et d'une enquête approfondie... La Commission compta 40 membres. On y trouvait des agriculteurs, des inspecteurs départementaux, des éleveurs, des économistes, des naturalistes, des vétérinaires, des écuyers, d'anciens officiers de remonte et seulement 2 membres de l'administration des Haras (1). »

Le rapport de cette Commission conclut au maintien des Haras nationaux. Mais on se préoccupa peu de ces propositions : on voulait la suppression à tout prix.

Un projet de décret est soumis à l'assemblée en faveur de l'enseignement agricole, on en profite pour proposer une modification au système des Haras, d'après laquelle les dépôts seraient annexés aux établissements d'enseignement agricole.

D'autres projets vinrent encore pour amoindrir la force de l'administration.

Mais les centres d'élevage s'émurent et envoyèrent des pétitions à l'Assemblée nationale pour solliciter le maintien de l'intervention directe des Haras. Ils reconnaissent en effet, que si l'élevage s'est un peu relevé, s'il est prospère, c'est à l'influence de l'administration qu'ils en sont redevables.

1. Gayot (alors sous-directeur des Haras). *La France chevaline*.

Il serait fastidieux d'analyser les observations de toutes les régions qui ont protesté contre les projets de suppression. Mais nous résumerons au moins les doléances et les desiderata des départements qui nous intéressent personnellement et plus particulièrement : la Charente-Inférieure, la Charente et la Vendée.

Charente-Inférieure. — La production chevaline est en progrès. Il faut rapporter ces faits aux efforts de l'administration des Haras. Mais nos races chevalines ne sont pas encore assez améliorées pour qu'on puisse retirer à la production, dès maintenant, une tutelle dont elle ne peut se passer. La direction de l'Etat est une nécessité. Notre richesse hippique est à ce prix. La remise des étalons d'Etat aux particuliers entraînerait la ruine de l'industrie chevaline.

Charente. — L'administration des Haras rend au pays des services proportionnés aux ressources de son budget. Les Haras sont pour l'agriculture une source féconde de produits et d'argent. Si on supprime les Haras, les naissances diminueront et ce sera autant de perdu pour les producteurs français.

Vendée. — Ce ne sont pas des esprits pratiques qui demandent le placement des étalons de l'Etat chez les particuliers : ce serait le coup de grâce. L'industrie n'aurait bientôt plus que des animaux chétifs et sans valeur. Jusqu'ici l'administration des

Haras n'a eu qu'un tort : celui de n'avoir point obtenu les produits nécessaires pour faire face aux exigences.

Sous l'influence de ces pétitions nombreuses et toutes animées d'un même espoir : Le maintien des haras d'Etat, sur l'avis favorable du ministre de l'Agriculture, un arrêté consacre le principe de l'intervention directe de l'Etat et fixe tous les rouages de l'administration :

Au nom du Peuple français :

Le Président du Conseil...

.

Arrête :

Article premier. — Le nombre des haras et des dépôts d'étalons est ainsi fixé :

Deux haras :

Vingt-deux dépôts d'étalons ;

Un dépôt de remonte avec station à Paris ;

Ces établissements seront divisés en arrondissements d'inspection.

Art. 2. — Le personnel de l'administration des Haras sera composé de :

Un inspecteur-général chargé de la direction du service des haras, à l'administration centrale ;

Deux inspecteurs-généraux, résidant à Paris ;

Trois inspecteurs d'arrondissement, résidant en province ;

Un Directeur,	}	au Pin et à Pompadour.
Un Inspecteur particulier		
Un Agent spécial,		
Un Vétérinaire.		
Un Directeur,	}	dans les dépôts d'étalons.
Un Agent spécial,		
Un Vétérinaire		

Un piqueur chargé de la surveillance et de l'administration au dépôt de remonte.

Tous ces fonctionnaires sont à la nomination du ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Art. 3. — Il sera établi auprès du ministre de l'Agriculture et du Commerce, un Conseil supérieur des Haras, composé de, savoir :

De l'inspecteur général chargé de la direction du service ;

De deux inspecteurs généraux ;

De trois inspecteurs d'arrondissement ;

De deux directeurs de Haras ou dépôts d'étalons ;

Du chef de division de l'Agriculture ;

De l'inspecteur général des écoles vétérinaires ;

D'un membre de l'administration centrale de la Guerre, attaché au service de la remonte générale de l'armée ;

Et de neuf propriétaires s'occupant de l'élève des chevaux, ou d'officiers de cavalerie.

.

Art. 7. — Le taux applicable à l'approbation des étalons particuliers est fixé comme ci-après : De 300 à 800 fr. pour les étalons de pur sang ; de 300 à 600 francs pour

un étalon de demi-sang ; de 100 à 300 francs pour un étalon de gros trait.

•

Art. 10. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont rapportées.

Art. 21. — Le ministre de l'Agriculture et du Commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à partir du 1^{er} novembre 1848 v.

Fait à Paris, le 11 décembre 1848

E. CAVAIGNAC

Nous croyons intéressant de donner à la suite de ce document la liste des établissements prévus à l'article 1 du présent arrêté.

<i>Haras.</i>	{	du Pin (Orne).
	}	de Pompadour (Corrèze).

Dépôts.

Abbeville,	Montier-en-Der,
Angers,	Napoléon-Vendée,
Arles,	Pau,
Aurillac,	Rodez,
Blois,	Rosières,
Braisne,	Saintes,
Cluny,	Saint-Maixent,
Jussey,	Strasbourg,
Lamballe,	Tarbes,
Langonnet,	Villeneuve (Lot-et-Garonne).
Libourne,	Saint-Lô.

Dépôt de remonte : Paris.

Mais les adversaires des Haras ne désarment point. Un décret du 17 juin 1852 réduit le nombre des établissements. Un seul haras subsiste avec 23 dépôts. La fonction d'inspecteur général est supprimée et remplacée par une Commission permanente, près le ministre de l'Agriculture. La jumenterie du Pin est supprimée et l'effectif de celle de Pompadour est considérablement diminué.

L'école spéciale des Haras, qui avait été fondée par une ordonnance de 1844 et par laquelle devait passer tout le personnel supérieur de l'administration, est supprimée en 1853, sous prétexte que la population chevaline s'est accrue et que l'amélioration est constante, grâce à l'augmentation des prix de remonte et aux achats directs à l'éleveur. Un an plus tard on diminue l'effectif des étalons de demi-sang par mesure économique, et avec la pensée que ces chevaux seront achetés par des particuliers qui les destineront à la monte.

Après les guerres de Crimée et d'Italie, les polémiques reprennent plus violentes que jamais. Les chevaux sont rares et on en rejette toute la faute sur l'administration, alors qu'en réalité, tout le mal venait du service des remontes qui avait dépeuplé le pays par ses achats illimités. On réclamait la liberté. L'empereur nomma une grande commission (1860) et lui donna mission de se prononcer sur l'existence ou la non-existence des haras. Le président, le

prince Napoléon, était partisan de la liberté, mais le maintien de l'administration fut voté à une voix de majorité. On considéra, à juste titre, que le cheval de demi-sang n'était point un produit agricole du même genre que les autres animaux de ferme et l'administration des Haras passa au ministère d'Etat.

Le système fut donc réorganisé sur des bases nouvelles, par un décret du 20 décembre 1860. L'administration fut placée sous l'autorité du général de Fleury, et bénéficia d'allocations budgétaires plus importantes. Les courses au trot et au galop pour demi-sang, furent rétablies, mais la jumenterie de Pompadour fut détruite et ses poulinières furent dispersées.

Malgré les résultats satisfaisants de cette intervention, les adversaires des haras triomphent en 1863. « Des hommes honorables et sérieux, déclare le directeur général, proposent de prendre à leur compte l'exploitation de bon nombre de stations jusqu'à présent desservies dans le Calvados, l'Orne et la Manche par les dépôts de Saint-Lô et du Pin et s'engagent en outre à alimenter, pendant un certain temps, le marché d'étalons au moyen des subventions d'Etat (1). »

Ces propositions sérieuses étaient tentantes, et au

1. *Moniteur universel*, 23 novembre 1863.

mois de décembre 1863, on cède à vil prix près de 200 des meilleurs étalons des haras de Saint-Lô et du Pin. Sur les économies provenant de la réduction de l'effectif, on augmente les primes aux étalons approuvés. Leur nombre s'accroît de ce fait et en 1867 on en compte plus de 1.000. Mais ce bel élan de l'industrie privée ne devait pas être de longue durée, et les étalons particuliers diminuent bien vite malgré l'appât de fortes primes.

Cette dernière expérience en faveur de la liberté de l'industrie chevaline a été décisive. Elle nous a été malheureusement néfaste. Pendant la campagne de 1870-1871, nos chevaux étaient si rares, qu'on eût beaucoup de peine à trouver en France 80.000 chevaux, dont 20.000 à peine étaient susceptibles de faire des chevaux de cavalerie. Et la pauvreté de l'espèce chevaline a largement contribué à notre défaite : nous avions 2.370 canons disponibles, nous n'avons pu en atteler que 1.700 !

Nous ne pouvons point terminer cet exposé historique sans signaler l'intervention départementale dans la production et l'élevage du cheval. Mais nous l'examinerons très succinctement et très rapidement, parce que nous avons surtout en vue la question d'intervention d'Etat et parce qu'aussi les départements se sont presque exclusivement préoccupés des races locales de trait, alors que notre étude porte spécialement sur le cheval d'armes. Et jusqu'à

preuve contraire, nous restons persuadé que le cheval près du sang est encore plus approprié aux besoins de notre cavalerie, et que même pour notre artillerie la puissance et le volume ne doivent pas exclure un bon degré d'énergie.

Les systèmes d'action départementale ont beaucoup varié suivant les lieux et les époques, mais ils peuvent tous être rapportés aux quatre combinaisons suivantes :

1° *Le système de dépôts d'étalons départementaux.* — Le département achète et entretient des chevaux qu'il répartit dans les stations pendant la saison de la monte. Ce mode d'intervention a été pratiqué dans 6 départements : la Corse, les Pyrénées-Orientales, les Landes, la Seine-et Oise, la Loire-Inférieure et l'Eure-et-Loir ;

2° *Le système des primes.* — Les étalons appartiennent aux particuliers, soit qu'ils les achètent aux départements qui les cèdent à prix coûtant, soit qu'ils se les procurent directement eux-mêmes. Les primes sont accordées sous des formes et des appellations nombreuses. Elles sont surtout offertes aux étalons de trait ; (Côtes-du-Nord, Aisne, Yonne, Nord, Somme, Pas-de-Calais, Sarthe, Landes, Gironde, Lozère, Loire, Pyrénées-Orientales, Lot et Orne.)

3° *Système des concessions.* — Le département achète des étalons ou des poulinières et les cède ensuite gratuitement ou à prix réduit aux particu-

liens avec ou sans primes. A l'expiration d'un délai fixé, pendant lequel les animaux doivent être exclusivement utilisés à la reproduction, ils deviennent l'entière propriété de leurs détenteurs ; (Ardenues, Ain, Isère, Côte-d'Or, Haute-Marne, Aube, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, Jura, Haute-Saône, Indre, Finistère, Meurthe, Meuse, Moselle, Marne, Seine-et-Marne et Var.)

4° *Placement d'étalons départementaux dans un établissement d'Etat.* — Le département achète à ses frais des étalons dont il conserve la propriété et la libre jouissance, mais qu'il place dans un dépôt d'Etat de la circonscription, où il sera entretenu à son compte et sous la surveillance du personnel des Haras.

Nous nous sommes particulièrement appesanti sur les premiers systèmes d'intervention d'Etat, sur les conditions générales de l'élevage et sur les idées et les polémiques de l'époque, pour bien montrer que l'organisation des haras royaux était née de la nécessité.

La première tentative qui date de Colbert est motivée par l'indifférence ou l'impuissance de l'industrie privée. Lorsque le noble a laissé ses terres et se désintéresse de ses haras, la production chevaline s'affaiblit par le nombre et par la qualité. L'Etat et les particuliers se voient contraints de faire appel aux chevaux étrangers. Mais cette exportation de

notre numéraire inspire des craintes sérieuses au grand ministre imbu des théories des mercantilistes, et l'incite à venir en aide aux particuliers.

Plus tard, ces idées sur la balance du commerce disparaîtront, le principe dominant sera le souci de la défense nationale. Mais ce qu'il faut retenir de toutes les phases d'organisation, d'amélioration, de suppression ou de réorganisation de l'administration des Haras, c'est que les gouvernements qui se sont succédés ont tous obéi à la poussée de la nécessité, c'est aussi que l'industrie chevaline n'a jamais pu vivre et prospérer lorsqu'elle a été abandonnée à elle-même.

Et maintenant que notre élevage du cheval léger, nécessaire à la remonte de notre armée, est sérieusement menacé par la vulgarisation de la traction mécanique, il a besoin plus que jamais d'être dirigé, secouru et encouragé.

Années	Étalons	Juments saillies	Produits	Moyenne de Juments par Étalon
1816	963	19.860	11.206	20,13
1817	962	25.286	10.743	26,27
1818	1.040	29.231	12.459	28,10
1819	996	29.624	13.143	29,75
1820	1.076	31.206	13.134	27,14
1821	1.036	33.290	14.059	29,30
1822	1.148	37.061	13.963	32,28
1823	1.167	36.505	16.527	31,28
1824	1.210	37.202	15.421	30,60
1825	1.274	38.281	16.595	30 »
1826	1.285	36.189	17.051	28,16
1827	1.297	37.369	17.665	28,81
1828	1.281	40.731	19.802	31,80
1829	1.237	42.474	20.813	34,34
1830	1.211	40.316	19.668	33,29
1831	1.260	41.027	20.126	32,56
1832	1.174	38.896	21.014	33,13
1833	965	31.544	16.074	32,69
1834	951	30.885	14.819	
1835	907	26.905	13.141	
1836	825	26.923	12.992	
1837	830	25.508	12.760	
1838	857	29.101	14.618	
1839	867	33.009	15.625	
1840	893	31.106	14.440	
1841	857	30.954	14.823	
1842	908	37.196	17.002	
1843	975	41.573	19.251	
1844	1.076	49.595	24.010	
1845	1.150	50.641	24.879	
1846	1.170	57.485	25.728	
1847	1.174	59.313	29.343	

RELEVÉ des importations et exportations de l'espèce chevaline de 1898 à 1905 (1).

	IMPORTATIONS						EXPORTATIONS									
	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905
Belgique.....	2,491	2,431	1,992	2,699	2,942	3,920	3,393	2,878	7,432	7,214	7,524	9,271	8,052	5,575	5,396	5,985
Allemagne.....	628	230	257	211	82	198	76	119	7,363	6,966	6,510	6,752	6,492	4,877	4,445	5,188
Autriche.....	2,947	6,679	2,746	2,639	4,006	3,513	3,771	3,377	320	497	864	1,189	1,324	1,201	981	1,368
Angleterre.....	5,422	4,220	2,485	1,785	1,186	1,918	1,368	1,791	3,365	3,177	2,699	2,980	3,056	3,486	3,297	4,153
Suisse.....	87	70	67	42	53	131	87	96	377	841	740	816	1,041	1,318	1,573	1,753
Italie.....	826	503	323	344	399	531	591	534	1,171	996	1,601	1,678	2,047	2,275	2,534	2,040
Espagne.....	1,995	377	317	274	373	178	226	168	1,171	996	1,601	1,678	2,047	2,275	2,534	2,040
Algérie.....	7,126	9,850	7,215	7,482	6,546	7,857	7,088	8,230	279	376	242	196	230	353	615	334
Pays-Bas.....	604	327	115	97	76	178	232	160	7	7	25	7	15	23	2	1
Russie.....	782	1,998	771	607	599	348	103	96	39	54	26	32	34	34	1	4
Canada.....	972	146	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Tunisie.....	167	358	353	751	910	517	351	371	10	14	21	35	23	27	34	60
Danemark.....	972	27	97	23	»	»	1	»	»	2	2	»	»	»	2	1
Zone franche.....	207	165	174	223	158	159	135	138	148	106	84	147	159	133	323	300
Chili, Brésil, République																
Argentine.....	373	234	208	178	217	96	35	20	29	40	32	11	16	25	43	291
Etats-Unis.....	161	445	64	58	6	23	5	5	»	2	5	93	73	162	162	160
Autres pays.....	104	26	23	7	8	19	13	47	113	81	112	83	65	83	54	88
TOTAUX.....	25,864	28,086	17,207	17,420	17,561	19,586	17,475	18,030	20,669	20,873	20,487	23,290	23,227	19,662	19,464	21,727

(1) Rapport de l'Inspecteur général directeur des haras (1905).

CHAPITRE III

L'élevage en Europe

Angleterre. — Nous avons déjà parlé incidemment de l'industrie chevaline anglaise qui est entièrement abandonnée à l'initiative privée. Nous savons que certains adversaires de notre administration voient dans cette liberté complète la cause essentielle et bienfaisante de la prospérité de l'élevage. Mais nous avons montré que cette situation florissante tenait à d'autres causes : l'esprit sportif, les goûts hippiques et les connaissances zootechniques généralement répandus chez le peuple anglais. Presque tous les producteurs de chevaux de selle ou d'attelage aiment le cheval, beaucoup d'entre eux sont des éleveurs amateurs. Voici ce que dit en effet, au sujet de l'élevage du hackney, le *Field*, l'un des journaux sportifs anglais le plus documenté.

« En ce qui concerne les classes d'élevage, si l'on jette un coup d'œil sur la liste des exposants aux dernières exhibitions, on pourra constater que les amateurs sont aussi largement représentés que les

éleveurs de profession ou ceux que l'on peut, à peu près qualifier tels, mais si l'on analysait les listes, on constaterait probablement aussi que peu des exposants — et certainement très peu des plus connus et de ceux qui réussissent le mieux — élèvent des hackneys pour vivre et n'ont en somme aucun autre moyen d'existence. »

Le pur sang anglais, le hackney, le hunter jouissent d'une renommée universelle. Ils sont très recherchés par nos amateurs. Mais quelles que soient leurs indéniables qualités, il est cependant permis de se demander si la vogue dont ils jouissent ne vient pas surtout de la mode et d'une anglomanie tout à fait irraisonnée et poussée à l'excès. Les chevaux de selle qui nous viennent d'Outre-Manche sont certainement brillants, puissants, et sauteurs adroits. Ils ont les allures souples et étendues. Il ne faudrait pourtant point conclure si vite à une supériorité trop écrasante et surtout croire qu'en Angleterre il n'y ait que des bons chevaux. Il suffit pour s'en convaincre de lire le compte rendu du concours de Dublin de 1906 publié par la *France hippique*.

« On peut dire que l'Irlande, contrée si privilégiée au point de vue de la production chevaline, ne saurait se soustraire à cette grande loi de la nature qui fait que dans toutes les races et dans tous les pays, les très beaux animaux restent à l'état d'exception.

Le concours comprenait 1.300 chevaux environ, catégorisés de la façon suivante : 21 étalons de pur sang, 17 poulinières de pur sang, 95 yearlings, mâles et femelles, 27 poulinières de degrés de sang divers, 77 cobs, 16 poneys, 97 chevaux de harnais et enfin 975 hunters...

Il est assez difficile de porter un jugement d'ensemble sur ces 975 animaux souvent bien dissemblables... Il y en a de grands, de moyens, de forts, de légers, de communs, de distingués... Les animaux à grandes lignes y sont très rares, c'est comme partout, le cheval moyen qui domine et les médiocrités y tiennent trop de place.

L'épreuve imposée est analogue à celle qu'effectuent nos chevaux de classes : pas, trot, et galop sans obstacles. Le trot est rampant et sans élasticité, le galop lent est excellent, mais dès que l'allure s'allonge, l'action chez la plupart devient haute, courte et ronde.

Sur 675 présentés, 78 seulement ont sauté en exécutant généralement bien un parcours semblable à ceux que la *Société Hippique Française* impose aux chevaux d'armes...

Toutes ces considérations nous amènent à penser qu'il y a en Irlande, comme partout, de bons et de médiocres chevaux et que certaines légendes ayant cours depuis de nombreuses années, ne reposent sur aucun fondement bien sérieux. En effet, le gentle-

man qui ramènerait de Dublin un ou plusieurs chevaux, avec l'intention de chasser chez lui dès le lendemain et de franchir tous les obstacles de son parcours, sans dressage préalable, risquerait fort d'avoir des mécomptes...

En résumé... les aptitudes au saut ne sont pas suffisamment démontrées... 78 chevaux hunters sur 975 qualifiés de la sorte, c'est trop peu, étant donné que tous les âges sont acceptés. Quelques beaux échantillons étaient représentés en 1906 ; mais pas assez nombreux à notre avis, pour un pays qui a toujours et depuis longtemps orienté son élevage vers le service exclusif de la selle.

En France, nous pourrions faire une exhibition analogue, j'allais presque dire supérieure... en choisissant dans les régions produisant le cheval étoffé Vendée, Bretagne, Normandie, Charentes, Saône-et-Loire... etc.»

Voilà pour cette fameuse aptitude pour le saut si anciennement vantée.

On peut en conclure que s'il y a de merveilleux sauteurs parmi les irlandais, ce qui est d'ailleurs incontestable, ils ne possèdent point tous uniformément les mêmes qualités et la même aptitude.

M. le comte Henry d'Yanville qui a adressé à M. le baron du Teil du Havelt président de la « France hippique » un rapport sur le concours des hunters au

Horse Schow de Londres, se montre tout aussi sévère sur le modèle ;

« Si je dois donner mon avis sur le concours des hunters, je dirai que la moyenne des chevaux était excellente... Mais on regrette de constater qu'on tend à détruire l'ancienne race des hunters irlandais dont le baron de Neuflize a possédé en France des spécimens exceptionnels, et qui joignaient aux plus brillantes qualités des membres splendides.

« J'ai mesuré sous le genou tous les gagnants du Horse Schow, et j'ai trouvé de 0 m. 22 à 0 m. 243... or, je me rappelle avoir mesuré, il y a une vingtaine d'années, un cheval du baron de Neuflize qui avait 0 m. 26, ce qui ne l'empêchait pas de porter un gros poids derrière des chiens toute la journée, dans les sables et dans les côtes de la forêt d'Ermenonville...

« Il serait sage de ne pas chercher à augmenter indéfiniment la vitesse ; les anciens irlandais allaient bien assez vite puisqu'ils suivaient aisément les chiens ;

« Il est vrai de dire que sauteurs indomptables ils étaient capables de les suivre partout où ils passaient, ce que les nouveaux irlandais ne pourraient peut être pas faire. Dans ce cas, leur vitesse leur sera indispensable pour faire le tour des champs qu'ils ne pourront plus traverser !

.

« L'ancienne formule qui consistait à infuser au

gros irlandais assez de sang pour porter leur masse était préférable à la nouvelle qui consiste à remplacer purement et simplement la masse par le sang... » (1).

En ce qui concerne le hackney qui jouit d'une faveur plus récente peut-être, mais aussi unanime, il ne faut point se faire d'illusions sur ses véritables qualités.

« En effet le hachney est avant tout brillant dans ses allures, mais comme il appartient à une race qui n'a jamais été sélectionnée pour la qualité, il en manque lui-même. C'est un cheval de parc, service auquel il est admirablement adapté.

« Sa conformation ne saurait toutefois satisfaire entièrement le véritable homme de cheval. Rond dans toutes ses lignes, il manque souvent de dos et de poitrine, mais son encolure est fort bien placée pour le service du harnais et la toilette aidant, son ensemble est de nature à séduire la majorité de la clientèle. Ses actions tiennent de l'artificiel, tant elles sont relevées..... aussi ne pourrait-on leur demander un service dur et de longue haleine (2). » C'est en somme le cheval de parade.

Pourtant ces appréciations sévères portent sur des lots de choix, composés de sujets d'expositions et de

1. *Bulletin de la France hippique*, janvier 1909.

2. *Bulletin de la France Hippique*, mars 1908.

concours. Et les critiques seraient certainement plus sérieuses encore si elles embrassaient l'ensemble de la production.

Cet élevage du hunter anglais qu'on cite toujours en exemple à nos producteurs, traverse une période difficile, de tâtonnements et d'expériences. La « Hunter improvement society » s'est émue de la transformation dans le modèle et des ralentissements de la production. Elle a envoyé un questionnaire très détaillé dans toutes les régions d'élevage pour en connaître les desiderata et les doléances. Et quand on lit le rapport de cette société publié par M. de Comminges dans son livre *Le hunter*, on est bien obligé de reconnaître que les avis sont très partagés, selon les centres de production, sur les meilleurs systèmes d'encouragement. Contrairement à l'opinion généralement admise, on constate que l'élevage anglais tant vanté n'a point cette fixité et cette sécurité qu'on se plaît tant à admirer.

On peut même craindre que la production chevaline anglaise soit menacée d'une crise au même titre que la nôtre. A ce sujet voici ce que dit *Le Field* ; « Pendant ces dernières années, les ressources chevalines du Royaume-Uni ont été constamment en décroissance et c'est depuis peu de temps seulement que le pays a, dans une certaine mesure, ouvert les yeux sur l'état actuel des choses. Les statistiques récemment fournies par le gouvernement établissent

qu'il y a eu depuis 1906 une diminution de plus de 12.000 têtes dans le chiffre de naissance des chevaux. »

« Quelle qu'en soit d'ailleurs la cause, cette question du déclin de la production chevaline anglaise paraîtrait de nature à émouvoir les pouvoirs publics, car elle serait telle que le War Office craindrait en cas de mobilisation rapide, de ne pouvoir réquisitionner le nombre de chevaux nécessaires, et l'auteur de l'article termine en disant qu'il est grand temps que le gouvernement avise aux mesures à prendre (1). »

Voilà bien des réflexions de nature à refroidir l'enthousiasme des partisans de la liberté absolue et des admirateurs peut-être trop irréfléchis de la production anglaise.

Mais le Français souvent enclin à la généralisation, juge cet élevage sur les sujets d'élite qu'il a vu briller dans les concours hippiques et dans les raids. Il ne peut pas apprécier l'ensemble de la production, et la mode aidant, il conclut bien vite à une incontestable supériorité.

Nous ne présentons point ces observations pour essayer de rabaisser le mérite des chevaux anglais et spécialement des irlandais. Mais nous voudrions montrer qu'on agit peut être trop aveuglément en dénigrant par principe les qualités de nos produits.

1. *Bulletin de la France Hippique*, août 1908.

Les Anglais, eux, sont moins sévères que nous ne le sommes à l'égard de notre élevage de chevaux de selle.

Dans la classe des hunters de pur sang au concours de Londres de 1907, *Flambeau*, par *Le Sancy* et *Fée II*, né chez M. Jean Pratt, a obtenu le premier prix.

Dans la division des chevaux de selle au Concours international hippique de Londres (1907), la France quoique faiblement représentée au point de vue numérique (16 chevaux environ) a eu quelques succès flatteurs pour notre amour-propre national ; « M. Thome a remporté deux seconds prix, deux troisièmes prix et ses autres chevaux ont été classés cinq fois quatrième ; avec le deuxième prix de selle et le deuxième prix d'attelage, M. Roy a obtenu beaucoup de quatrièmes et cinquièmes prix (1). »

Et à propos du concours hippique de Paris le correspondant du *Field* dit : « La Normandie, où le croisement de pur sang avec le trotteur a produit de si extraordinaires résultats, est en train d'évoluer vers un nouveau modèle se rapprochant du « hunter » anglais (2).

Beaucoup de chevaux de selle jugés excellents ne sont souvent irlandais que de nom et viennent modestement de Normandie, de Bretagne et même de la Vendée et des Charentes. Mais ils sont habilement

1. *Bulletin de la France hippique*, juin 1907.

2. *Bulletin de la France hippique*, avril 1908.

toilettes et présentés. Et certains qui n'auraient même pas eu l'honneur d'un instant d'attention avec une crinière flottante et la queue longue sont fort admirés lorsque, avec l'aide de la tondeuse et des ciseaux, on leur donne l'allure et l'étiquette d'irlandais.

Tant le vieux proverbe est toujours et universellement vrai ; nul n'est prophète dans son pays.

Nous jugeons l'élevage anglais par la renommée, peut être par snobisme aussi, et nous ne voulons point croire que le producteur a de nombreux déboires comme chez nous ; nous admirons les produits réussis, tous les sujets d'élites importés en France, et sans songer aux innombrables non-valeurs qui naissent en Angleterre comme partout ailleurs, nous crions : merveille !

L'opinion publique se forme ainsi un peu à l'aveuglette, car nous avons chez nous des sujets capables de rivaliser avec les hunters anglais, et lorsque la mode permettra qu'on les utilise et les recherche, on sera tout étonné d'avoir méconnu si longtemps leurs qualités ;

Les adversaires de l'administration des haras conviendront peut-être difficilement que la supériorité de l'industrie chevaline anglaise est menacée, et que le régime de la liberté absolue n'y donne point tous les résultats satisfaisants qu'ils espèrent. Et pourtant lorsqu'on voit en Angleterre, la patrie de l'individua-

lisme par excellence, la presse hippique attire l'attention du gouvernement sur la crise qui menace l'élevage du cheval, on est bien en droit de penser qu'elle sent que l'industrie privée abandonnée à elle-même est impuissante, lorsque les débouchés se ferment devant elle, et qu'alors elle a besoin du secours de l'Etat.

Belgique. — En Belgique il n'y a pas de haras d'Etat. En 1770 on avait créé un haras, à Alost, peuplé d'étalons danois, holsteinois et napolitains. Mais il n'eut ni grand succès ni une longue durée. Plus tard on fonda un dépôt d'étalons à Tervueren. Les chevaux de pur sang et de demi-sang qui étaient entretenus dans cet établissement eurent une clientèle trop restreinte et on dut le supprimer par mesure d'économie. L'élevage belge est en effet tout entier aux mains du cultivateur, qui a une aversion invincible à l'encontre de ces producteurs étrangers trop enlevés et trop faibles. La culture de la betterave est souvent dure et tous les travaux de labours et de charrois sont réservés pour les chevaux. Les bœufs ne sont employés que momentanément pendant l'automne et mis aussitôt à l'engrais.

D'autre part l'agriculteur n'emploie guère que ses poulains et poulinières aidés parfois de quelques bêtes de trait adultes et improductives, et il lui faut des animaux particulièrement puissants pour que le travail ne nuise ni à la croissance des jeunes ni à

la grosseesse des mères. Aussi n'est il point étonnant que l'éleveur belge se soit spécialisé dans la production du cheval de trait et n'ait point besoin d'institutions et d'encouragement d'état puisque cette branche de l'industrie chevaline est moins aléatoire et plus rémunératrice que l'élevage du cheval de sang.

Allemagne (1). — En Allemagne la population chevaline a généralement une grande aptitude à la selle ou à l'attelage léger. Les races de gros trait n'y existent guère, car le pays n'est pas très favorable à cette production ;

Les haras particuliers sont très nombreux et très importants. Ils existent depuis longtemps déjà et pourtant le gouvernement a dû s'occuper de la production chevaline.

Il agit directement et indirectement :

1° *Directement* par l'entretien d'étalons lui appartenant, entretenus à ses frais et mis à la disposition des propriétaires de poulinières pour le service de la monte ;

2° *Indirectement* par des prêts d'argent consentis aux particuliers pour leur permettre d'acheter des étalons, par des subventions, par des primes de concours (poulinières, poulains et pouliches) et enfin par des prix de courses.

1. La population chevaline était évaluée en 1907 à 4.200.000 têtes dont 150.000 environ pour l'armée (*Bulletin de la France Hippique*).

L'emploi des étalons particuliers est réglementé par des arrêtés provinciaux.

D'après un rapport de 1885 il y a 3 haras principaux et 15 haras provinciaux. Ces derniers sont des dépôts d'étalons analogues aux nôtres :

1° Le haras de Trakehnen avec ses dépendances et ses exploitations a une superficie de 4.147 hectares. La culture exige 240 chevaux de travail et 260 bœufs. L'effectif comprend 300 étalons et 350 poulinières. Les étalons sont divisés en deux classes :

1° Les étalons du haras ;

2° Les étalons qui sont envoyés dans les dépôts.

Les particuliers peuvent avoir recours au service des étalons du haras.

Tous les animaux sont rentrés pendant la nuit et reçoivent de l'avoine même pendant la belle saison.

2° Le haras de Gladitz a une contenance de 1193 hectares. Il est partagé en quatre sections.

1° Etablissement hippique de Gladitz

2° — — — de Dœhlm

3° — — — de Repitz

4° Etablissement agricole central avec ses annexes.

On y pratique l'élevage du pur sang avec 56 poulinières de cette catégorie et 7 étalons qui font la monte tant pour les juments du haras que pour celles des particuliers. Tous les animaux qui pro-

viennent de cet établissement portent sur la fesse gauche la marque I. J. J.

3° Le troisième établissement principal, le haras de Beberbeck est de fondation plus récente et on s'y occupe surtout du cheval de trait.

Dans les haras provinciaux, le cheval de sang ou très près du sang domine toujours, ce qui explique l'aptitude générale de la population chevaline au service de la selle ou de l'attelage léger. L'effectif était de 1.571 étalons en 1874 et de 2.037 au 1^{er} avril 1883.

L'état allemand consent de gros sacrifices pour l'amélioration de ses races chevalines, puisqu'il possède des haras où il entretient des poulinières et produit lui-même ; son action directe est très importante, mais il ne se désintéresse pourtant point des reproducteurs particuliers. Ces étalons destinés à la monte des juments des particuliers doivent être présentés chaque année à l'automne à une Commission de sélection ;

D'autre part l'administration protège la fondation d'associations pour l'élevage, surtout dans les contrées où les étalons nationaux ne peuvent suffire aux besoins de la monte, et en Bavière par exemple il en existe 35 dont 13 favorisent spécialement la production du cheval de remonte.

Plusieurs de ces sociétés possèdent des établissements d'élevage de poulains qui offrent aux petits

propriétaires la possibilité d'élever d'une façon plus rationnelle leurs meilleurs poulains. Jusqu'à maintenant, ces associations ont donné d'excellents résultats, de même d'ailleurs que l'intervention directe et puissante de l'Etat, puisque, d'après *Le Spectateur militaire* de 1896, la cavalerie allemande a une supériorité incontestable sur les autres cavaleries d'Europe.

Autriche-Hongrie(1).—La production chevaline de la monarchie Austro-Hongroise est très considérable et justement réputée. Comme en Allemagne la généralité de l'espèce est très apte au service de la selle. Un compte rendu d'une mission en Autriche-Hongrie de 1882 estime qu'il n'y a peut-être pas sur tout le territoire plus de 20.000 têtes d'espèces lourdes et qu'elles sont entièrement cantonnées dans la région ouest.

En Autriche le personnel des haras est militaire.

Il est mis à la disposition du ministre de l'Agriculture par son collègue de la Guerre. Il est payé et dirigé par le ministre de l'Agriculture pour tout ce qui concerne le service hippique. L'administration de la culture et de la comptabilité du haras de Radautz fait seule exception, elle est exclusivement confiée à des fonctionnaires et employés civils.

L'Etat a songé à intervenir dans l'élevage du cheval surtout pour assurer la remonte de l'armée.

1. L'Autriche-Hongrie possède environ 4.800.000 chevaux dont 280.000 pour l'armée.

Il agit directement par l'achat, l'entretien et le service de ses étalons d'Etat.

Il agit indirectement par les encouragements qu'il accorde aux propriétaires d'étalons reconnus capables d'améliorer l'espèce, par ses primes de concours (poulinières et poulains), par ses subventions et par ses prix de courses.

Les haras autrichiens sont situés à Spitzza, Kladrub et Radautz.

1° A Spitzza il y a environ 250 chevaux dont 80 poulinières. Ce sont des animaux de pur sang arabe ou croisés avec des issus de chevaux espagnols. Ils sont presque tous blancs avec un peu plus d'ampleur que l'arabe, mais avec les mêmes qualités ;

2° A Kladrub on produit de grands chevaux de race espagnole pour les carrosses du roi. L'emploi de ces chevaux est d'ailleurs limité aux seules écuries royales ;

3° Le haras de Radautz a une contenance de 9.759 hectares. En 1881 son effectif de chevaux était de 1.343 têtes. Il n'a pas de circonscription. Il est essentiellement producteur et n'a pas mission d'agir sur la production privée. Cependant on peut mettre les étalons de l'établissement au service de poulinières appartenant à des particuliers.

Les étalons que le gouvernement autrichien met à la disposition de l'éleveur sont répartis dans 5 dépôts qui ont chacun leur circonscription.

L'administration entretient 3 parcs d'élevage où elle met les poulains qu'elle a acheté dans l'espoir d'en faire des étalons.

L'emploi d'étalons non approuvés est prévu et réprimé sévèrement. Les permis de monte sont accordés par des Commissions officielles d'examen composées d'un représentant du dépôt d'étalons, d'un délégué de l'autorité politique de la circonscription administrative, de deux éleveurs et d'un vétérinaire. On accorde très rarement quelques subventions de 100 à 150 florins.

En Hongrie l'administration des haras dépend du ministère de l'Agriculture et est entièrement civile.

Une commission, Central Pferdezucht, comité, composée de 10 membres nommés par le ministre ou élus par la Société centrale d'Agriculture et le Jockey-Club de Budapest est chargée de donner son avis surtout ce qui touche aux questions hippiques.

Le compte rendu d'une mission en Autriche-Hongrie publié en 1882 (1) évalue le nombre des poulinières à 300.000 et celui des étalons à 7.500.

Le ministère de l'Agriculture entretient 4 haras destinés à la production et à l'élevage des étalons nécessaires à la remonte de ses dépôts qui sont aussi au nombre de 4 avec plusieurs sous-dépôts :

1° Le haras de Babolna, fondé en 1789, a une con-

1. H. de Cormette, directeur des haras.

tenance de 4.020 hectares et un effectif de 448 têtes (1), chevaux de service compris. Depuis 1816 on y élève exclusivement le cheval arabe, pur ou demi-sang ;

2° Le haras de Kisber fondé en 1854 a une contenance de 6.330 hectares et un effectif de 503 (2) animaux. Il est destiné à la production et à l'élevage du pur sang anglais ;

3° Le haras de Mezochegyes d'une contenance de 16.043 hectares (3) est peuplé de 1.500 têtes, on y entretient 4 jumenteries appartenant à 3 familles différentes désignées sous le nom du premier étalon qui a servi à la former. L'exploitation agricole de cet établissement est considérable. Elle exige 9.000 bêtes à cornes. Elle comprend 8 grands centres, une fabrique de sucre et une distillerie d'alcool ;

4° Fogaras est le moins important des quatre haras de l'Etat hongrois. Les chevaux y sont petits, ils manquent parfois de longueur dans les lignes, mais ils sont en général d'un bon modèle.

Cette production directe par l'Etat a eu d'excellents résultats. Nous savons en effet que la généralité de l'espèce possède une grande aptitude au ser-

1. Ces chiffres sont empruntés au compte rendu d'une mission en Autriche-Hongrie, en 1881. M. Foache, dans son livre *Le Cheval en Autriche-Hongrie*, dit 4.447 hectares et 558 têtes.

2. M. Foache dit 639.

3. M. Foache dit 20.000 hectares.

vice de la selle, et c'est certainement l'œuvre patiente, continue et éclairée de l'administration qui a plus d'unité de vue et plus de constance que les particuliers qui a valu à la race austro-hongroise les précieuses qualités qui font sa renommée.

M. Foache estime que le haras de Kisber, notamment, possède un lot de poulinières remarquable, et absolument unique au monde, unissant un degré de sang très élevé à une puissante musculature et remplissant toutes conditions pour produire d'excellents chevaux de selle.

Russie. — L'Empire russe possède 22 millions de chevaux alors que la population chevaline de l'Europe entière est évaluée à 41.893.000 têtes. Et encore dans les statistiques russes on ne comprend pas les animaux qui vivent à demi sauvages sur les steppes de la Russie Orientale. Les tribus qui les possèdent mènent une vie nomade et le dénombrement est de ce fait presque impossible. Cependant M. Diffloth (1) estime qu'il n'est pas excessif d'évaluer à 10 millions le nombre des chevaux des steppes.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, la Russie peut, avec ses 20 millions de chevaux, fournir pour son armée 8 chevaux par cavalier, alors que les autres pays en auraient au plus 2 par cavaliers (2).

1. Diffloth. *Races chevalines*.

2. *Bulletin de la France hippique* (mars 1907).

La Russie est donc particulièrement favorisée sous le rapport de la production chevaline. Elle a le nombre et c'est toujours une force. Mais, d'autre part, dans ces grands steppes généralement incultes, l'élevage est la seule ressource des peuplades qui y vivent. La production est donc assurée et elle est peu coûteuse puisque les animaux paissent et se reproduisent presque à l'état sauvage, ayant pour unique nourriture l'herbe qu'ils peuvent trouver eux-mêmes. Même pendant les hivers les plus rigoureux, ils doivent gratter la neige pour chercher les quelques brins d'herbe flétrie.

Cette existence au grand air ne permet point à l'animal d'acquérir un grand développement et des formes distinguées. Le poney kirghise est de très petite taille, 1 m. 42 ; le cheval kalmouke atteint 1 m. 52. Mais tous deux, sous leur apparence commune, possèdent d'extraordinaires qualités de rusticité, de vigueur et de résistance à la faim et la fatigue. D'ailleurs « leur agilité est entretenue par les courses qui sont les fêtes nationales de ces peuplades. Ces courses ont lieu pendant la célébration des fêtes religieuses et les parcours atteignent souvent 50 ou 60 verstes (54 ou 64 kilom.) (1).

A côté de ces hordes de chevaux paissant et se reproduisant en liberté qui constituent malgré leur

1. Diffloth. *Les races chevalines*.

taille et leur volume restreints une précieuse réserve pour la cavalerie russe, on trouve des animaux plus améliorés, plus distingués et plus aptes à la selle ou au harnais. Deux races sont particulièrement connues et appréciées : le trotteur russe et le cheval « Rostopchine ».

Le comte Orloff créa en 1778 un haras à Khrenovœ qui est très célèbre. Par des croisements judicieux avec les races anglaises et arabes, il a réussi à fixer la race des trotteurs Orloff.

A la même époque le comte Rostopchine s'attacha à produire un cheval de selle dont la réputation est universelle ; grâce à l'infusion du sang pur il a créé un type de cheval très sec et très élégant, « il porte le cavalier d'une façon superbe et sa robe noire et lustrée en fait le type le plus distingué du cheval de selle » (1).

Il existe encore en Russie un grand nombre de haras particuliers très importants. Dans le seul district du Don, on en compte 866 avec 9.100 étalons et 100.000 juments (2).

Malgré le nombre et la qualité des ressources chevalines dont la Russie dispose, le gouvernement a cru bon de prendre la direction de l'élevage à cause de la diversité des races et de leurs aptitudes différentes. On compte actuellement 6 haras impériaux :

1. Diffloth. *Les races chevalines*.
2. *Bulletin de la France hippique*, mars 1907.

« 1° Le haras de Khrenovœ qui a succédé au haras privé du comte Orloff où l'on produit des trotteurs et des chevaux de trait ;

« 2° Le haras de Yanovsk qui fournit des pur sang et des demi-sang de race anglaise ;

« 3° Le haras de Derkoulsk pour les pur sang arabes et anglais ;

« 4° Le haras de Novo-Alexandrovsk où l'on élève le demi-sang anglais ;

« 5° Le haras de Limarew pour la production des animaux de selle Orloff-Rostopchine ;

« 6° Le haras de Streletsk pour le russo-arabe (1). »

L'administration des haras possède en outre un grand nombre d'étalons qui sont affectés au service des particuliers et répartis dans 27 dépôts disséminés dans tout le pays.

Cette organisation puissante a donné d'excellents résultats. Elle est très caractéristique et tend bien à montrer d'une manière irréfutable que l'intervention de l'Etat dans la production du cheval de selle est une nécessité pour toute nation qui a le souci de sa force militaire et de sa sécurité. En effet, s'il est un pays qui semble mieux placé que tout autre pour abandonner l'élevage à l'initiative privée, c'est bien la Russie.

Elle possède à elle seule plus de la moitié des chevaux d'Europe et une grande partie de cette colossale

1. Diffloth. *Races chevalines*.

population chevaline qui a de rares qualités de rusticité et d'endurance, se reproduit, croît et vit presque à l'état sauvage sans nécessiter ni frais élevés, ni soins minutieux.

Norvège(1). — L'amélioration du cheval norvégien tient avant tout à l'amour national pour le trotting qui est à la mode depuis les temps les plus reculés : « Les jours de fête, en hiver, au retour de l'église, les paysans ont toujours lutté de vitesse entre eux sur les lacs des Fjords. Les bons trotteurs firent prime, et des champs de courses se fondèrent à Christiania, Drammen et en beaucoup d'autres localités où le voisinage de grandes rivières ou de lacs permettent de se livrer à ce sport d'hiver sans trop de frais.

Déjà en 1850 Houel, le Michelet de l'histoire des races chevalines, signalait le trouvère ou trotteur norvégien (2). A l'heure actuelle la plus grande partie des trotteurs sont issus de Novfolks, et ils ont de jolis records :

Alf, 1 m. 42 sur la glace, *Sif*, sur la glace, 1 m. 45.

L'action de l'Etat est presque nulle. Le gouvernement « entretient une dizaine d'étalons » laisse pâturer gratuitement des poulaières approuvées dans ses prés, affecte 12.000 kronen à subventionner des groupements divers (communes, sociétés), acheteurs

1. La Suède et Norvège ont une population chevaline de 663.000 têtes.

2. *Acclimatation*, 1^{er} novembre 1908.

d'étalons et donne 10.000 kronen de prix dans des concours où paraissent deux seules catégories de chevaux ; A trait lourd, B trait léger et selle, le tout de la race pure de Gudbrandt (1).

D'ailleurs ce désintéressement d'Etat ne paraît pas très profitable à la production. Le cheval norvégien du Gudbrandt est actuellement en dégénérescence et l'élevage traverse une période difficile de tâtonnements et d'expériences. Après l'engouement pour le hackney on vient d'essayer les reproducteurs anglo-normands. Ce changement d'orientation semble prouver que les éleveurs n'ont pas été satisfaits de la première tentative.

Suède. — L'élevage suédois est presque tout entier aux mains des petits propriétaires et il est très supérieur à l'élevage norvégien. Le gouvernement peut remonter toute sa cavalerie, son artillerie et ses fourgons du train avec des animaux indigènes et cet effectif composé « de demi-sang très près du sang présente une moyenne de sujets de taille suffisante, forts, souples, tout à fait aptes au service de la selle » (2).

D'ailleurs les officiers suédois aiment beaucoup le cheval, suivent les chasses avec passion et sont encore

1. *Acclimatation*, 15 novembre 1908.

2. *L'Acclimatation* du 15 novembre 1908. Résumé d'un rapport d'un officier de cavalerie autrichienne le prince de Windint-Graetz.

plus fanatiques des courses. Le gouvernement entretient chez eux cet esprit sportif et leur accorde dans ce sens les plus grandes facilités.

Le premier haras royal, celui de Flyinge a été créé en 1653. Il a déjà disparu depuis longtemps, mais on y a rétabli en 1886 un dépôt peuplé de 95 étalons, dont 13 pur sang ;

Le haras de Stromsholm a été converti en dépôt la même année, on y entretient 60 demi-sang suédois-hanovriens et une demi-douzaine de pur sang ;

En outre on a primé 532 étalons en 1906 ; on a donné des prix de concours à 2.352 poulinières et à 885 pouliches, sur les 226.197 kromen qui ont été dépensés pour ces encouragements, l'Etat a payé 88.709 kromen, le reste a été fourni par diverses Sociétés d'encouragements agricoles.

Danemark. — L'agriculture est très en honneur au Danemark. Plus des deux cinquièmes de la population vit de l'agriculture. Moyennes et petites propriétés sont exploitées par des paysans instruits et avisés dont les produits jouissent d'une renommée universelle. Ses œufs, ses beurres et ses fromages sont très recherchés sur les marchés étrangers et notamment en Angleterre et en Allemagne où ils sont exportés en quantité considérable. L'élevage est aussi très important et bien qu'on y produise beaucoup de grains, on en importe pour plus de 50.000.000 par an moins pour les besoins de la popu-

lation que pour la nourriture du bétail dont le nombre va sans cesse croissant ;

On compte environ 450.000 chevaux, mais on comprend facilement que chez ce peuple essentiellement agricole, les races lourdes dominent. On estime que 300.000 têtes au moins appartiennent à la race de trait de Jutland ;

A côté de cette production des grosses espèces, les nobles et les rois avaient tenté depuis longtemps déjà l'élevage du pur sang en créant des haras.

A l'heure actuelle, l'Etat ne possède ni haras ni dépôts et s'abstient de toute intervention directe. Il se contente d'allouer de fortes subventions. « Lors de l'attribution des primes, le gouvernement désigne un juge qui est généralement un éleveur du district ; deux autres juges du concours d'étalons sont élus par les sociétés. Pour les concours de juments poulinières, l'attribution des primes appartient à des juges nommés par les Sociétés agricoles (1). »

Mais cette abstention du gouvernement s'explique et par la prospérité de l'agriculture et par la force des associations agricoles. Rien que pour l'élevage du cheval on en compte 180 au Danemark qui ont puissamment contribué à montrer les avantages de l'emploi de bons reproducteurs et de la sélection des

1. Grandeau. *Journal d'agriculture politique*, novembre 1907.

étalons. L'Etat paie en cinq ans la moitié du prix des étalons achetés par ces associations, il y consacre une somme annuelle de 140.000 francs.

L'Etat organise chaque année un concours par département pour les étalons de quatre ans, et au-dessus. « Les étalons de quatre à six ans sont exclusivement jugés sur leur type, tandis que les étalons de sept à douze ans sont jugés d'après l'état de leur descendance présentée au concours » (1). Il faut au moins huit produits exposés pour que l'étalon puisse être primé.

Les sociétés coopératives organisent de leur côté un concours annuel pour les étalons et les juments de deux à trois ans.

Bulgarie. — Le cheval bulgare est de petite taille, 1 m. 40 en moyenne. Il a beaucoup de sang oriental et barbe.

Le gouvernement en poursuit l'amélioration. Il entretient 75 poulinières et 200 poulains aux haras de Kaabujuek et 300 étalons dans divers dépôts ;

Seules les juments déjà sélectionnées ont droit à la saillie des étalons de l'Etat. Les autres doivent aller aux étalons particuliers qui sont d'ailleurs soumis à une surveillance étroite et sévère. Tout animal d'une taille inférieure à 1 m. 40 est castré.

La population chevaline, malgré les efforts du gou-

1. Diffloth. *Races chevalines*.

vernement, ne répond pas encore aux besoins de l'armée. « La mobilisation exigerait 31.484 chevaux et c'est à peine si on en trouverait 15.000 aptes au service de la Principauté. En 1885, au cours de la guerre contre la Serbie, les convois militaires durent être trainés par des bœufs (1).

Roumanie (2). — Les chevaux roumains appartiennent à quatre types : le cheval moldave, le cheval de montagne, le cheval de Jalomitz et le cheval de Dobroudja.

Le plus parfait est le moldave. Il est très rustique, très sobre et très résistant, mais il est un peu petit.

Le plus recherché par l'armée est le cheval de Transylvanie, variété du cheval de Dobroudja.

Depuis quelques années l'Etat roumain a fait de gros sacrifices pour l'amélioration de ses races chevalines.

Il a créé des haras nationaux à Cislau et à Slobozca où il a introduit des étalons russes et hongrois. Il a installé aussi un dépôt d'étalons très important à Istritza.

D'autre part on a fait des essais de croisements à la ferme-école de Laza qui ont donné d'excellents résultats.

1. *L'Acclimatation*, 7 février 1909.

2. Diffloth. *Races chevalines*.

Enfin des sociétés de courses se sont fondées à Bucarest, Constantza et Botosani.

Turquie (1). — La population chevaline de l'Empire turc est difficile à démombrier, car la plupart des éleveurs appartiennent aux tribus nomades.

Il n'existe point de haras privés vraiment dignes de ce nom : « Les Bédouins, les Kardes, les indigènes de toutes les provinces (sauf les Arabes d'Arabie) élèvent souvent au hasard (2). » Aussi comprend-on facilement qu'avec une variété de races considérable les résultats de cet élevage aveugle soient peu recommandables.

Le cheval de selle est très rare en Asie Mineure. La généralité de l'espèce est commune et de très petite taille. Mais elle possède de précieuses qualités de rusticité et d'endurance. Aussi le gouvernement turc a-t-il cru bon de fonder des haras officiels pour améliorer ce cheval.

« Dans ce but ont été créés 4 haras militaires : 1^o Tschefteler, 2^o à Malatia, 3^o à Adana, 4^o à Bagdad (3). »

a) Celui de Tschefteler est de beaucoup le plus important. Le domaine est immense, il est peuplé

1. La population chevaline turque est de 500.000 têtes environ.

2. *L'Acclimatation*, 3 janvier 1909.

3. *L'Acclimatation*, 3 janvier 1909.

de nombreux fonctionnaires, de 300 soldats, de 32 chameaux, de 1.000 bœufs et quelques milliers de moutons. Il y existe une fabrique de tapis.

L'effectif chevalin est considérable : 1052 têtes (1).

1° 50 étalons, dont	{	15 hongroiss ou russes. 6 indigènes. 31 arabes purs.
2° 307 poulinières dont	{	119 hongroises ou russes. 180 indigènes. 8 arabes pures.
3° 686 produits dont	{	382 demi-sang étrangers. 164 indigènes. 140 arabes purs. 7 chevaux de culture.

b) A Malatia (Arménie) il y a 460 chevaux. On y tente l'amélioration du cheval hurde qui est très supérieur à celui d'Anatolie. Les grands propriétaires reçoivent du haras, en échange de quelques poulains d'un an, un bon étalon à titre gratuit, dont les produits, des années suivantes sont réservés au choix de l'Etat au prix de 3 à 12 livres turques (70 à 220 francs) (2).

1. Chiffres publiés par *L'Acclimatation* du 3 janvier 1909.

2. *L'Acclimatation*, 3 janvier 1909.

c) A Adana il y a 250 chevaux ; les poulinières sont des arabes pures et des bêtes indigènes ;

d) L'établissement de Bagdad est de fondation plus récente. Il est surtout destiné à l'élevage du cheval arabe pur dans son propre milieu. En 1899 on y comptait 130 animaux pur sang arabes.

Un projet prévoit la création d'une école de haras où on entretiendrait 40 juments de toutes races.

Malgré la grande intelligence et l'esprit de suite du lieutenant général qui a la direction de l'administration et de l'élevage, cette organisation ne peut pas produire son entier effet. Les ressources pécuniaires manquent et jamais les établissements ne touchent les crédits proposés, ils sont même obligés, pour parer aux dépenses annuelles, de se livrer au commerce ou à l'industrie des tapis ou des sucres.

Italie. — L'Italie a possédé d'excellents chevaux, les napolitains et autres qui devaient leurs brillantes qualités au sang oriental. Mais à l'approche de reproducteurs mal choisis, ces races dégénèrent rapidement.

Le gouvernement italien a pris modèle sur l'organisation allemande. Dans les dépôts il y a deux personnels distincts, celui de la direction et celui de l'exploitation. On y produit le foin et l'avoine néces-

1. La population chevaline de l'Italie est évaluée à 850.000 têtes.

saires aux jeunes animaux, 60 bœufs environ sont affectés à la culture et des troupeaux de vaches sauvages paissent dans les prairies après le passage des chevaux, pour fumer la terre.

Les dépôts d'élevage ont donné de bons résultats. Mais la population chevaline italienne est assez peu nombreuse, et les remotes militaires sont obligées d'avoir recours à la production étrangère.

Espagne (1). — Le gouvernement espagnol entretient les dépôts d'Aranjuez et de la Ramba. Mais la production chevaline ne doit pas être très prospère, tout au moins en animaux propres à la selle et à l'artillerie, si on en juge par l'empressement que les fournisseurs de sa remonte mettent à rechercher en France les laissés pour compte de nos comités d'achat. On y produit surtout l'âne et le mulet.

1. En Espagne on compte 4.000.000 de chevaux.

CHAPITRE IV

La loi organique de 1874

**Son objet. — Son application. — L'action
directe de l'Administration des
Haras. — Ses résultats**

Au lendemain de la guerre de 1870, notre population chevaline était insuffisante comme nombre et comme qualité. La reproduction même était menacée pour l'avenir. Tous les animaux valides avaient été réquisitionnés pour les besoins de cette malheureuse campagne (et encore le contingent qu'on avait réuni au prix de grands efforts, était-il trop faible et de médiocre qualité !), il ne restait plus sur le territoire qu'un petit nombre de bons reproducteurs. Et pourtant le cheval devenait de plus en plus une nécessité pour notre service de défense ! La loi de 1872 sur le recrutement de l'armée avait considérablement augmenté l'effectif de la cavalerie, et l'insuffisance de la production chevaline devenait ainsi plus grande à mesure que les besoins croissaient.

Il importait donc de remédier au plus vite à l'in-

curie ou à l'impuissance de l'initiative privée. Tel fut l'objet de la loi des 29 mai et 2 juin 1874 :

Article premier. — L'administration supérieure des haras se compose :

D'un directeur, inspecteur général,

De 6 inspecteurs généraux,

De 22 directeurs de dépôts,

De 22 sous-directeurs et d'un certain nombre de surveillants, suffisants pour le service.

Art. 2. — Un Conseil supérieur des haras est nommé par le président de la République pour neuf années. Il est composé de 24 membres, renouvelables par tiers tous les trois ans et comprenant les divers groupes d'élevage. Les membres sortants sont rééligibles.

Il tiendra au moins deux sessions par an. Il donnera son avis sur le budget des haras, sur les règlements généraux des concours et des courses, sur la nature et l'importance des encouragements qui se rapportent à la production et à l'élevage, et sur toutes les questions qui lui seront soumises par le ministre ou, en son absence, par le directeur des haras.

Il recevra communication des vœux et délibérations des conseils généraux en ce qui concerne la question chevaline.

Après chacune de ses sessions, il sera fait un rapport spécial et détaillé sur l'ensemble de ses travaux et communication de ce rapport sera donnée à l'Assemblée nationale.

Art. 3. — L'école des haras du Pin est rétablie. Nul ne

pourra être nommé officier des haras s'il n'a reçu un diplôme attestant qu'il a satisfait aux examens de sortie de cette école.

Art. 4. — A partir de 1875, l'effectif des étalons entretenus par l'administration des haras sera successivement augmenté de 200 étalons chaque année, jusqu'à ce que cet effectif ait atteint le chiffre de 2.500.

Ces étalons seront choisis parmi les différentes races et renfermeront le plus de chevaux de sang qu'il se pourra.

Art. 5. — Indépendamment des crédits votés chaque année pour les courses, les écoles de dressage, etc., l'allocation actuelle de 683.000 francs affectée aux primes, sera portée en 1875 à 800.000 francs et successivement par augmentation annuelle de 100.000 francs jusqu'à 1.500.000 francs pour primer :

1° Des étalons appartenant à des particuliers, à des sociétés ou à des départements et approuvés par l'administration des haras ;

2° Des juments poulinières, des pouliches et des poulains.

Une allocation de 50.000 francs sera affectée aux épreuves des arabes et anglo-arabes.

Art. 6. — La jumenterie de Pompadour sera rétablie. Elle se composera de 60 juments exclusivement consacrées à la production du cheval de sang arabe et anglo-arabe.

Délibéré en séance publique,

à Versailles, le 29 mai 1874.

Sauf quelques modifications dans les conditions

d'aptitude pour le recrutement du personnel supérieur et dans l'accroissement de l'effectif des étalons, cette loi de 1874 constitue encore la grande charte de l'administration des haras. Pour bien pénétrer l'esprit de cette réglementation nouvelle, il faut analyser, au moins succinctement, le remarquable rapport qui fut présenté à l'Assemblée nationale dans la séance du 21 juillet 1873, par M. Ed. Bocher au nom de la Commission. Il s'adresse tout d'abord au patriotisme de ses concitoyens. « Il ne s'agit pas en effet, dit-il, dans la question que nous avons eu à étudier et que vous êtes appelés à résoudre, d'un grand intérêt agricole et commercial, d'un puissant accroissement de la production et de la richesse publique. Il s'agit de la défense même du pays et de sa sécurité.

« C'est cette haute et pressante considération qui a inspiré le projet et qui nous détermine nous-mêmes à l'appuyer auprès de l'assemblée.

« Elle décidera dans son patriotisme si les nouveaux sacrifices qu'on lui demande sont nécessaires. »

La loi de 1872 a augmenté l'effectif de notre cavalerie et de notre artillerie. Pour l'armée il nous faudra, en temps de paix, 90.000 chevaux au lieu de 70.000, et d'autre part l'artillerie ne saura plus se contenter des animaux pesants et lourds qu'elle a employés jusqu'à maintenant. Il lui faudra des attelages plus rapides et plus énergiques. Désormais le cheval d'artillerie doit être conforme à la formule du

ministre de la Guerre d'alors : « Il trotte, il est vigoureux, il porte le cavalier à de grandes distances et charge à fond ; il agit par sa masse en même temps que par sa vitesse, c'est le cheval de dragon, de plus c'est le cheval d'artillerie. »

Sur le pied de guerre il nous faudrait un supplément de 180.000 têtes, d'un type sensiblement uniforme. Pourrions-nous les trouver en France ? Les statistiques accusent de gros chiffres, mais il est certain que la production est insuffisante, puisque les importations dépassent de 6.000 à 7.000 têtes les exportations. Et les chiffres dénotent un ralentissement assez important dans l'élevage.

« Dans l'Orne, la Manche, le pays d'Auge, dans le Poitou, en Vendée, l'éducation du bétail tend à s'accroître ; celui du cheval à diminuer. La jument est éloignée de l'herbage, par le loyer plus élevé (1) qu'en demande le propriétaire ou le fermier. Beaucoup de propriétaires excluent même les chevaux. Il défonce le sol de ses courses rapides, tond le gazon de trop près, enfin son engrais est trop chaud. » Si l'on ajoute à cela que l'espèce bovine et ses produits sont sans cesse plus recherchés, on comprend facilement que l'élevage du cheval soit délaissé. Surtout

1. Prix moyen de l'herbage en Normandie ;

Poulinières, 338 francs ; non poulinières, 268 francs ; vaches laitières, 228 francs ; bœufs, 130 francs. Ces évaluations figurent dans le rapport.

celui du cheval qui est le plus nécessaire à l'armée, parce que sa production est la moins lucrative de toutes.

Pour remédier à cet état de choses, que faut-il ? Combattre les difficultés qui entravent la production, la renseigner, l'enseigner, la seconder, l'encourager plus puissamment que jamais. Cette tâche incombe à l'administration des haras, par sa double intervention directe et indirecte.

Son action directe a pour objet : l'achat, l'entretien, la répartition et la surveillance des étalons. La seconde consiste dans l'examen, l'approbation ou l'autorisation des étalons particuliers, et enfin la répartition des primes et des prix de courses et de concours.

Après avoir examiné et réfuté les objections de principe les plus sérieuses, M. Bocher conclut à la nécessité de l'intervention de l'Etat. Le système des haras est né en France d'une nécessité économique : impuissance de l'industrie privée livrée à ses seuls moyens. Elle est encore incapable de prospérer sans le secours et sans l'aide de l'Etat. D'ailleurs notre système tant combattu a inspiré la réglementation hippique des Etats d'Europe : l'Autriche, la Hongrie, la Russie même, où les steppes immenses sont pourtant propices à l'élevage facile et économique des chevaux et où un grand nombre de riches propriétaires entretiennent des haras particuliers.

En Angleterre il n'y a pas de haras d'Etat : « Mais voici que dans ce pays même, un cri d'alarme vient de s'élever aussi !... »

Le rapporteur conclut au maintien du système en vigueur, mais avec quelques modifications.

Il faut donner au Conseil supérieur des haras la stabilité qui lui a manqué. Les membres en seront nommés par le chef du gouvernement pour neuf ans, et renouvelables par tiers. Ils se réuniront deux fois par an et donneront leur avis sur le budget des haras et sur toutes les questions se rattachant à la production et à l'élevage.

Il est nécessaire aussi de régulariser le recrutement du personnel. Jusqu'à maintenant la faveur y a disposé des emplois et de l'avancement. Comme pour les autres études scientifiques, il faut une école des sciences hippiques, si complexes. Il faut une école spéciale des haras, il importe de rétablir celle du Pin qui avait déjà exercé une heureuse influence.

L'action des haras doit porter sur l'ensemble de la production chevaline, sur toutes les races. Si le mobile le plus impérieux de l'intervention de l'Etat est le souci militaire, il importe aussi de songer aux intérêts agricoles ; en améliorant l'espèce en général, on enrichit les branches de cette industrie. D'autre part, toutes les races aussi opposées et dissemblables qu'elles paraissent, sont en réalité solidaires. En améliorant les races communes, en leur donnant

des lignes plus régulières et plus d'énergie, on prépare de meilleurs produits pour l'avenir.

La population chevaline est en 1872 de 3 millions de têtes. Elle suppose de 600.000 à 700.000 juments poulinières, de 5.000 étalons, pour assurer son renouvellement on ne peut pas songer à mettre ces 5.000 chevaux aux mains de l'Etat. L'expérience montre qu'il y a toujours eu une relation directe entre l'action de l'Etat et celle des particuliers. L'administration devra donc entretenir 2.500 étalons dans ses établissements.

La question de déterminer la composition de l'effectif est du domaine de la science hippique. L'administration décidera avec les avis du Conseil supérieur, mais il est à souhaiter que le pur sang ait une large place, car il est virtuellement l'améliorateur par excellence ; mais il ne faut point pour cela dédaigner les races intermédiaires qui sont préférées par le petit producteur qui n'aime pas les expériences à trop longue échéance.

La race anglo-arabe est précieuse, elle transmet ses qualités primordiales : « l'énergie et la force, la distinction et l'ampleur, la résistance et la vitesse. » Après la destruction de Pompadour, son action s'est affaiblie, il faut lui donner « les moyens de se relever et de s'étendre ».

La race anglo-normande est en plein développement, l'administration trouvera là de précieux repro-

ducteurs ; et elle devra disperser ses étalons en les appropriant le plus possible à la population femelle qu'ils seront susceptibles d'y rencontrer.

Il y a trois zones bien tranchées :

<i>Zone Nord</i>	{ Blois, Braisne, partie de Lamballe, partie de Montiers-en-Der	{ Espèces trait 240.000 juments.
<i>Zone Centrale</i>	{ Angers, Annecy, Besançon, Cluny, Hennebont, Le Pin, La Roche-sur-Yon, Rosières, Saintes, St-Lô, partie de Lamballe.	{ Races moyennes 320.000 juments.
<i>Zone du Midi</i>	{ Aurillac, Libourne, Pau, Perpignan, Pompadour, Rodez, Tarbes, Villeneuve-sur-Lot.	{ Races moyennes et légères 40.000 juments

Avec ces 2.500 étalons d'Etat, l'influence se ferait à peine sentir sur la moitié de la production annuelle. L'œuvre serait donc incomplète, aussi faut-il s'intéresser à l'étalonnage privé.

D'abord pour l'étalonnier qui fait naître, le moyen le plus sûr de l'encourager est d'élargir le débouché par des demandes plus nombreuses et des prix plus élevés.

Pour les étalonniers qui livrent leurs chevaux à la monte, le secours le plus profitable, le seul même,

est de les dédommager de tout ou partie de leurs frais et de leurs risques. La spéculation abandonnée à ses propres ressources est difficile et coûteuse ; il n'y a guère que celle qui s'occupe des chevaux de course et de gros trait qui soit prospère ; les uns ont l'espoir des gros prix de courses et des gains du jeu ; les autres ont une clientèle nombreuse et qui paie bien.

Les étalons de demi-sang, au contraire, sont chers. Ils ne rendent aucun service en dehors de la monte dont le prix doit être assez modéré. La nécessité de l'approbation avec prime est donc incontestable. D'ailleurs elle est reconnue depuis bien longtemps. L'ancien système des haras en faisait une large application.

Mais le budget sera nécessairement limité. On ne pourra pas subventionner tous les étalons particuliers qui seront jugés dignes de se reproduire. A côté des étalons approuvés qui sont capables d'améliorer la race, il faut songer aux étalons qui sont susceptibles de ne point la faire déchoir, qui peuvent la maintenir à son niveau ; ils recevront un certificat d'aptitude sans prime : ils constitueront la classe des étalons autorisés.

« Si l'étalon est le principe, le commencement de l'amélioration, la jument y prend aussi, suivant son mérite, une part plus ou moins importante. Si l'étalon imprime au produit la vitalité, le caractère et la

distinction, la jument lui donne les formes, la taille, l'ensemble, les aptitudes ; et elle n'est pas seulement la mère, elle est aussi la nourrice et son influence s'exerce au delà de sa propre génération... »

Pour que l'amélioration soit complète et sûre, il est donc nécessaire que les deux éléments progressent en même temps. Or la partie femelle est d'un mérite souvent inférieur ; elle est en outre souvent détournée de la reproduction.

Sur l'offre d'un prix rémunérateur, le propriétaire n'hésite pas à vendre sa bonne poulinière. Il préfère souvent conserver une bête moins apte à l'amélioration, parce que de moindre valeur. Il faut donc chercher à attacher le producteur aux juments d'élite, il faut créer un intérêt à cette conservation par un système de primes. Pour les mêmes raisons, il faut appliquer un système analogue aux pouliches, car elles aussi concourent au renouvellement. Ce moyen a produit les meilleurs résultats depuis qu'on l'a pratiqué avec suite.

En ce qui concerne les primes aux poulains entiers, la question a été très vivement discutée au sein de la Commission. En effet, si le cheval est digne de faire un père par son origine, sa conformation et ses aptitudes naissantes, son prix élevé sera suffisamment rémunérateur, pour exciter le producteur à le conserver. Au contraire, s'il est médiocre, l'appât d'une prime offerte à l'éleveur retardera la castra-

tion ; hongré trop tard, il fera un mauvais cheval de service et il sera une cause de perte et de déception.

Mais on a répondu que la question n'est pas la même dans toutes les régions d'élevage et pour toutes les catégories de chevaux indistinctement. En Normandie, par exemple, où l'industrie de l'étalon prédomine, la prime est inutile. Mais dans certains centres, l'encouragement est une nécessité ; et s'il est vrai que certains poulains d'élite se paient toujours cher comme étalons, les autres n'atteignent souvent que des prix insuffisants. Et il est bon que l'étalonnage de second ordre trouve à faire un choix après les premiers sujets achetés par les haras : « La prime y aidera. »

Il n'est point raisonnable de trop s'attacher aux questions de maximum et de minimum du montant des primes.

Pour les juments il faut surtout songer au nombre, tout dépendra donc de la région. Pour les étalons ce n'est pas le nombre, mais avant tout la perfection et la qualité qu'il faut considérer. Le taux de la prime peut donc rester variable et illimité.

On a proposé un droit d'entrée sur les chevaux étrangers, mais — dit le rapporteur — : « Ce n'est pas à la frontière que la production doit être protégée, mais au dedans, en son propre foyer..., chaque année nos exportations augmentent, nos importa-

tions diminuent. Gardons-nous de compromettre un tel résultat. » Pas d'impôts, pas de patentes pour les propriétaires de chevaux entiers. La liberté entière associée aux encouragements est encore le système le plus sûr, pour accroître le nombre et la qualité de nos chevaux.

L'article 5 du projet envoyé à la Commission, traitait des achats de chevaux par les remontes : « Nous avons été d'avis de le supprimer », et de nous borner à exprimer le vœu « que les prix de la remonte soient dûment augmentés ».

Le soin d'examiner l'utilité et les conditions des courses incombe au Conseil supérieur des haras, avoue le rapporteur. Mais il émet pourtant des observations fort judicieuses qui peuvent être reprises aujourd'hui presque dans les mêmes termes, et que nous examinerons lorsque nous traiterons spécialement des courses.

Le principe de toute amélioration réside dans l'étalement de pur sang. L'élevage de l'animal parfait et apte nécessite des soins et des frais, qui sont bien souvent au-dessus des forces de l'industrie particulière, « ce que celle-ci ne fait pas parce qu'elle n'a pas d'intérêt immédiat à le faire, l'Etat, lui, a pouvoir et raison de s'en charger, il s'en est chargé autrefois on sait avec quel succès, lorsqu'il était en possession des deux jumenteries de Pompadour et du Pin... La majorité de votre Commission aurait été disposée à

vous demander de revenir à ce régime passé... mais tenant compte des circonstances présentes et des économies qu'elles nous imposent, nous n'avons voulu vous demander que le nécessaire : la restauration du haras de Pompadour. »

L'industrie chevaline du Midi et des régions montagneuses du Centre a beaucoup souffert, lorsque les routes carrossables se sont vulgarisées. Le cheval léger a été délaissé. Il fallait des races plus fortes et plus amples. Mais l'étalon apte à donner plus de volume faisait défaut. L'étalon le mieux approprié était l'arabe; son foyer était Pompadour; il est à refaire. « La Haute-Vienne, la Corrèze, la Creuse, le Cantal, la Lozère, l'Aveyron et toutes les contrées du Midi où s'élève le cheval léger, n'ont cessé depuis la suppression des haras de Pompadour, d'en signaler les déplorables effets et de réclamer le relèvement d'une institution qui est étroitement liée à la prospérité hippique du pays. »

La situation, le climat et le terrain sont très appropriés à la production du cheval arabe et anglo-arabe. Pendant plus de cent ans (1760-1861), Pompadour nous a fourni des étalons doués « de la force amélioratrice qui appartient aux pays secs et élevés, où l'énergie du sang et la distinction des formes se perpétuent en même temps que l'endurance et la longévité ».

La dépense ne sera pas exagérée, car en faisant

la moyenne des dépenses et des produits réussis, le coût de chaque étalon sortant du haras de Pompadour sera de 12.000 francs, ce qui est le prix moyen des chevaux de pur sang acquis par l'administration.

Il ne saurait être question de concurrence préjudiciable à l'industrie privée, avec un chiffre maximum de 60 poulinières, uniquement destinées à la reproduction de l'arabe et de l'anglo-arabe. Il n'est pas en effet exagéré de réclamer 600 têtes d'étalons de sang, ce qui fait une remonte annuelle de 60 têtes ; avec 60 juments, il ne faut guère espérer plus de 8 à 9 chevaux dignes de faire des pères chaque année. Plus de 50 devront donc être fournis par l'industrie privée.

Et d'autre part, « c'est l'intérêt public qu'on doit d'abord et avant tout considérer », et il commande de faire tout ce qui est possible pour avoir chaque année ces 60 têtes de chevaux de premier ordre.

« Il appartient à une assemblée de remédier à l'erreur d'une administration qui avait trop compté sur les facultés de la spéculation privée. Sa tâche consiste à réparer les fautes du passé et à préparer les ressources de l'avenir. La fortune, en nous infligeant de grands revers, nous a donné une grande leçon qui ne doit pas être perdue. »

Les sacrifices que nous réclavons ne sont pas trop considérables, « surtout si on les mesure aux résul-

tats qu'on en peut attendre. En les obtenant du pays nous aurons beaucoup fait pour sa prospérité et son indépendance, nous aurons développé les richesses de son agriculture, préparé et assuré pour la nouvelle organisation militaire, toutes les forces nécessaires à son armée. »

En réalité, cette loi de 1874 est une loi militaire dans son esprit au moins. Si on songe à développer les richesses de l'agriculture, il s'agit avant tout « de la défense du pays et de sa sécurité ».

La mission de l'administration avait été ainsi bien définie par le rapporteur. Elle doit s'intéresser à l'industrie chevaline tout entière, mais doit tout spécialement diriger, encourager et améliorer la production du cheval propre à la remonte de l'armée.

Cette tâche si simple en apparence est particulièrement délicate surtout au milieu des attaques qui ne sont point ménagées à l'administration et des sollicitations diverses et contraires dont elle est l'objet.

Le choix des reproducteurs lui a valu de tout temps et lui vaut encore les critiques les plus vives, chacun prêche pour son saint. La remonte demande du pur sang et les producteurs de chevaux de courses qui voient dans les achats des haras une ressource précieuse de débouchés, l'encouragent et très puissamment, car ils sont influents au conseil des haras.

Mais le normand se récrie. Son trotteur a fait ses preuves, il est ample, il marche vite, il a du sang,

c'est lui l'améliorateur universel. Achetez-le, disséminez-le sur tout le territoire et vous verrez la qualité de ses produits. Et eux aussi sont représentés au conseil des haras !

Le producteur du cheval de trait de son côté n'est point satisfait. On l'abandonne par trop, son élève est un cheval tout comme le pur sang et le trotteur. Il a droit à une part des encouragements gouvernementaux. Il sait que le rapporteur de la loi de 1874 a sollicité de l'administration son influence et ses deniers pour toutes les espèces chevalines. Il le sait, le répète et use de toutes ses influences politiques pour faire écouter ses doléances et ses vœux.

Pur sang, trotteur, cheval de trait.

Que vouliez-vous qu'elle fît entre trois ! et bien d'autres encore si on y ajoute les mécontents, les adversaires par principe, les novateurs et tous ceux enfin qui sont poussés par cette secrète pensée : ôte-toi de là que je m'y mette ! Et ils sont plus nombreux qu'on ne le suppose !

Tirillée de toutes parts, critiquée par tous ceux dont elle ne suit pas complètement les théories ou ne sert pas exclusivement les intérêts, elle essaie d'observer un juste éclectisme et de ne pas tomber dans l'excès de l'exclusivisme, puisqu'elle doit en même temps répondre aux désirs de la remonte et ménager l'intérêt du producteur. Mais précisément

parce qu'elle s'efforce de se tenir dans un juste milieu elle ne contente personne.

Achète-t-elle des étalons de pur sang ? Les partisans du pur sang ne se tiennent point pour satisfaits car elle s'attache plus aux performances qu'au modèle ou en acquiert trop peu ou à trop bas prix. Et les adversaires se récrient parce qu'on peuple les écuries nationales de reproducteurs qui ne peuvent donner que des produits inutilisables et préjudiciables à l'éleveur.

Acquiert-elle des trotteurs ? Les trottistes se félicitent, mais dans les milieux sportifs on commente les achats avec sévérité. Et dans les centres d'élevage de chevaux de trait, on se lamente d'un tel état de choses.

Augmente-t-elle son effectif d'étalons de grosses espèces ? partisans du pur sang et trottistes s'unissent pour jeter le cri de guerre : L'administration n'a été créée que pour produire des chevaux d'armes, pour en favoriser l'élevage et elle abandonne le producteur du cheval léger au profit de l'éleveur du cheval de trait dont l'industrie est pourtant prospère par elle-même !

Quoiqu'elle fasse, on lui reproche toujours de violer l'esprit de la loi de 1874, on l'accuse de tous les maux dont souffre la production chevaline.

C'est elle qui a causé la dégénération de nos anciennes races. Car il paraît qu'il y a une dégénéra-

tion très marquée ! On l'entend répéter à chaque instant et naturellement dans le sens péjoratif du mot.

Les conclusions du rapport de MM. Dechambre et Rossignol au Congrès National vétérinaire de 1906, ne laissent aucun doute à ce sujet « La France possédait autrefois des races de trait, de trait léger et de selle absolument remarquables, mais notre enquête nous apprend que l'intervention irraisonnée des haras, ses croisements hétérogènes et l'emploi systématique du pur sang et demi-sang ont bouleversé de fond en comble notre production chevaline et amené la disparition de la plupart de nos races.

Seules trois d'entre elles ont à peu près résisté à ce bouleversement, ce sont les races boulonnaise, percheronne et bretonne. »

Mais il y a si longtemps qu'on envisage le présent avec tristesse par comparaison au passé brillant, qu'on peut se demander à quelle époque il faudrait réellement remonter pour découvrir cet âge heureux où nos races chevalines possédaient cette perfection tant vantée !

Dès 1840, Royer écrivait : « On parle de disparition des races précieuses et chacun, à son point de vue en fait un thème à déclamation en prenant date, celui-ci du règne de Louis XIV, cet autre de la Révolution, un troisième de l'Empire ou de la réorganisation des haras... A quoi nous servirait aujourd'hui la race

qui portait sur le champ de bataille des chevaliers bardés de fer qui n'existent plus. »

Et Gayot commentant ces judicieuses observations ajoutait en 1849 : « La plainte et le blâme qui sont parfois affaires de mode et de bon ton, ne revêtent ici la forme opiniâtre et la force de la tradition. En fait de chevaux elles ont passé à l'état chronique. C'est un pli ineffaçable, une habitude invétérée, un thème toujours fécond ; on répète ce qu'on a entendu dire et l'on est facilement écouté, car la critique trouve les esprits toujours prêts en ce qu'elle ne blesse pas l'opinion. Elle la continue au contraire, mais sans examen et la fausse sans contrôle. Tel est depuis plusieurs générations d'hommes, relativement au mérite absolu des races actuelles, le singulier privilège de l'erreur. Il est bien entendu que nos chevaux sont mauvais, que leurs races sont abâtardies, l'espèce entière est dégradée, vile et méprisable. »

Il y a plus d'un demi-siècle déjà, les auteurs sérieux et impartiaux ne savaient trouver les traces de nos races d'antan si parfaites que dans le souvenir des plaintes répétées sans fondement et sans contrôle. Et en 1909 on les répète avec plus de violence et de regret. Cela se conçoit d'ailleurs facilement. On a toujours tendance à admirer le passé qui, loin de nous, ne nous apparaît que sous un angle spécial. Dégagé de certains détails, il prend une forme tout autre et s'impose à nous sous un jour plus ou

moins exact. Ses imperfections nous échappent et nous le concevons plus beau qu'il n'était réellement et en tout cas plus séduisant que le présent.

Et cette manie de regretter, souvent sans raison sérieuse, le temps passé, est bien vieille ! Horace la connaissait déjà ! Dans son art poétique il traçait le caractère du vieillard et rappelait ce défaut, l'un des plus habituels de cet âge : *laudator temporis acti*.

D'autre part il faut bien s'entendre sur la signification qu'on prête à l'expression : dégénération. Au sens strict du mot c'est la perte de quelque qualité primitive. Ainsi pour le naturaliste le pur sang anglais est un animal dégénéré. Il a perdu la taille et la plupart des caractères distinctifs de la race arabe dont il est né ; il a pris plus de volume, ses rayons se sont allongés, sa taille s'est accrue en même temps que sa vitesse ; pour nous ce sont là autant de perfectionnements, et en le comparant à l'arabe, nous serions plutôt disposé à dire amélioration que dégénération.

Mais l'arabe lui-même qu'on cite si souvent comme le type idéal, que les naturalistes considèrent comme le prototype de l'espèce par sa beauté extérieure et comme qualités intimes, est un animal dégénéré au sens zoologique du mot. C'est une erreur de croire que le cheval arabe est le cheval primitif. C'est un produit et un reflet de la civilisation arabe. « Si jamais animal a été domestique et familier, c'est

bien lui. On le sait, il est en quelque sorte de la famille et s'élève sous la tente. Jamais animal n'a vécu moins indépendant. Rien de ce qui le concerne n'est livré au hasard. Il ne conserve aucune liberté pour se reproduire. Partout c'est la volonté, l'influence de l'homme qui le dominant. Il ne vit pas pour lui mais pour le maître (1). » « L'état le plus complet de servitude est le partage du cheval de l'Arabe du désert : il est toujours entravé de deux ou trois pieds pendant le repos, et pendant l'exercice le plus dur de tous les mors connus et des étriers tranchants le châtient, s'il cesse d'obéir... (2) ».

Dès sa naissance il est l'objet d'une grande sollicitude. « Lorsque le poulain manifeste quelque répugnance à téter, on lui place dans la bouche une figue ou une datte trempée dans du lait salé ; dès qu'il y a pris goût on le porte sous la jument. L'allaitement est surveillé avec sollicitude ; non seulement tout le lait de la mère est réservé au poulain, mais on lui donne encore du lait de brebis ou de chamelle. Quelques jours après la naissance du poulain on lui fend une oreille ou toutes les deux (de préférence une à ceux qui sont nés la nuit), puis on lui met au cou

1. E. Gayot. *La France chevaline*.

2. Perrier, de Bergerac. *Des moyens d'avoir les meilleurs chevaux*.

des amulettes, des talismans supportés par des colliers en laine... (1) »

Nous sommes loin du cheval sauvage, du type primitif. Les chevaux camargues ou les chevaux russes des grands steppes sont certainement beaucoup plus près de l'état de nature. Qui oserait prétendre qu'ils lui sont supérieurs ?

Il est plus logique, semble-t-il, d'accorder au mot dégénération un sens neutre, pourrions-nous dire, sans tendance péjorative.

Et tout le monde alors reconnaîtra qu'il y a dégénération, c'est-à-dire modification des races. Mais il ne faut point, croyons-nous, regretter cette transformation. Nous ne pouvons point, en effet, apprécier en toute sûreté le mérite de deux races à plusieurs siècles de distance. La qualité d'une race, au point de vue économique tout au moins, n'est pas absolue. D'ailleurs, il n'y a rien d'absolu en soi, tout est relatif.

La perfection d'une race est tout entière dans son adaptation la plus complète aux services qu'elle est appelée à rendre. Un lévrier et un chien basset par exemple, bien que complètement dissemblables, peuvent être parfaits chacun dans son genre et relativement à sa destination spéciale.

Mais si rien n'est absolu, rien n'est immuable. Les idées et les besoins de l'homme changent conti-

1. Diffloth. *Races chevalines*.

nuellement, la nature tout entière imprime ou suit cet incessant mouvement de transformations. A des destinations nouvelles il faut des adaptations nouvelles. Le cheval pesant et volumineux qui était si précieux pour les guerriers bardés d'armures n'aurait certainement point la même utilité pour la cavalerie moderne.

Tassé, près de terre et de taille assez restreinte, il permettait au cavalier de frapper plus durement et plus facilement l'ennemi qui combattait à pied. Mais aujourd'hui ces corps à corps sont rares, la cavalerie agit plutôt par ses attaques imprévues et par ses reconnaissances hardies. L'animal a besoin de moins de force puisque sa charge a sensiblement diminué, mais il lui faut plus de rapidité et plus de légèreté.

« La poudre vient enlever aux hommes d'armes leurs pesantes armures ; elles n'étaient plus qu'un poids inutile. Les chevaux n'eurent plus besoin d'autant de force matérielle et les corps soldés qui s'organisèrent à cette époque commencèrent à se remonter dans les contrées où on élevait des races plus légères que celles employées jusque-là dans les usages de la guerre. D'un autre côté, le goût du manège et des jeux équestres, qui faisaient la passion de la jeunesse française, fit rechercher avec avidité les races de chevaux qui avaient plus de vigueur, de légèreté, de grâce et d'élégance. Le cheval du limousin fut le type du cheval recherché à cette époque

pour la guerre et le manège, et c'est de là que date sa brillante réputation (1). »

Mais ce cheval limousin lui-même qui eut son heure de vogue et dont on chante encore si souvent les louanges avec une pointe de regret, devait disparaître bientôt, non point par des croisements hétérogènes et une production moins soignée, mais parce qu'il ne répondait plus aux besoins nouveaux. Lorsque les voies de communication se vulgarisent et en même temps l'emploi des véhicules, ce cheval léger ne suffit plus malgré toutes ses qualités de résistance, de vigueur et de grâce. Il n'est pas assez fort pour trainer les lourds carrosses. On voyage de moins en moins à cheval, le limousin presque spécialisé au service de la selle est donc moins recherché et sa production se ralentit du même coup. Le cheval corpulent et fort a des débouchés nombreux et son élevage prospère rapidement.

Puis les routes s'améliorent, les véhicules deviennent plus légers, on préfère un cheval plus léger et plus rapide. Lorsque les chemins de fer apparaissent, les diligences se font rares puis disparaissent, le postier est menacé et maintenant le petit percheron n'est plus qu'un mythe. Le gros cheval a envahi tous les centres de production, la Bretagne elle-même qui possède une race de chevaux splendides, les postiers bretons, qui sont désormais le seul

1. Houël. *Des différentes espèces de chevaux en France.*

trait d'union entre le cheval de trait lourd et le carrossier se lance peut-être, dans certaines régions, trop aveuglément dans la production du postier lourd qui est bien près du cheval de trait.

« Le postier emphysémateux l'emporte sans conteste dans le Léon sur les données hostiles au pur sang... Le postier lourd a le triomphe mauvais : ce triomphe réduit à néant, s'il persiste exclusif, le recrutement futur de l'artilleur de l'avenir, cet artilleur que seule la Bretagne serait en mesure de réaliser par la souplesse, l'adaptation merveilleuse de la formule du postier de sang (1).

Il y a bien encore le fameux Ardennais qui est tant à l'ordre du jour. On en a beaucoup parlé à la Chambre, dans les milieux sportifs et militaires et dans toutes les revues hippiques. On s'en préoccupe encore davantage maintenant que la création de nouveaux régiments d'artillerie est imminente. Ce petit Ardennais du type postier existe-il ou n'existe-t-il pas, au moins en assez grande quantité pour former un contingent sérieux d'artilleurs ? Nous avouons humblement que nous ne connaissons pas assez l'élevage de cette contrée pour répondre à cette question. Mais on déplore généralement que la race ardennaise actuelle se soit modifiée par la taille, le volume, l'orientation même de ses rayons à

1. Henry de Robien. *Au pays de Cornouaille*.

l'approche des reproducteurs belges et ait perdu une partie de ces extraordinaires qualités de vigueur et d'endurance qui ont fait sa renommée. L'étude très intéressante que M. Henri de Robien a publié, dans le *Sport Universel Illustré*, sur l'élevage dans les Ardennes, constate qu'il subsiste encore quelques beaux et bons spécimens de l'ancienne race. Mais on sent pourtant percer un peu de regret lorsqu'il remarque une production générale, d'un type plus grand, plus gros et moins énergique.

Ce postier ardennais qui est le descendant de ces chevaux merveilleux que portaient allègrement aux champs de batailles les guerriers couverts d'armures et résistaient à toutes les privations et à toutes les fatigues, a hérité de toutes les qualités de ses ancêtres. Pourquoi ne les utiliserait-on pas aujourd'hui.

Toute question d'intérêt régional mise à part, n'y a-t-il pas un peu de ce souvenir et de ce regret du bon temps dans toutes ces louanges ?

Nous ne le savons point puisque nous n'avons jamais vu de spécimens de ces excellentes bêtes. Mais il est très probable que l'élevage ardennais a suivi la même évolution que ceux des autres régions et qu'il s'est attaché à grossir son espèce chevaline. Les sujets que nous avons pu examiner au concours central hippique de Paris tendraient à le prouver. Ce sont des athlètes trapus, à la physionomie expressive,

à la tête fine, aux yeux vifs et à l'allure relativement brillante. Ils dénotent quelque énergie. Mais ceux-là ce sont encore des chevaux de trait, ils n'ont rien du cheval de guerre si vanté. Il peut avoir de la qualité, beaucoup de qualité, mais pour une adaptation nouvelle : le tirage de lourds camions.

Et si on a en vue le cheval d'artillerie, nous comprenons qu'on regrette cette transformation de la race. Ils traîneront incontestablement nos canons sans trop d'efforts, ils les démarreront de toutes les tourbières, mais ne sont-ils pas un peu lourds pour exécuter des mouvements et des déplacements rapides en terrain varié ? Le postier ardennais peut-être mais le gros ardennais trait serait certainement mieux à sa place dans l'artillerie de forteresse, où en cas de siège il fournirait une excellente réserve de biftecks.

Tout cela dans l'espoir de montrer que les races chevalines ont suivi plus ou moins lentement la marche évolutive au même titre que nos besoins ou nos désirs et surtout que cette transformation n'est pas nécessairement une décadence.

Nos espèces chevalines se sont modifiées. Elles n'ont plus les mêmes qualités. Mais de ce seul fait, on ne peut plus conclure qu'elles sont inférieures à celles qui les ont précédées. Nous savons, en effet, que la perfection ne se mesure qu'à l'appropriation de l'animal au service auquel il est appelé. On ne

peut donc point comparer deux races qui ne répondent pas à la même utilisation. Pour faire chorus avec les admirateurs du passé, nous voulons bien admettre que nos anciennes races étaient mieux appropriées aux besoins de l'époque que celles d'aujourd'hui ne le sont au nôtre. Cette appréciation est toute platonique et anodine, puisqu'il n'y a point de contrôle possible. Mais en revanche nous voudrions qu'on convînt avec nous que les chevaux modernes répondent mieux à nos besoins que ne saurait le faire quelque spécimen des vieilles espèces qui ressusciterait avec toutes ses précieuses qualités d'alors.

Mais les adversaires de l'administration des haras ne croient pas à cette transformation presque naturelle et obligatoire. Ils la regrettent et en accusent l'administration qui a jeté la perturbation dans toutes nos races par l'infusion du pur sang, l'abus du croisement et du métissage et la méconnaissance des lois de la nature : influence du sol, du milieu, du climat, indigénat, etc.

Ce sont là autant de critiques qui mériteraient un long examen, et toutes ces questions de reproduction, d'hérédité, d'atavisme, de réversion, d'acclimatation, etc., sont réellement captivantes, mais elles sont si délicates lorsqu'on n'est pas très profondément versé dans ces recherches scientifiques que nous ne ferons que les effleurer.

Théoriquement, dit-on, l'infuslon du sang par le croisement est une utopie parce que la lutte entre deux forces vitales opposées, entre deux hérédités distinctes ne peut pas amener une fusion assez intime pour produire un animal bien équilibré. La fusion ne se fait pas et cela explique pourquoi il ya tant de ratés, tant de non-valeurs dans les animaux issus du croisement.

D'autre part cet animal, fût-il parfait, fera toujours un mauvais reproducteur, car il faut compter avec les lois de l'atavisme et par cela même de la réversion qui entraîneront à leur suite de nombreux mécomptes.

Mais comme le fait justement remarquer M. Le Hello, l'opinion que chacun se fait des effets du croisement et du métissage dépend des idées qu'il a sur l'origine des différences ethniques. « Les créationnistes pencheront vers l'idée de retour forcé et intégral, tandis que les évolutionnistes admettront que les populations métisses peuvent atteindre la fixité. Il est évident que la réversion ne perd pas facilement ses droits, mais ce que nous avons indiqué de la perpétuation de quelques populations métisses peut aussi être une preuve de la puissance des transformations mésologiques sur la destination définitive des individualités mixtes. Ici, comme dans beaucoup de cas, ainsi qu'on l'a dit avec beaucoup de raison, il est dangereux de trop généraliser, du moment

qu'il s'agit d'êtres vivants, nos connaissances en biologie générale étant encore, sur beaucoup de points, fort insuffisantes.

D'ailleurs, pratiquement, la solution du problème est trouvée, puisqu'on connaît des groupes de métis se reproduisant avec fixité, pendant le temps assez prolongé où on a pu les observer (1). »

Il est incontestable que par la sélection et l'accouplement des semblables avec des semblables la réussite est plus assurée. Mais la sélection ne peut produire tous ses heureux résultats que par une très longue persévérance. Dans l'industrie chevaline, tout particulièrement, il faudrait une extraordinaire patience. Le produit amélioré par la sélection ne peut se reproduire que quatre ans après l'œuvre de fécondation dont il est né. C'est un laps de temps très long. Et en admettant que chaque individu apporte sa petite part de perfectionnement, on se rend facilement compte de la lenteur de ce procédé (2).

Certaines personnes pensent que cette amélioration pourrait se produire au bout de trois ou quatre générations. « La chose est d'abord problématique et puis, le tout est d'arriver à cette troisième génération. Même s'il ne naissait que des pouliches, il se

1. Le Hello. *Le pur sang anglais et ses dérivés.*

2 C^t Stiegelmann. *Le cheval dans l'élevage, dans le commerce et dans l'armée.*

passerait dix à douze ans avant que ce résultat fût atteint.»

D'autre part si la puissance héréditaire des semblables accouplés est plus sûre (1), ces semblables ne peuvent transmettre à leurs descendants que leurs qualités propres. S'ils n'ont pas l'énergie et la vigueur qu'on espère et qu'on désire trouver chez le produit, le coffre à avoine ne sera certainement pas suffisant pour lui faire acquérir ces qualités qui n'existent pas dans la race dont il est né. La bonne nourriture est indispensable, on ne saurait trop le répéter, mais elle n'est pas toute-puissante. Elle ne peut développer que ce qui existe en germe chez le produit. Si on veut du sang, il faut donc en infuser, pour cela il faut faire du croisement.

D'ailleurs cette méthode n'est point si désastreuse que certains théoriciens le prétendent. Les Anglais qui ont le sens de l'élevage savent en user avec à-propos et avec succès aussi parce qu'ils ont la notion du dosage. Ils ont créé un chien courant, le fox-hound, qui est d'une construction irréprochable et d'une très grande vitesse, pour cela ils ont infusé à leurs

1. L'appareillement réitéré des reproducteurs nous permet de prévoir très exactement le résultat de nos opérations zootechniques en faisant tendre vers zéro les chances de discontinuité qui s'attachent toujours plus ou moins à la transmission des caractères subgénériques au fur et à mesure qu'ils deviennent plus subgénériques (Baron).

vieilles races un peu de sang de lévrier pour augmenter la rapidité et peut-être aussi un peu de bulldog pour empêcher l'allègement du modèle.

D'autre part la création de notre race anglo-normande est là pour prouver qu'un animal issu de deux races différentes peut transmettre d'excellentes qualités à ses produits et que sa descendance n'est pas nécessairement hétérogène et infailliblement tributaire des forces ataviques.

La période de confirmation définitive du trotteur anglo-normand qu'on peut appeler, dit M. Gallier, la période contemporaine du métissage normand, réduit à néant, par ses résultats, les allégations de ceux qui prétendent que l'anglo-normand étant un métis est un mauvais reproducteur et que métisation par métis ne constitue pas une race.

Fuschià par exemple, le célèbre étalon du Pin qui a une descendance innombrable et dont les produits ont brillé sur les hippodromes et au haras, est un métis de métis. Et pourtant aucun autre étalon ne s'est peut-être reproduit aussi bien que lui et n'a généralement légué autant de qualité à ses enfants.

Sa descendance est si nombreuse dans les haras nationaux que « dans un court laps de temps il ne naîtra plus un trotteur qui ne se rattache plus ou moins étroitement au fameux reproducteur du Pin (1). »

1. *Bulletin de la France hippique*, 31 juillet 1908.

Pour éviter la consanguinité il est donc très difficile d'accoupler ses filles qui sont généralement très scrupuleusement conservées pour la reproduction à cause des qualités qu'il leur transmet en même temps que de la force héréditaire qu'il lègue à la plupart de ses produits; la plupart des étalons de tête sont fils de ce même père ou au plus loin petits-fils.

« Il ne reste guère que Harley devenu bien vieux ainsi que Kalmia et les jeunes reproducteurs, Unicus, Camponac et Batailleur, lesquels ont encore à faire leurs preuves, susceptibles d'être employés pour éviter un inbreeding rapproché sur le fils de Reynolds (1) ».

Fuschià est par Reynolds et Rêveuse. Reynolds est, par Conquérant, fils de Kaporat et d'Elisa par Corsair et une fille de Marcellus (pur sang). La mère de Reynolds, Miss Pierce, est issue d'un métissage triple puisqu'elle est par Succès (par Telegraph et une fille de The Jugler [pur sang]) et par Lady Pierce (américaine). Nous trouvons donc trois sangs différents dans l'origine de cette jument.

Rêveuse, la mère de Fuschià, est encore une métisse par Lavater (par Y... et une jument anglaise) et Sympathie (pur sang).

Nous trouvons ainsi, dans Fuschià, du sang normand, du sang américain, du sang anglais et du sang

1. *Bulletin de la France hippique*, (juillet 1908).

pur. Comment soutenir après cela que le métis ne peut pas fonder une race, alors que ce même Fuschia est à l'heure actuelle considéré comme le reproducteur type qui a tant amélioré la race trotteuse ?

Dans l'origine de James Watt qui a donné naissance à de grands performers du trotting est encore plus avancé dans le sang. Il est, par Phaéton (par The Heir of Line pur sang et La Crocus petite fille de Marcellus pur sang) et par Dame d'honneur (par Vichnou pur sang et M^{lle} de Neuville dont la grand' mère maternelle est par un pur sang).

Toute la race anglo-normande, comme l'indique d'ailleurs son nom, est une métisse, elle est désormais fixée. Dès qu'un poulain naît mal bâti, taré ou disproportionné, il se trouve toujours des gens pour accuser le métissage. Mais il y a des monstruosité et des anomalies même dans les races les plus pures de tout mélange, et à l'heure actuelle il est indiscutable que la race trotteuse est confirmée et qu'elle se reproduit sûrement et assez fidèlement.

De l'avis de certains de ces adversaires, ce n'est pas seulement par ses produits métis et par ses étalons de pur sang, que l'administration jette la perturbation dans l'élevage du cheval. C'est encore par son désir d'unifier toutes les races et sa méconnaissance des lois d'adaptation ou d'indigénat.

« Les variétés végétales, tout comme les races animales, ont chacune une ère géographique déterminée.

Elles dépendent, en effet, du climat, du sol, de la richesse relative en tel ou tel élément, de sa situation culturale. Elles sont pour ainsi dire la résultante de différents facteurs économiques que nous ne pouvons modifier à notre guise.

Par conséquent, autant de régions agricoles différentes, autant de variétés végétales et autant de races animales. Et chacune de ces variétés et races est la meilleure dans le milieu naturel qui lui a donné naissance.

Je ne veux pas dire, Messieurs, qu'il n'y ait pas pour chacune d'elles d'amélioration possible. Mais cette amélioration réside dans une meilleure alimentation, soit du végétal, soit de l'animal et dans un choix meilleur, dans une sélection sévère intelligente des graines et des reproducteurs qu'il faut prendre non dans des régions différentes, mais dans la variété ou la race locale.

L'histoire agricole nous montre que quand le cultivateur a méconnu le principe de la sélection pour avoir recours à des importations ou à des croisements, il s'est presque toujours heurté aux plus graves mécomptes » (1).

Au point de vue scientifique le raisonnement est irréprochable et nous sommes trop persuadé de la toute puissance de l'influence du milieu tant sur le

1. Loi de 1900. (Discussion au Sénat, séance du 9 juillet 1900. M. Fagot).

développement des forces végétales et animales que sur le tempérament et le moral de l'homme lui-même, pour le mettre en doute.

Mais à l'état domestique l'animal est moins esclave de cette influence que la science agricole, bien entendue, sait souvent entraver. L'acclimatation n'est pas un vain mot.

« Le sol et le climat exercent d'abord leur puissance, l'homme démontre ensuite la science, et ce qui le prouve, c'est le parti que les Anglais ont su tirer de la souche arabe en la transplantant dans une contrée si différente de celle qui l'avait vu naître, où cette race importée, loin de s'abâtardir, surpasse maintenant, en taille, en beauté, en qualités de tout genre, les plus nobles familles de l'Orient. On pourrait citer encore comme exemple de la puissance de l'homme, ces chevaux énormes si lourds, si massifs, si différents du type originaire de l'espèce et que produisent certaines contrées de la France : ici l'on ne s'est attaché qu'à grossir les formes, et l'on y est parvenu ; là on s'appliquait uniquement à donner plus d'énergie, de grâce et de légèreté à l'espèce et les efforts ont été couronnés de succès » (1).

D'ailleurs, cette race du cheval de course que l'homme a fixée par une nourriture spéciale, une gymnastique sévère et des soins scrupuleux, montre

1. Wilhelm. *Journal des haras*, t. XI.

d'une façon indiscutable la toute puissance de l'homme.

Elle offre invariablement la même permanence de caractères tant que la production en est poursuivie sous les mêmes influences qui ont servi à la doter de ses qualités et de son aptitude spéciales. Elle est toujours la même depuis longtemps déjà. Le pur sang de course produit à Paris, en Normandie, en Bretagne, en Limousin ou dans le Midi est partout identique, sauf bien entendu les particularités individuelles qui sont une loi de la nature.

Nous ne nierons point cependant que le pur sang ait donné naissance à des claquettes, à des animaux décousus, inutilisables et invendables, que l'anglo-normand lui-même a procréé des produits bien médiocres dans certaines régions. A son point de vue propre l'éleveur ait donc le droit de se plaindre de ses nombreux mécomptes qu'il ne risque pas incontestablement lorsqu'il se livre à la production du cheval de trait. Mais ce n'est pas l'action des haras seulement qu'il faut critiquer, ni ses méthodes de reproduction, ni sa tendance à l'unification des races. Il faut accuser de toutes ces déceptions la difficulté même de l'élevage du cheval près du sang qui est plus variable et plus aléatoire que celui des espèces communes, la mauvaise qualité des poulinières accouplées aux étalons nationaux et beaucoup aussi

la nourriture distribuée avec trop de parcimonie à la mère et aux poulains.

Le croisement et le métissage ne peuvent donner de bons résultats qu'à la condition d'être pratiqués judicieusement. Nous savons que la plupart de nos éleveurs ignorants des lois scientifiques ou terrorisés par quelques préceptes théoriques ne peuvent point pratiquer un juste dosage des sangs différents qu'ils unissent. Ils accouplent leurs poulinières un peu au hasard et quand ils raisonnent cet accouplement ils partent souvent de considérations erronnées. Au lieu d'unir des animaux de type sensiblement semblable quoique de race différente, ils cherchent généralement, par un système de compensation, à corriger le défaut de l'un par une conformation contraire de l'autre. Ont-ils, par exemple, une petite jument tassée, courte dans tous ses rayons ? ils l'accoupleront certainement avec un grand cheval tout à fait longiligne dans l'espoir que le produit sera grandi dans sa taille et dans ses lignes. La nature *non fecit solutus*, on l'a reconnu depuis longtemps, et cette alliance de dissemblables donne en effet souvent naissance à des animaux décousus et déséquilibrés, longiligne dans l'avant-main, bréviligne dans l'arrière-main, etc... Ce sont généralement des chevaux faits en deux morceaux. Il faut donc rechercher des animaux de même gabarit autant que possible. Et cela n'est pas tout à fait la même chose que l'accouplement

exclusif d'animaux de même race, car dans toutes les espèces chevalines il y a des types longilignes et des types brévilignes, bien que l'un ou l'autre modèle domine dans les unes ou dans les autres.

Dans les *Accouplements raisonnés* d'Alasonnière, cette distinction est établie d'une façon remarquable et il y est démontré que l'accouplement entre longilignes et brévilignes donne rarement de bons produits, même si les deux animaux appartiennent à la même race tandis que l'alliance de deux longilignes ou de deux brévilignes est généralement couronnée de succès, même si les reproducteurs sont de souche différente.

Voilà ce qu'il faudrait bien persuader aux éleveurs. Le système des compensations est une utopie et l'alliance des contrastes ne donne généralement que des résultats déplorables.

Le reproducteur le plus détesté de la majorité des éleveurs est sans conteste le pur sang. Cela se conçoit facilement.

L'éleveur qui est généralement doublé d'un laboureur, préfère à cette grande bête efflanquée, fougueuse et capricieuse parfois, les lourds chevaux ou ses gros bœufs qui tirent si docilement la charrette ou la charrue et dont la production est à la fois moins délicate, moins aléatoire et plus rémunératrice.

D'autre part, les premiers produits du pur sang,

qu'on avait préconisé comme l'améliorateur universel et tout puissant, n'ont pas répondu à ces belles espérances. Beaucoup d'entre eux étaient défectueux, tarés et constituaient de ce fait une cause de perte pour leurs propriétaires. Et on en rejetait toute la faute sur l'étalon, sans songer que son influence n'est pas isolée dans l'acte de la reproduction. La qualité de la mère a son importance de même que celle de la nourriture.

On donnait les juments les plus communes et les plus médiocres à l'étalon de pur sang, il ne pouvait point naître des sujets d'élite de cet accouplement, mais on ne songeait point à reporter une part de ces insuccès sur la mère, on accusait uniquement l'étalon de sang pur et le système du croisement.

D'autre part le pur sang anglais qui a été créé, par des soins et une nourriture particuliers, transmet peut-être à ses descendants une nature un peu plus délicate. Ses fils abandonnés à eux-mêmes, sans sollicitude spéciale de la part de l'éleveur, subissent l'influence du milieu et dégénèrent si la science agricole n'y porte pas entrave. Mais nous savons que ce pur sang importé dans les régions les plus différentes demeure partout le même lorsqu'il est entouré des mêmes soins. Le pur sang de course élevé en Amérique est exactement le même que celui qui naît en Angleterre. Avec une nourriture mieux choisie et plus

riche ses issus n'auraient pas donné tant de désillusions à ceux qui les élevaient.

Pour le demi sang la situation est exactement la même, il ne peut donner de bons produits que s'il est judicieusement accouplé et ses descendants ne peuvent conserver les précieuses qualités qu'il leur transmet que s'ils ont une nourriture et une gymnastique rationnelles.

C'est pour avoir ignoré ou oublié que la réussite tenait aux trois éléments dont parle le proverbe : « papa, maman et le coffre à avoine », que nos producteurs ont eu si souvent à déplorer des expériences et des croisements infructueux.

Si nous avons tenu à nous arrêter à ces considérations pour montrer qu'une grande part de l'insuccès des accouplements avec les étalons de pur sang et de demi sang incombait à l'éleveur lui-même, nous sommes pourtant prêt à reconnaître qu'à son point de vue personnel il a raison de se plaindre des désillusions et des préjudices qu'il a subis.

La production du cheval de trait est beaucoup plus sûre, moins coûteuse et plus rémunératrice et l'administration des haras l'en écarte malgré lui. Le cheval de sang ne répond plus aux besoins du commerce depuis le développement de la traction mécanique, et c'est pourtant vers lui que l'Etat tend tous ses efforts, c'est pourtant à lui qu'il octroie toutes ses faveurs et ses subventions ! L'Etat suit une voie **anti-économique !**

« Voilà donc l'éleveur qui, de gré ou de force, fait naître des chevaux aptes au service de la guerre, c'est-à-dire des chevaux de type selle ou rapprochés de ce type. Comme le commerce demande la plupart du temps un cheval différent de ce type et que par conséquent il n'offre qu'un prix très bas de laissé pour compte de la remonte... » le cheval ainsi produit est une cause de perte certaine pour l'éleveur.

« La situation des éleveurs vis-à-vis de l'Etat est exactement la même que serait celle des quincaillers, si ceux-ci n'avaient de l'Etat la permission que de fabriquer des bidons et des marmites de campement à l'exclusion de tout autre ustensile civil ou des tailleurs s'ils ne pouvaient confectionner que des vêtements en drap d'uniforme.

« Les éleveurs ne peuvent pas faire le cheval qu'ils veulent. »

En principe l'Etat n'use d'aucun moyen de coercition pour obliger l'éleveur à produire tel ou tel cheval plutôt que tel autre : nous savons d'autre part que la moitié de l'industrie chevaline échappe à toute action des haras.

L'Etat n'oblige donc point l'éleveur à consacrer tous ses soins au cheval léger. Mais il l'y encourage et l'entraîne malgré lui par les étalons qu'il met à sa disposition pour une somme modique et par tous les prix de concours et les primes de toutes sortes qu'il lui promet.

L'administration des haras conduit donc fatalement le producteur à la ruine, puisqu'elle l'oblige, en connaissance de cause, à faire naître un cheval qui perd chaque jour davantage son utilité, ses débouchés et par conséquent sa valeur marchande. Et tout cela sous le fallacieux prétexte de subvenir aux besoins de la remonte qui n'achète même pas un dixième de ce qui est produit pour elle !

Pourtant nous avons constaté par l'analyse rapide du rapport Bocher que l'administration des haras n'a été organisée que dans un souci militaire. C'est uniquement pour permettre à nos régiments de cavalerie et d'artillerie de se remonter en éléments appropriés à leurs besoins, que l'Etat consent chaque année des sacrifices énormes au profit de l'industrie chevaline. L'administration des haras n'a donc pas le droit d'oublier la mission qui lui a été tracée : améliorer toutes les espèces en vue d'une mobilisation possible, mais s'attacher avant tout à la production du type réclamé par les remontes.

Les officiers de cavalerie qui usent de ce cheval d'armes et qui auraient surtout à en user en temps de guerre, tiennent à ce qu'il ait beaucoup de qualité. Se basant sur les exigences de la stratégie nouvelle, ils demandent un cheval rapide, souple, résistant, ayant enfin une bonne dose de sang. Nous n'avons pas ici à examiner si ces exigences sont bien ou mal fondées. L'administration des haras elle-

même n'a pas à les discuter. Elle est là pour les besoins de la remonte qui achète et qui paie, elle doit suivre l'évolution des désirs de l'armée et par cela même concentrer la grande partie de ses encouragements et de ses allocations sur le cheval léger de type selle. En s'occupant de la production du cheval de demi-sang, elle se cantonne dans la tâche qui lui est imposée par la loi de 1874.

Ces critiques à l'encontre du rôle anti-économique des haras, qui sont justes au point de vue agricole, émanent naturellement des centres producteurs de chevaux de trait. Les éleveurs savent que l'Etat alloue chaque année un fort budget à ceux qui font naître et élèvent le cheval de sang. Ils paient eux mêmes une quote-part de cette somme au même titre que les autres contribuables et ils ne reçoivent rien ou presque rien. Ils s'en étonnent et s'en plaignent. Quoi de plus naturel en effet ? Leurs produits ne sont-ils pas des chevaux comme les autres qu'on comble de faveurs et de subventions ? Ils sont même bien meilleurs, bien plus utiles puisqu'ils sont plus recherchés par le consommateur ! Ils ne s'expliquent point alors pourquoi l'administration reste indifférente aux transformations des besoins économiques et s'acharne à l'amélioration d'une race qui est de moins en moins utilisée et qui par conséquent constitue une maigre ressource agricole. Et comme ils ont un intérêt personnel certain à la voir entrer dans

une voie nouvelle, ils réclament à grand prix un système moins suranné.

Au point de vue agricole, encore une fois, leurs plaintes sont très justes. Mais il faut aussi songer aux besoins du consommateur qui est tout spécialement intéressant ici, puisque ce consommateur, c'est l'armée qui demande de bons chevaux pour assurer notre sécurité.

L'intérêt du producteur et celui du consommateur du cheval d'armes sont diamétralement opposés et on conçoit facilement que le rôle de l'administration qui est sollicitée de part et d'autre avec la même âpreté et dans un sens différent, soit particulièrement délicat. La remonte lui demande du sang, toujours du sang et l'élevage réclame la puissance et le volume. Elle doit ménager ses deux clients et ce n'est point chose facile.

La vogue du cheval de trait, son élevage plus facile, son prix élevé, l'abandon du cheval de demi-sang dans différents services au profit de l'automobile, les mécomptes de sa production et le prix trop bas des animaux réussis éloigne l'éleveur des haras nationaux. Depuis quelques années le nombre des juments livrées aux étalons de demi-sang a diminué de 30 o/o environ, tandis que la clientèle des étalons de trait s'est considérablement accrue. L'administration des haras dans l'espoir d'entraver cet abandon du cheval de sang, a préconisé et acheté un che-

val d'une nouvelle formule : le cheval cultural, a dit M. Hornez. Au point de vue de la production du cheval d'armes, ce type nouveau constitue sans conteste une décadence, car qualité et puissance ne sont point synonymes d'épaisseur, de volume et de viande. Mais l'intention de l'administration est louable quand même ; mieux vaut retenir l'éleveur par l'animal moins bon sans doute que le cheval qui est assez avancé dans le sang que le laisser s'adonner exclusivement au cheval de trait. Si on peut momentanément entraver ce mouvement, il sera toujours plus facile avec l'aide de pur sang ou de bons spécimens de demi-sang d'améliorer les issus du cheval cultural, qu'il ne serait possible de créer une nouvelle race de demi-sang avec les cheveaux de trait. Cet étalon, nouvelle formule, est en somme un moyen terme pour ne pas trop effrayer l'éleveur et l'opinion générale qui s'émeut de voir nos races de demi sang s'alléger d'une façon excessive. Il donne une apparence de satisfaction aux producteurs qui tiennent au gros plus qu'à la qualité. Par contre il mécontente grandement l'armée qui réclame toujours plus de vigueur et de sang, mais par ses ménagements il entrave peut-être une crise irrémédiable qui serait certainement plus préjudiciable à l'armée que cette médiocrité, si on décourageait par trop l'éleveur en ne prenant aucun souci de ses plaintes et de ses pertes.

Nous nous sentons d'ailleurs d'autant plus à l'aise pour justifier jusqu'à un certain point cette orientation nouvelle vers le gros demi-sang, que personnellement nous avons une grande aversion pour ce cheval cultural qui est certainement plus remarquable par son volume et sa chair que par ses réelles qualités. Mais nous croyons très sincèrement qu'entre deux maux : le ralentissement de l'amélioration par un retour au gros cheval toujours moins énergique, moins vif et moins résistant et la décadence complète de l'industrie du cheval de demi-sang, il était juste de choisir le moindre et de ménager l'avenir du demi-sang. La solution n'est certes pas définitive, car ce mouvement conduit fatalement à une impasse, et il sera nécessaire de réagir. Mais la production chevaline traverse une crise difficile qu'un changement complet de système aurait peut-être rendue plus désastreuse et plus ruineuse. Il valait mieux patienter, temporiser par l'emploi du moyen terme, et ce moyen terme était le cheval cultural.

Cependant, si nous estimons que l'administration s'est efforcée de rester dans l'esprit de loi de 1874 en inaugurant un nouveau modèle de reproduction qui n'est en réalité ni cheval de selle ni cheval de trait, précisément parce qu'il a la prétention d'être les deux tout à la fois, nous ne pensons point qu'on puisse persévérer longtemps dans cette voie.

A l'heure actuelle le mouvement est définitif et

irréremédiable. Le cheval de sang est abandonné dans un grand nombre de centres d'élevage, le cheval de trait lui-même en prenant plus de volume s'éloigne de plus en plus du type utile à l'armée, même pour l'attelage de ses canons. Il est donc bon de songer à réviser un peu cette loi de 1874. Il faut l'adapter aux circonstances nouvelles.

Il est entendu que tous les efforts des haras seront impuissants à faire revivre et à généraliser l'élevage du demi-sang, parce qu'on ne peut pas soutenir efficacement une industrie qui manque de débouchés. Il faudra donc concentrer toutes les ressources de l'administration sur les régions où on se livre à cet élevage avec succès. « Là, au contraire, où l'expérience aura démontré que l'élevage du demi-sang donne de nombreux déboires et ne peut se généraliser utilement, l'administration des haras peut et doit même, je ne dis pas s'en désintéresser, puisqu'il existe quand même, dans ces régions, des éleveurs de demi sang qui méritent qu'on les soutienne, mais restreindre son intervention » (1).

Peut-être même faudra-t-il aller plus loin et supprimer quelques dépôts d'étalons qui n'ont plus qu'une clientèle dérisoire et en reportant les ressources dont ils disposaient au budget de certaines cir-

1. Budget de l'agriculture au Sénat. (*Bulletin de la France hippique*, 31 janvier 1908.)

conscriptions où on pratique encore l'élevage du demi-sang. Ce serait logique et profitable et au budget et à l'amélioration même de la production.

On ne peut pas songer à maintenir l'élevage du demi-sang. Les naissances se restreindront fatalement. Il semble donc bon que certaines contrées plus favorisées par le climat, le sol, les herbages, les reproducteurs déjà acclimatés et améliorés, l'expérience même de ses habitants, se spécialisent dans cette production. L'émulation sera plus grande, l'action des haras plus facile et plus favorable, et les dépenses seront moins considérables au budget de l'agriculture et en même temps au budget de la guerre, puisque la production du cheval d'armes étant concentrée dans certaines régions, il faudra moins de dépôts de remonte et de comités d'achats.

Il est désormais inutile de gaspiller sur tout le territoire des sommes importantes pour favoriser quelques vestiges des races légères disséminées de ci de là, car ces dépenses seraient beaucoup plus productives dans ces contrées où on pourrait peut-être maintenir l'élevage si on lui venait largement et efficacement en aide.

Mais pour cela il faut moderniser la loi de 1874 qui impose à l'administration des haras d'exercer son influence dans tous les centres de production et sur toutes les races chevalines.

Il faut aussi créer un débouché à ces chevaux de

demi-sang dont les seuls acheteurs seront bientôt les dépôts de remonte. Le cheval de selle ne sera jamais recherché en assez grande quantité pour que ce seul débouché suffise à maintenir sa production. Si on veut le demi-sang galopeur, il serait bon d'instituer pour lui, comme on l'a fait pour le pur sang et le trotteur, des épreuves nombreuses et richement dotées qui seules pourront imprimer à cette industrie chevaline un élan vraiment sérieux.

Pour terminer cette étude de l'action directe du haras, nous mentionnerons l'existence de la jumenterie de Pompadour, entretenue par l'Etat en vue de la reproduction de l'arabe pur et de l'anglo-arabe dont voici l'effectif au cours de l'année 1907 (1).

1^o Poulinières

	Juments de pur sang			
	Anglais-Arabe		Anglo-Arabe	Total
Effectif au 1 ^{er} janvier 1907.	10	17	33	60
Pertes { Mort . . .	»	»	»	»
en cours { Vente . . .	»	»	2	2
d'année. { Abattage. .	1	»	1	2
	9	17	30	56
Entrée en cours d'année des jeunes poulinières provenant de l'élevage du haras	»	1	3	4
Effectif au 31 décembre 1907	9	18	33	60

1. Rapport de l'inspecteur général directeur des haras (1908).

20 *Produits*

	Poulains				Pouliches				Production totale			
	Anglais	Arabe	Anglo-arabe	Total	Anglais	Arabe	Anglo-arabe	Total	Anglais	Arabe	Anglo-arabe	Total
Existence au 1 ^{er} janvier 1907	1	8	29	38	»	6	18	24	1	14	47	62
Production de 1907.	»	7	15	22	»	3	18	21	»	10	33	43
Totaux	1	15	44	60	»	9	36	45	1	24	80	105
Produits morts.	»	»	1	1	»	»	4	4	»	»	5	5
Produits abattus.	»	1	1	2	»	»	»	»	»	1	1	2
Produits vendus	»	2	5	7	»	2	6	8	»	4	11	15
Produits pores étalons ou poulinières.	»	1	5	6	»	1	3	4	»	2	8	10
Totaux des pertes.	»	4	12	16	»	3	13	16	»	7	25	32
Existences au 31 décembre 1907.	1	11	32	44	»	6	23	29	1	17	55	73

CHAPITRE V

Les Courses

« Les courses ! voilà un titre gros de discussions et d'orages ! Les courses ! sujet vaste et complexe, car il touche à toutes les opérations, à tous les détails de l'industrie chevaline, à toutes les questions de science et de pratiques sans lesquelles il n'y aurait ni bonne production, ni amélioration, ni débouché avantageux (1). »

Depuis 1849, époque à laquelle ces orages menaçaient déjà et où Gayot les prévoyait plus terribles encore, l'encre a coulé à flots ; et à flots impétueux et bruyants. Les polémistes ont été nombreux et ne se sont ménagés ni les critiques sévères ni même les injures !

Si on a si souvent bataillé autour de cette constitution, c'est certainement parce qu'on s'est plutôt attaché aux inconvénients, aux excès et à la mau-

1. E. Gayot. *La France chevaline*.

vaise application du système qu'à l'examen du principe lui-même. Mais quand on réfléchit en toute impartialité et sans arrière-pensée, on est bien obligé de reconnaître que les courses sont une nécessité même si on en déplore les abus et les errements.

D'ailleurs cette utilité des courses a été reconnue depuis bien longtemps. Bourgelat écrivait dès 1770 : « Par elles la race des chevaux (en Angleterre) a été totalement changée et la race vile et méprisable qui avait précédé celle-ci, s'est entièrement évanouie.

« Elles ont été le plus sûr moyen de juger de la vigueur et de la bonne organisation des chevaux, de distinguer ceux qui pourraient démentir leur origine et de choisir, sans crainte de se tromper, parmi ceux qu'on peut regarder comme bons, les animaux qui méritent d'être préférés pour le service des cavales, car il faut avouer que l'inspection seule ne sauvera jamais l'homme, le plus profond et le plus exercé dans cette partie, du malheur de souvent errer en ce qui concerne le fond du caractère et du tempérament de l'animal et des différentes qualités intérieures qui en constituent la force et le courage.

« Prétendre, à l'imitation de quelques personnes, que le goût des Anglais pour les courses et les chevaux ne tient qu'au besoin de ce peuple, qui, naturellement triste et mélancolique cherche à se donner

un mouvement et des secousses salutaires, c'est, selon nous, méconnaître l'esprit de cette nation... »

A la même époque, Le Boucher du Corso estimait qu'il fallait « encourager l'éducation des bons chevaux et produire la perfection des races » et que le meilleur moyen était de donner une gratification pécuniaire au propriétaire du poulain qui sera jugé le plus beau et le meilleur « mais, ajoute-t-il, comment être impartial dans le jugement ? L'inspection est souvent fautive. Il faut établir dans notre province (Bretagne) des courses à l'instar anglais. Il faut que ce soit le cheval vainqueur qui obtienne la gratification ».

En 1798 Eschassérieaux jeune demandait au Conseil des Cinq-Cents l'organisation des courses en rappelant les jeux antiques et solennels. Le rapport entre l'utilité des courses et les concours antiques de chars n'était peut-être pas très intime, car c'était certainement moins la qualité des chevaux que la hardiesse et l'adresse du conducteur qu'ils mettaient en valeur. Mais il faisait, dans son exposé, suffisamment ressortir les avantages des institutions.

Toutes les raisons qu'on donnait en faveur des courses sont encore valables de nos jours.

Les concours sont en effet des exhibitions où on peut apprécier seulement le modèle, la beauté du produit. Mais la beauté du cheval n'est pas une abstraction. Ce n'est pas exclusivement l'harmonie des

formes, mais l'adaptation de l'organisme aux services que l'animal est appelé à rendre. Comme le dit si justement Gayot, la perfection d'une race ne consiste pas dans un modèle idéal, elle est tout entière dans sa plus grande appropriation à l'usage, à l'emploi, aux services auxquels sont appelés les individus ; leur production ne peut avoir d'autre but.

Il fut un temps où la croupe horizontale était à la mode, maintenant on préfère la croupe inclinée, qui est pourtant d'un aspect moins séduisant, parce qu'on s'est aperçu que cette orientation des rayons était plus avantageuse chez le cheval de selle.

M. de Gasté définit le bon modèle du hunter qui doit être osseux, anguleux, surtout ogival, bâti en coin, l'encolure plate et légère, le garrot très développé, proéminent, etc. Présentez à un profane ou à un charretier un animal de ce modèle, s'il est un peu bas d'état et si toutes les saillies des coups de hache sont trop prononcées, il ne le trouvera certainement point beau et lui préférera, l'un, quelque cheval aux formes arrondies, à l'aspect plus symétrique ou au poil luisant, et l'autre, quelque animal volumineux, chargé de graisse et doué d'un large poitrail.

Mais en supposant même que le modèle soit bien défini pour telle ou telle espèce, l'examen des formes ne suffit pas pour juger l'animal. Pour que le cheval soit bon il faut qu'il soit bien construit et en-

core les exceptions sont-elles nombreuses ! Mais il faut autre chose que cette perfection de la forme, il lui faut la qualité interne qui imprime la vitalité et la vigueur à cet organisme. Et s'il est quelques chevaux dont le gabarit laisse à désirer, qui sont bons, il y a peut-être encore plus de beaux chevaux qui sont très très médiocres. La bonne construction est une garantie précieuse, mais les beaux voleurs sont malheureusement nombreux.

Pour connaître la qualité d'un cheval, le simple examen ne suffit pas, il faut encore éprouver ses mérites réels. Le seul moyen pour un animal destiné au service rapide est de lui imposer une course où il pourra donner la mesure de sa vitesse de son souffle, de son courage et de son énergie.

Mais les courses ont encore une autre utilité. La préparation du sujet et son entraînement obligent l'éleveur à le mieux nourrir dès son jeune âge. Et on s'accorde généralement à reconnaître que plus l'animal aura reçu une nourriture choisie et substantielle, plus son hygiène aura été soignée, plus il aura de qualité.

Le simple particulier qui veut acheter un cheval ne manque point d'essayer l'animal avant de l'acquérir. Même s'il tient avant tout à l'esthétique, à la distinction d'une bête de parade il l'essaiera encore, ne serait-ce que pour juger de sa douceur.

Pour le choix des animaux qui sont destinés à la

production et dont les qualités et les défauts auront leur répercussion sur un grand nombre de sujets, il est bon, semble-t-il, de se montrer encore plus exigeant que pour un animal de service. Pour connaître ses qualités, il faut un essai préalable et le seul possible et praticable c'est l'épreuve publique.

Les premières courses connues en France eurent lieu à Semur. Mais elles n'avaient point la portée d'une institution avec un but bien défini. La distraction des habitants était leur unique raison d'être.

Puis vinrent les paris, les courses même organisées en 1776 dans la plaine des Sablons, en 1777 à Fontainebleau, en 1781 à Vincennes, etc.

Mais la véritable organisation date seulement du décret impérial du 31 août 1805.

Depuis cette époque les modifications ont été nombreuses quant aux conditions d'engagements, au poids, aux épreuves en partie liées, aux distances, au maximum de temps imposé, aux épreuves à plusieurs degrés, etc.

La fondation du Jockey-Club (plus connue sous le nom de Société d'Encouragement) en 1833 donne une impulsion nouvelle à l'institution. Il concentre tous ses efforts sur la production du cheval de pur sang qu'il considère comme la base essentielle et indispensable de toute amélioration. Ses premières ressources dépassèrent à peine 20.700 francs. En 1857 il disposait de 134.500 francs, plus une subvention d'Etat

de 37.000 francs. En 1865 son budget augmenté d'allocations diverses se montait à 498.000 francs. Il se sent dès lors assez fort et assez riche pour vivre d'une existence propre et obtient, par un arrêté ministériel de 1866, la direction absolue en France, de la production du pur sang, en même temps d'ailleurs que la société des steeple-chases et la Société d'Encouragement à l'élevage du demi-sang obtenaient le monopole de la direction des épreuves d'obstacles et des courses au trot.

Ces sociétés, malgré leur autonomie, continuaient à recevoir d'importantes subventions de l'Etat.

En 1906 il y a eu 5.526 épreuves diverses et 5.576 en 1907 se décomposant ainsi :

Courses plates	2.007
Courses d'obstacles.....	1.760
Courses au trot.....	1.809

En 1906 il y avait eu 950 réunions sur 426 hippodromes avec un total de prix et de primes s'élevant à 16.728.941 francs. En 1907 les prix et les primes ont atteint 17.376.108 francs distribués en 975 réunions organisées sur 434 hippodromes.

Voici l'origine et l'affectation de ces divers encouragements :

	Courses plates	Obstacles	Trot
	Francs	Francs	Francs
Etat	317.950		417.350 (1)
Départements	75.100	47.625	155.035
Sociétés (sur leurs propres hippodromes)....	6.532.635	4.500.966	1.144.560
Sociétés (en dehors de leurs hippodromes)...	1.257.050	1.086.340	259.000
Villes	370.285	271.412	98.170
Divers	392.175	355.210	95.245

Dans ce tableau sont comprises les primes réservées aux éleveurs ayant fait naître les gagnants de certaines courses. Ces primes se sont élevées en 1907 au chiffre de 560.090 francs.

L'ensemble des allocations de 1907 est supérieur de 647.167 francs à celui de 1906.

Aujourd'hui, comme le dit M. Gallier, tous ceux qui, par goût ou par profession s'intéressent à la production chevaline, sont d'accord pour reconnaître qu'en principe les courses sont indispensables pour juger du mérite et de la valeur des reproducteurs.

Mais les profanes qui ne prennent point soin de dissocier le principe de l'application se montrent très

1. Rapport de l'inspecteur, directeur général, 1908 (y compris 72.000 francs réservés aux épreuves d'étalons : 17.000 pour le galop et 55.000 pour le trot.

sévères à l'encontre de l'institution. Et il y a tant d'abus qu'ils ont beau jeu !

Les courses ! mais c'est un passe-temps futile quand ce n'est pas un spectacle déprimant !

Sur les hippodromes de province, le mal n'est pas grand, il se réduit à quelques milliers de francs gaspillés sous prétexte d'amélioration chevaline. Ils ne servent réellement qu'à rémunérer quelques propriétaires qui viennent distraire les populations. On va aux courses par tradition, parce que cette réunion annuelle est passée dans les mœurs et constitue un puissant divertissement. Quelques amateurs examinent les concurrents, mais on parle le plus souvent de tout autre chose, les dames exhibent de belles toilettes et critiquent celles des amies. Mais qui songe à l'amélioration des races chevalines ? Et à qui faire croire que ces épreuves où ne figurent que de médiocres rebus de l'élevage peuvent avoir quelque influence sur l'amélioration ?

A Paris et dans les grands centres de déplacements, Deauville, Vichy, Nue, Pau, etc., le gaspillage est plus considérable ; il est surtout plus déplorable car il a une grande force démoralisatrice. Le côté mondain et l'apparition des modes nouvelles sont la grande attraction de la journée pour quelques personnes. Mais la passion du jeu seule fait tout le succès de ces réunions hippiques. Les turfistes se ruent vers le guichet sans se soucier du modèle ou des

tares des concurrents ; cela se comprend d'ailleurs, car ils ne peuvent que les entrevoir avant le départ. Ils se préoccupent de la monte, de l'écart de victoires ou de places du jockey, de l'entraîneur ou du propriétaire, ils se livrent à des calculs et à des combinaisons de toutes sortes, ils sont en quête du dernier tuyau. Et voilà ce qu'on nous représente comme des réunions instituées en vue de l'amélioration des races chevalines !

Il faut avoir circulé parmi cette cohue de gens qui se pressent affairés vers le mutuel, qui griffonnent leurs journaux, qui discutent, s'interpellent et s'associent même sans se connaître et se soucier des différences de classes, pour apprécier toute l'horreur de cette passion qui les rassemble. A la cloche, tous les commentaires, tous les cris se taisent, ils s'élancent vers les balustrades le cœur angoissé pour surveiller la place de leur cheval au passage du peloton. Dans les courses d'obstacles l'émotion est plus intense encore, car à l'incertitude de la course vient s'ajouter la crainte d'une culbute.

Il faut avoir entendu ces longs soupirs de soulagement au passage de l'obstacle, ces cris d'enthousiasme ou ces rugissements de rage, pour comprendre l'influence déprimante de cette fièvre du jeu.

Et tout cela pourtant sous la haute protection de l'Etat qui tolère ces paris éhontés et spéculé sur la passion du jeu !

Le pari mutuel est cependant indispensable pour permettre aux sociétés de courses de vivre et de distribuer les sommes énormes qui sont nécessaires pour indemniser les propriétaires de leurs frais d'élevage et d'entraînement qui sont très élevés. Sans pari mutuel, pas de courses possibles. Nous avons montré que ces épreuves sont indispensables pour juger du mérite des chevaux, nous devons donc conclure au maintien du pari mutuel malgré son influence néfaste sur la mentalité des habitués des hippodromes. Mais en outre il ne faut point tomber dans un excès de sensiblerie et se laisser émouvoir trop vite par quelque fait divers qui nous contera le suicide d'un individu qui a laissé tout son pécule sur les hippodromes. La suppression du pari mutuel ne tuerait point du même coup la passion du jeu. Les joueurs trouveraient un autre moyen de risquer leur argent. La passion existe, la loi serait impuissante à la détruire. Mieux vaut encore que ces paris qui sont volontairement faits profitent à l'élevage et aux dotations charitables qu'on prélève chaque année sur les bénéfices du mutuel. C'est un impôt plus ou moins moral, c'est entendu, mais il a en revanche cet avantage d'être versé de plein gré.

Si tous les hippoloques reconnaissent généralement l'utilité des courses, la plupart d'entre eux critiquent les défauts et les abus du système.

Créées comme un moyen, elles sont devenues un

but. Elles n'étaient tout d'abord qu'une épreuve nécessaire pour s'assurer de la vigueur et du fond du cheval. Elles sont devenues une spéculation. Elles n'ont plus qu'un but, la vitesse, qui entraîne à produire un animal spécialisé à outrance et absolument en désaccord avec le genre de services qu'on demande à ses produits.

Créées pour améliorer la race chevaline, elles ont conduit à une déformation du squelette qui rend le cheval moins apte à toute destination autre que l'hippodrome.

Courses au galop. — L'ouvrage de M. Sincère est très intéressant au sujet de la modification des conditions des épreuves et de son influence sur le modèle du cheval de pur sang.

A ses débuts, dit-il, la Société d'Encouragement a vécu sous l'égide et la surveillance étroite de l'administration des haras qui s'efforçait alors de favoriser le fond et la résistance.

Dès 1860 les sociétés particulières s'efforcent d'acclimater les procédés anglais, c'est-à-dire les courses pour chevaux de deux ans avec des parcours réduits.

La Société d'Encouragement qui secoue insensiblement le joug de l'administration multiplie bientôt les épreuves réservées aux chevaux de deux ans.

Nombres de courses

Années	Deux ans
1840	15
1850	14
1860	55
1865	46
1875	115
1880	219
1890	331
1895	497
1903	764

Cette orientation nouvelle dans les programmes de la Société d'Encouragement eut une répercussion sur l'élevage. Les chevaux anglais étant spécialisés depuis plus longtemps sur les petites distances, les propriétaires firent de nombreuses importations.

Il faut, en effet, une aptitude spéciale pour ces parcours réduits, et cela explique pourquoi les gagnants de la poule d'essai qui se court sur 1.600 mètres ont si rarement brillé dans les épreuves de plus de 2.100 mètres et pourquoi aussi peu de gagnants des prix du Cadran, Rainbow ou Gladiateur ont réussi à remporter des épreuves classiques inférieures à 2.400 mètres.

Les sujets de famille anglaise sont meilleurs sur

les petites distances que les descendants de nos anciennes familles françaises.

Mais à cette différence d'origine et d'aptitude correspond une conformation spéciale. *Hermit*, *Atlantic* et *The Bard* (importés) se distinguent par le développement de la musculature et la prédominance très marquée de l'arrière-main, au détriment de l'avant-main.

Hermit avait même le dos infléchi.

Leurs produits ont généralement hérité de ces particularités. Ils ont très souvent une encolure assez courte, la poitrine largement ouverte mais peu profonde ; les épaules sont bornées ; ils ont fréquemment le rein plongé, la croupe soulevée et très puissante, une volumineuse musculature mais un système osseux insuffisant.

Monarque et *Fitz Gladiator* au contraire, étaient des chevaux d'une extrême distinction, proportionnés, harmonieux, équilibrés, très étendus dans leurs lignes, très profonds dans leur poitrine avec une charpente osseuse très développée.

C'est qu'en effet, dit-il, les stayers galopent par l'extension naturelle de leurs grandes régions, tandis que les flyers doivent leurs qualités d'extrême vitesse à leur puissance remarquable de contractions musculaires.

D'après cet auteur, la spécialisation dans les épreuves à courte distance aurait apporté une déforma-

tion dans le modèle. Ses observations sont sérieuses et correspondent en outre aux données scientifiques. On sait en effet que le type à étendue de contraction acquiert la vitesse par l'étendue de ses foulées, tandis que l'animal à intensité de contraction doit la rapidité de son allure à la répétition de ses gestes. Et on sait en outre que les muscles courts se prêtent plus facilement aux contractions brusques et rapides que les muscles qui ont une étendue plus considérable.

Dans ces conditions, la modification du modèle est facile à expliquer par la sélection. En même temps que le nombre des épreuves de courtes distances s'accroît, les éleveurs mènent leurs poulinières aux étalons spécialistes sans se soucier ni de leur mauvaise conformation ni même de leurs tares.

Cette orientation nouvelle vers ces déboulés rapides de quelques centaines de mètres seulement du *starting gate* ou poteau d'arrivée est désastreuse, car cette extrême vitesse qu'on recherche actuellement n'est point la qualité essentielle du bon étalon de croisement en vue de la production du cheval d'armes. Et c'est pourtant là le but unique et la seule raison d'être des courses !

Il faut des épreuves pour juger et développer les qualités internes, le sang, l'énergie et l'endurance, mais elles ne doivent pas amener une déformation du squelette qui est préjudiciable à l'équilibre même

du sujet. Tous les vrais amateurs et tous les officiers de cavalerie attachent une grande importance à l'orientation des rayons et surtout à la forme ou développement et à la situation du garrot qui constitue le point de force du cheval de selle.

Or, nous venons de voir que les flyers ont généralement l'arrière-main beaucoup plus développée que l'avant-main, ils sont légèrement bâtis en lièvre, l'épaule est devenue plus courte, elle a pris une orientation plus verticale, le garrot s'est approché des oreilles et l'animal a perdu l'équilibre qui lui était nécessaire pour porter du poids. On répond à cela : l'animal n'a rien perdu à ses qualités puisqu'il galope plus vite.

En course peut-être ! Mais le train de course n'est pas une allure naturelle. Il semble même que pour cette extrême vitesse il y ait avantage à charger davantage l'avant-main, car depuis la vogue de la monte américaine, le jockey se porte complètement sur l'encolure du cheval.

Mais dans l'équitation normale il n'en est plus ainsi et il est démontré que le cheval qui est bien équilibré, qui a le garrot en arrière, qui sangle bien en un mot se fatigue moins que tout autre.

On a beaucoup critiqué, en dehors même de toute influence déformative, les courses de chevaux de deux ans qui ruinent trop tôt de jeunes sujets par la préparation qu'on leur impose. Mais on fait valoir

en revanche la précocité que leur vaut une nourriture abondante et substantielle, etc., ou encore la nécessité de permettre aux propriétaires d'utiliser les jeunes des animaux dont les frais d'entretien sont considérables. Ce sont des considérations trop techniques pour que nous nous y attachions.

La question des handicaps a été souvent soulevée. Dans les épreuves handicaps on égalise les chances des concurrents en imposant quelques kilos de surcharge aux meilleurs chevaux selon leurs qualités respectives. Il est certain que c'est un singulier moyen de favoriser et de primer le meilleur produit, en l'écrasant sous le poids ! Mais ces épreuves sont généralement moins nombreuses et surtout moins richement dotées. Et il faut bien que les animaux de second ordre aient quelques moyens de gagner leur avoine. Si les grands cracks se partageaient toutes les subventions, l'industrie du turf périrait bien vite, car les pertes seraient trop considérables et les chances de gains trop rares.

S'il suffisait d'accoupler une poulinière célèbre avec un grand performer et de bien nourrir le produit pour avoir la certitude de posséder un crack, on pourrait se contenter de primer les animaux d'élite seuls. Mais certaines juments sans performances ont donné souvent des poulains de valeur et pour avoir plus de chance d'obtenir un grand nombre d'animaux de qualité, il est bon que les naissances

soient nombreuses. Pour cela il faut offrir des rémunérations assez importantes même aux poulains moins doués.

Courses d'obstacles. — Elles ne peuvent point prétendre à un premier rôle dans l'amélioration, car les chances d'accidents qu'elles présentent éloignent les meilleurs sujets.

Cependant la société des steeple-chases se proposait le double but de sélectionner des chevaux doués de l'aptitude sauteuse bons à être employés pour le croisement et de former des cavaliers hardis. A l'exemple de l'Angleterre, où ces épreuves se couraient à travers champs par des gentlemen qui montaient leurs chevaux de chasses habituels, on commença par les courses à travers champs aussi, puis on en vint aux hippodromes avec des obstacles artificiels, mais sévères. Les parcours étaient longs et il fallait des chevaux doués de grandes qualités et d'une bonne aptitude. Certaines écuries produisaient des chevaux uniquement en vue de ces épreuves, et si on avait persisté dans cette voie il existerait probablement une branche du pur sang plus forte et spécialisée dans les épreuves de steeple.

Mais la plupart des propriétaires recrutèrent leurs chevaux parmi les concurrents du plat et le train des courses d'obstacles étant devenu plus rapide il fallut diminuer la sévérité des parcours. Actuelle-

ment la plupart des obstacles sont insignifiants. Les steeple-chasers anglais se sont moins transformés que les nôtres, car les parcours y sont plus durs. Cela explique fort bien le peu de succès des chevaux d'Outre-Manche dans nos grandes épreuves d'obstacles où ils sont battus par une allure trop rapide.

Les courses de haies sont encore moins intéressantes car les obstacles sont moins sérieux et la vitesse y est encore plus grande.

On a fait encore grief à la Société des steeple-chases d'admettre les chevaux hongres dans les épreuves. Ils ne sont point en effet intéressants au point de vue de la reproduction ; et pour cause ! L'objection est assez juste. En écartant les chevaux hongres les champs seraient plus largement ouverts aux concurrents qui ont au moins la possibilité d'exercer une influence quelconque sur la production. Cette exclusion serait d'autant plus désirable que les chevaux hongres sont moins irritables, moins nerveux que les chevaux entiers et sont de ce fait plus faciles à créancer, plus dociles sur l'obstacle et plus redoutables aussi pour d'autres concurrents qui sont pourtant appelés à jouer un rôle dans l'amélioration.

On a réclamé bien des modifications aux règlements de la Société d'Encouragement et de la Société des steeple-chases : fermeture d'un certain nombre de certains hippodromes qui ne sont que des sociétés

financières, suppression des courses de deux ans, augmentation des poids et des distances, rétablissement des courses en partie liées, retour aux obstacles sérieux, examen par une Commission spéciale des haras, des concurrents susceptibles d'être admis sur le turf à l'exclusion de ceux atteints de tares héréditaires ou n'ayant point la conformation d'un bon reproducteur.

En principe nous sommes prêt à reconnaître que la plupart des doléances contre les abus du système sont très justes et que certaines propositions sont très sérieuses et méritent d'être examinées soigneusement par les sociétés et par les haras. Mais encore faut-il tenir compte de la réalité des faits, des difficultés, des intérêts, etc., et ne point innover trop brusquement, car un changement complet et immédiat dans l'état de chose actuel entraînerait peut-être la chute de tout le système. Et du jour où il n'y aura plus de pari mutuel, les sociétés perdront toutes leurs ressources et l'élevage du pur sang sera anéanti. Certaines personnes s'en réjouiraient peut-être car il y a encore des gens, et des gens de science même, qui prétendent que du jour où la grande et inutile gazelle aura disparu des écuries de nos dépôts, l'espèce chevaline renaîtra enfin et reprendra sa beauté, sa puissance et ses qualités d'antan. Tout dépend bien entendu du service qu'on réclame du cheval, mais pour ceux qui veulent aller vite et long-

temps, il n'y a encore que le cheval de sang ou près du sang. La suppression du pur sang comme étalon de croisement conduirait fatalement à un retour vers les espèces lymphatiques.

Courses au trot. — Depuis l'organisation complète en 1907 des réunions d'hiver à Vincennes, le trotting a définitivement conquis droit de cité auprès du public parisien. Et il est assez curieux de constater que cette vogue, dont les courses au trot jouissent auprès des habitués des hippodromes, s'accroît en même temps que l'institution est le plus décriée dans les milieux sportifs qui songent avant tout à l'amélioration du cheval de selle et de guerre.

Les premières bases du système ont été jetées par Houël. Il a été organisé sur son initiative en 1836, mais son extension véritable date seulement de l'arrêté du 30 septembre 1846 qui prescrit « qu'aucun étalon ne sera acheté par les haras, s'il n'a été éprouvé en concours public, soit dans les courses générales, soit dans des luttes particulières ouvertes à cet effet ».

Un autre arrêté du 12 avril 1849 soucieux d'encourager non seulement la vitesse de l'animal, mais encore sa bonne conformation, édicta que tout cheval entaché d'une tare héréditaire sera exclu de même que celui qui « sans être taré n'aurait pas la construction désirable chez l'étalon ».

Puis la Société d'Encouragement pour l'améliora-

tion du cheval français de demi-sang se fonda en 1864 et imprima une impulsion nouvelle à l'institution.

Il est inutile de revenir sur la nécessité des épreuves pour encourager et juger la qualité des reproducteurs, pour exciter l'éleveur à mieux nourrir et à mieux soigner le poulain, etc. Les courses au trot ont la même utilité dans leur domaine propre que les courses au galop. Mais elles ont donné lieu aux mêmes abus ; on a tout sacrifié à la vitesse sans se soucier de l'esprit de l'arrêté de 1849 qui tenait si grand compte de la bonne conformation des sujets.

Au point de vue de la vitesse, le progrès est incontestable et il est bien rare que chaque année le record ne soit pas abaissé de quelques secondes et que la moyenne même des vitesses antérieures ne soit pas dépassée. En 1908 on compte plus de douze trotteurs français qui aient couru le kilomètre en moins de 1'30" : *Astruc*, 1'24'1/2 ; *Custer*, 1'25"1/10 ; *Arthur*, 1'26"1/2, etc.

Mais c'est précisément cet excès de vitesse qui a fait l'objet des critiques.

L'allure naturelle du cheval qui donne la mesure de ses moyens est le galop. Le cheval abandonné à lui-même va au pas et au trot, a une allure modérée, mais aussitôt qu'il est poussé il prend le galop. Or, dans le trot de course on lui impose une allure spéciale qui n'est ni trot ni galop et une vitesse qui

dépend moins de sa qualité réelle que de sa conformation et d'un certain truc de gestes qu'il acquiert par l'entraînement. Il n'y a qu'à examiner deux chevaux : l'un trotant à une allure régulière et normale, l'autre passant au train de course pour se convaincre que le mécanisme de ces deux trots n'est point le même. Le trot normal est une allure en deux temps où les membres en diagonale se meuvent simultanément. Dans le trot de course l'allure est souvent désordonnée et généralement en quatre temps, l'animal est détraqué.

L'étude la plus intéressante à ce sujet est l'ouvrage de M. de Gasté sur le « Modèle et les Allures » et il nous semble nécessaire de nous y arrêter quelques instants (1).

Un cheval complet, dit-il, doit être détenteur d'une très grande qualité dans un corps irréprochablement construit.

Or, de ses constatations photographiques et anatomiques, il résulte que le trot de course n'est pas autre chose qu'un truc de mouvement.

« Et on sélectionne depuis cinquante ans tous les chevaux de demi-sang du Nord et de l'Ouest de la France, en ne tenant compte que du plus ou moins

1. Il mérite même d'être lu très attentivement par tous ceux qui s'intéressent à la question chevaline, car il est très bien écrit et d'une logique admirable.

d'aptitude qu'ils possèdent à produire ce truc au lieu de les sélectionner suivant leur qualité réelle.

Certains chevaux augmentent l'étendue de leur enjambée postérieure et produisent ainsi du trot de course en passant les postérieurs entre ou à côté des antérieurs.

La très grande majorité des normands, 80 à 90 o/o emploient un autre artifice : ils produisent du trot de course par la déviation de l'angle scapulo-huméral. Cet angle entrêmement fermé grâce à l'horizontalité de l'humérus, leur permet de relever l'antérieur très rapidement, très brusquement pour laisser passer le postérieur en dessous et non plus à côté.

On peut donc affirmer que tout grand trotteur appartient à l'une ou à l'autre de ces deux catégories et qu'aucun cheval ne peut produire une grande vitesse d'hippodrome, si la sélection ne lui a pas assuré par la déviation de certains rayons, la possibilité de se servir de l'un ou de l'autre de ces trucs de mouvement.

Si le cheval est normalement construit et par cela même incapable de mettre en usage l'un de ces trucs, l'antérieur empêche toujours le postérieur de passer : le cheval ne peut alors, quelle que soit sa très grande qualité, produire de vitesse au trot.

C'est ainsi que, chaque année, l'élevage normand est forcé d'« éliminer des reproducteurs excellents

uniquement parce qu'ils sont normalement construits ».

M. de Gasté s'est en effet astreint à mesurer des centaines de chevaux de six types différents « normands trotteurs en moins de 1' 40'' », normands non trotteurs, chevaux de Tarbes, irlandais, pur sang, percherons.

Ce travail m'a demandé près de deux ans, dit-il.

Les mensurations collationnées m'ont donné les moyennes des longueurs et des inclinaisons osseuses des chevaux examinés. Ces moyennes m'ont appris que le type percheron, le type pur sang ; les types irlandais, tarbes ou normand ont tous la même construction et ne diffèrent les uns des autres que par les modifications dans la qualité ou le volume du tissu.

Mais il en n'est pas de même des grands trotteurs en moins de 1' 40'' auxquels la sélection a imposé des déplacements, des raccourcissements ou des allongements très notables dans les rayons de l'avant-main. Ces modifications sont tellement précises qu'en moins de quelques minutes on sait quelle est la valeur du choix qu'on mesure, s'il peut faire régulièrement de l' 1' 35 « de l' 1' 40 » ou ne pas trotter.

Le bras est de tous les rayons du cheval celui qui varie le plus, suivant les différentes adaptations du sujet. Il doit être court chez les trotteurs, long chez les galopeurs.

L'angle formé par l'humérus et l'horizontale pas-

sant par la pointe de l'épaule doit être chez les grands trotteurs plus fermé qu'on ne le rencontre chez aucun autre équidé par l'horizontalité de cet humérus : ce type accuse donc une véritable déformation dans cette région...

L'angle scapulo-huméral (épaule et bras) varie de 92 degrés à 121 degrés. Il dépasse rarement 105 degrés chez les trotteurs en moins d' 1' 40'' et s'ouvre jusqu'à 113 degrés chez certains galopeurs de grande classe. Cet angle doit être fermé pendant la station, chez les uns et chez les autres, de façon à s'ouvrir davantage pendant l'action, mais avec cette différence, si importante dans ses conséquences, qu'il est fermé chez les galopeurs par l'obliquité de l'épaule, beauté de premier ordre et chez les trotteurs par l'horizontale du bras, grave défectuosité.

En somme, la conclusion de M. de Gasté est celle-ci : Le record au trot est dans la race normande un critérium de mauvaise conformation et non pas de qualité. Et en effet le trotteur normand est construit au rebours du cheval de selle, et c'est pourtant exclusivement pour l'amélioration du cheval de selle que les courses au trot ont été instituées.

Non content de mesurer les trotteurs d'hippodromes, il suit leurs produits en service et constate qu'ils galopent et sautent mal, ne sont pas souples et font en un mot de piètres chevaux de selle.

La preuve ! Ils ne brillent jamais dans les concours

hippiques et dans les raids. « Le cheval normand est le seul demi-sang d'Europe qui n'ait pas eu un représentant figurant honorablement dans le raid d'Ostende. Dans cette épreuve, si sévère, les demi-sang irlandais, anglo-arabe, belge, suédois, etc., se sont montrés égaux aux chevaux de pur sang. Le meilleur normand est arrivé vingt-huitième sur vingt-neuf !

« Je suis forcé de faire les mêmes constatations dans les épreuves du championnat du cheval d'armes et dans le raid de Deauville. Toutes ces épreuves ont donc été la condamnation absolue et du trot comme allure et du trotteur comme modèle. L'opinion de tous ceux qui y ont pris part semble unanime à cet égard. »

Mais nous avons encore d'autres éléments de certitude tout aussi probants : c'est l'opinion des différents officiers se servant dans l'armée des produits d'étalons grands trotteurs.

« On m'a dit souvent : « Les officiers de cavalerie n'aiment pas le normand parce qu'ils n'ont à leur disposition que des produits de bourdons, mais s'ils avaient des fils de grands trotteurs, vous verriez au contraire leur enthousiasme et ils ne marchanderaient pas à ces animaux merveilleux le tribut d'éloges qu'ils méritent. »

M. de Gasté a interrogé les heureux propriétaires de ces issus de grands trotteurs. Ils ne se sont point montrés si enthousiastes que cela !

« L'administration des haras a sa voie toute tracée. La loi de 1874 la lui avait nettement indiquée. Le cheval qu'elle doit produire c'est le gros cheval près du sang bien équilibré, aussi apte à trainer un landau qu'à courir un *cross country* sous 100 kilogrammes.

Il semble qu'en dehors de l'hippodrome le rôle du carrossier trotteur soit presque terminé. Ce n'est plus qu'une question d'années, de mois peut-être. Tous les propriétaires d'écuries de luxe se démontent et remplacent le cheval par l'automobile.

Un seul cheval subsistera peut-être à la débâcle, le cheval de selle !

Et c'est au moment où nous devrions préparer l'avenir soigneusement dans ce sens, que nous nous acharnons à produire un animal qui est l'antipode du cheval de selle. »

Naturellement ces théories ont été vivement combattues. Il y a tellement de conviction intime dans son ouvrage que tous ceux surtout qui ont intérêt à ne point les croire justes se montrent très méfiants. Il s'attaque d'autre part à une routine fort ancienne, à des préjugés très enracinés et aux intérêts des producteurs de trotteurs qui les ont sélectionnés avec tant de soins scrupuleux depuis plus de cinquante ans et qui se réjouissent de voir toutes les régions d'élevage constituer un dépotoir rémunérateur de leur production. Il était difficile, dans de telles con-

ditions, que ses idées fussent acceptées avec enthousiasme.

Pourtant son étude est basée sur des expériences innombrables et sérieuses, sur des données scientifiques incontestables, elle fourmille en outre d'exemples précis et intéressants et tous ceux qui ne sont point producteurs de trotteurs doivent reconnaître qu'elle exprime le plus souvent des idées très justes, tellement exactes même qu'elles ont dérouté quelques normands qui avaient voulu se jouer de sa méthode.

Il nous a conté à ce sujet une anecdote très suggestive dont il a résumé les résultats dans le *Modèle et les Allures*. Il était allé avec l'intention de mesurer quelques trotteurs, chez M. Cavey où on lui avait ménagé une petite supercherie. Les animaux avaient été changés de boxes et on espérait bien qu'il se laisserait prendre au subterfuge.

« L'aimable éleveur de Nonant-le-Pin me présentait une pouliche maiden en me demandant de pronostiquer sa carrière future. Je n'hésitai pas et je répondis à son propriétaire, que d'après les mensurations que j'avais déjà enregistrées, cette pouliche devait être le premier ou le deuxième sujet de sa génération et qu'elle gagnerait 100.000 francs. M. Cavey et les autres spectateurs me parurent surpris : j'eus la raison de leur étonnement, lorsque je

sus que cette pouliche qu'on me disait maiden n'était autre que la fameuse Sarah elle-même ».

Nous reconnaissons que les courses au trot ont eu une influence heureuse sur la production et l'amélioration du cheval de demi-sang. Au lieu de ces masses inertes, mal nourries, comme le disait Houël, engraisées seulement au moment de la vente, comme des bœufs de boucherie, qui ne pouvaient transmettre à leurs produits que l'habitude à la faïnéantise, un tempérament lymphatique et une nature avachie, on eût des chevaux vigoureux, aux muscles saillants, à l'ossature accentuée, à la fibre dense et dont l'organisation permettait une descendance saine et vigoureuse.

D'ailleurs M. de Gasté, pas plus que les autres anti-trottistes, ne conteste la qualité du cheval normand. Il le considère comme le demi-sang d'Europe ayant le plus de qualité. Ce qu'il conteste c'est son aptitude au service de la selle. Et qualité et aptitude sont choses différentes. Si la qualité était en effet seule suffisante pour produire la vitesse au trot, comment expliquer que *La Camargo* ou *Ajax* par exemple eussent fait triste figure à côté de quelque modeste trotteur dans une épreuve au trot ?

A l'époque où les courses au trot ont été instituées, le trot était aussi bien l'allure du carrossier que du cheval d'armes. Même après le règlement de 1829 « beaucoup d'officiers ne voulurent pas admettre

qu'il fût possible de manœuvrer avec ensemble au galop ; et l'on s'en tint généralement à n'évoluer qu'au pas et au trot. Quand on voulait essayer d'exécuter quelques manœuvres au galop, c'était à ne plus s'y reconnaître ; personne n'en ayant l'habitude chacun perdait la tête ; une émotion visible s'emparait des officiers et de la troupe. On maudissait le chef de corps ou l'officier général qui se permettait de faire manœuvrer à cette allure. Les régiments qui passaient pour s'affranchir de la routine et du préjugé étaient à l'index ; si la morve ou le farcin ou quelque autre maladie s'y développait et décimait les chevaux, c'était le galop qui l'avait produite.

Du moment que l'armée elle-même était rébarbative au galop, on ne songea pas à imposer aux chevaux de demi-sang des épreuves s'effectuant à cette allure » (1).

Mais actuellement l'armée veut des chevaux qui puissent galoper avec aisance en terrains variés. En même temps que changent ses désirs et ses besoins, les épreuves doivent se transformer aussi, puisqu'elles n'existent que pour favoriser l'élevage du cheval dont elle a besoin.

Le trotteur avec son épaule droite souvent, son garrot plus ou moins noyé, et son bras horizontal

1. Commandant Stiegelman. *Le cheval dans l'élevage, dans le commerce et dans l'armée.*

n'est pas bien conformé pour le service de la selle, il faut donc chercher à produire un animal mieux approprié à la selle, surtout maintenant que le carrossier tend à disparaître des écuries de luxe,

Non point qu'il faille détruire d'un seul coup les courses au trot ! Ce serait vouloir la ruine de l'élevage et, comme le dit si justement M. de Gasté, ce n'est pas la mort de l'élevage qu'il poursuit en exhortant la société de demi-sang à ne pas persévérer dans ses vieux errements. Tout au contraire ! Il montre que l'élevage fait fausse route et s'engage dans une voie qui le conduira fatalement à la crise et il demande qu'il suive une orientation nouvelle mieux en rapport avec les desideratas de l'armée.

Le seul moyen c'est d'abandonner progressivement les épreuves de trotting au profit des courses de demi et trois quarts sang au galop.

On craint que ce genre d'épreuves n'encourage les fraudes sur l'origine, et que des pur sang n'y figurent sous l'étiquette de demi-sang, on craint encore que le modèle ne s'allège trop par une infusion inconsidérée de sang. Mais on peut trouver des palliatifs : poids élevés, épreuves doubles au galop et au trot, etc. Ce dernier système semble un moyen infaillible d'exclure les pur sang, car le pur sang capable de trotter en moins de 2 minutes est une exception.

En tout cas si on ne veut pas entrer définitivement

dans une ère de novation, il est absolument nécessaire de s'attacher à l'esprit de l'arrêté de 1848 et d'exclure irrémédiablement de l'hippodrome tout animal entaché d'une tare héréditaire ou n'ayant pas la conformation du reproducteur. De cette façon les records ne seront peut-être pas abaissés, mais la vitesse n'est point le but unique des épreuves. Elles n'ont pas été créées pour favoriser l'élevage d'une race spécialisée pour les courses, mais d'une élite de reproducteurs en vue de l'amélioration du cheval de guerre.

La Société sportive d'Encouragement dans le but de perfectionner les chevaux destinés aux services des remontes militaires et de faire renaître le goût de l'équitation, a déjà créé des prix de circonscription dont voici les conditions :

1^o PRIX DE CIRCONSCRIPTION de la Société Sportive d'Encouragement (*première série*). — Epreuve au galop pour chevaux de remonte comptant au moins 25 o/o de sang arabe.

2.000 francs offerts par la Société Sportive d'Encouragement.

	ALLOCATIONS aux PROPRIÉTAIRES	PRIMES aux ÉLEVEURS	PRIMES aux Cavaliers autres que les Officiers ou Gentlemen suivant l'ordre où ils arriveront
Au 1 ^{er}	500 fr.	200 fr.	100 fr.
Au 2 ^e	300 fr.	120 fr.	60 fr.
Au 3 ^e	200 fr.	80 fr.	40 fr.
Au 4 ^e	150 fr.	60 fr.	30 fr.
Au 5 ^e	100 fr.	40 fr.	20 fr.

2° PRIX DE CIRCONSCRIPTION de la Société Sportive d'Encouragement (*deuxième série*). — Epreuve au galop pour chevaux de remonte comptant au moins 25 o/o de sang arabe.

	ALLOCATIONS aux PROPRIÉTAIRES	PRIMES aux ÉLEVEURS	PRIMES aux Cavaliers autres que les Officiers ou Gentlemen suivant l'ordre où ils arriveront
Au 1 ^{er}	250 fr.	100 fr.	50 fr.
Au 2 ^e	150 fr.	60 fr.	35 fr.
Au 3 ^e	100 fr.	40 fr.	20 fr.
Au 4 ^e	70 fr.	30 fr.	15 fr.
Au 5 ^e	50 fr.	20 fr.	10 fr.

1.000 francs offerts par la Société Sportive d'Encouragement pour hongres et pouliches de trois ans autres que de pur sang ou anglais, ou anglo-arabe, ou arabe, et comptant au moins 25 o/o de sang arabe, issus d'étalons, ou nationaux, ou approuvés, ou autorisés, et de juments d'origine constatée. Les produits engagés devront être nés et élevés dans la circonscription du dépôt d'étalons d et n'avoir jamais gagné un prix de circonscription de première série, ni deux prix de circonscription de deuxième série, ni gagné en une ou plusieurs courses plates ou à obstacles, comme premier, ou reçu, comme placé, une somme totale de 1.000 francs. Entrée : 5 francs. Les chevaux partants retire-ront leur entrée. Poids : 65 kilos. Le gagnant, comme pre-mier, en une ou plusieurs courses plates ou à obstacles, d'une somme totale 250 francs portera 3 kilos de plus ; d'une somme

de 500 francs, 5 kilos. Distance à fixer : soit 1.600 mètres environ.

Les entraîneurs, jockeys et apprentis de cette profession, en courses plates, à obstacles ou au trot, ne seront pas admis à monter.

Le cavaliers français résidant depuis six mois au moins dans la circonscription du dépôt d'étalons d seront seuls admis ; ceux qui seront âgés de moins de vingt et un ans au moment de la course devront être autorisés par leurs parents ou tuteurs et ils recevront 4 kilos s'ils ne sont pas au service d'une personne munie d'une licence d'entraîneur.

Les officiers de l'armée active seront admis à monter sans condition de résidence.

L'administration des remontes a un droit d'achat, aux prix budgétaires offerts par le Comité, sur tous les chevaux ayant pris part à la course, sans tenir compte des prix ou sommes gagnés. Ce droit commencera après le signal indiquant la fin du pesage qui suit la course et finira le 30 novembre inclusivement. Pendant ce délai, les propriétaires qui voudront vendre leurs chevaux en dehors de l'administration des remontes devront en demander l'autorisation écrite au président du Comité d'achat.

L'administration des remontes ne pourra obliger les propriétaires à lui vendre leurs chevaux, qu'après la clôture de toutes les réunions de courses et concours ayant lieu dans la circonscription du dépôt d'étalons d .

La moitié des allocations aux propriétaires et des primes aux éleveurs sera payée par les soins de la Société locale ;

l'autre moitié sera versée par la Société Sportive d'Encouragement, 4, rue Halévy, sur la production d'un certificat d'achat délivré par les remontes, qui devra être fourni par le vendeur avant le 15 décembre de l'année de la course.

Le surplus des entrées, s'il y en a, sera payé intégralement au premier avec la première moitié du prix.

Les primes aux cavaliers seront réglées par la Société locale. Les gentlemen et les officiers ne recevront pas cette prime, les autres cavaliers toucheront la prime suivant l'ordre où leurs chevaux arriveront et quand bien même ils seraient placés par le juge à la suite des chevaux montés par des gentlemen ou des officiers.

L'an passé, le budget total de ces prix s'élevait à 20.000 francs répartis en huit épreuves et partagés entre les propriétaires, les éleveurs et les cavaliers des vainqueurs et des placés. Cette année il se monte à 74.000 francs. L'augmentation est sensible, mais on ne fonde pourtant point généralement de grandes espérances sur cette innovation. La première année les compétiteurs n'ont pas été très nombreux, ils n'avaient en outre qu'une qualité relative. Les allocations sont en réalité trop faibles après la répartition entre le propriétaire, l'éleveur et le cavalier pour entraîner les éleveurs dans cette voie. Ils sont accoutumés presque tous à vendre leurs chevaux à bout de longe, sans dressage ou préparation préalable et il est difficile de vaincre cette habitude, sur

tout lorsque le système nouveau impose des frais d'entraînement très aléatoires, en vue d'un gain problématique et faible. Il vient en outre s'y ajouter une autre considération sérieuse : la crainte de claquer le poulain par un travail prématuré et sévère.

Mais avec des allocations plus considérables, il peut se créer un mouvement d'opinion favorable, les concurrents peuvent se présenter plus nombreux, il peut même naître une industrie du turf pour demi ou trois quarts sang galopeurs. Ce serait la réalisation du rêve de tous ceux qui ont avant tout le souci du cheval de selle.

En tout cas l'institution est de date trop récente pour qu'on puisse la juger et elle constitue un grand pas dans la voie du progrès, puisque la Société d'Encouragement, à laquelle on a reproché si souvent son exclusivisme en faveur du performer d'hippodrome et l'oubli de son unique raison d'être, l'amélioration du pur sang en vue du cheval d'armes, se ressaisit et crée des épreuves spécialement réservées aux chevaux de remonte.

CHAPITRE VI

Encouragements divers. — Primes aux étalons approuvés. — Primes distribuées en concours publics.

Le rapport de l'Inspecteur général, Directeur des haras, de 1906, évalue les encouragements divers à la production chevaline pendant l'année 1905 à la somme de 19.500.242 francs (1), qui se décompose ainsi :

1° Courses (plates, trot, obstacles) (y compris les épreuves d'étalons et les primes à l'éleveur)... 16.083.321 francs

2° Concours de poulinières, pouliches, poulains (y compris le concours central hippique de Paris)..... 1.753.227 fr.

3° Primes aux étalons approuvés... 710.550 fr.

4° Concours de dressage..... 894.194 fr.

5° Primes aux juments de race pure.. 56.950 fr.

La part contributive de l'Etat s'élevait au chiffre de 2.669.202 francs dont :

1. En 1907 l'ensemble des encouragements divers s'est élevé à 21.056.667 francs.

- 688.475 francs pour les courses ;
1.087.749 — pour les concours (poulinières, pouliches
et poulains) ;
56.950 — Primes aux juments de race pure ;
123.078 — Primes pour concours de dressage ;
710.550 — Primes aux étalons approuvés.

« Les fonds budgétaires eussent été insuffisants pour permettre à l'administration des haras de distribuer d'une façon aussi libérale des encouragements à l'industrie chevaline. Elle a été aidée pour cette répartition, ainsi que pour l'achat de ses jeunes étalons, par l'apport prélevé en faveur de l'élevage sur les produits du Pari mutuel en exécution de la loi du 27 juin 1891. Ces ressources pour l'année 1905 ont atteint un total de 2.661.384 fr. 50. » (1)

Primes d'approbation (2). — Le système des étalons approuvés existait avant la réorganisation définitive de l'administration des haras de 1874. On en trouve le principe dans le projet de l'an VI et le décret organique du 4 juillet 1806 l'avait réglementé en ces termes :

1. Rapport de l'Inspecteur général, Directeur des haras, 1906.

2. En dehors des étalons approuvés il y a les étalons autorisés qui ne reçoivent aucune prime et les étalons départementaux ou provinciaux qui sont achetés par les Conseils généraux et placés chez des particuliers.

Art. 22. — Les propriétaires qui auront des étalons qu'ils destineront à la monte des juments, pourront les présenter aux inspecteurs généraux, par qui ils seront approuvés quand ils en seront trouvés susceptibles.

Art. 23. — Les étalons seront inspectés chaque année avant la monte : l'inspecteur général prononcera la réforme de ceux qu'il jugera défectueux...

Art. 24. — Les propriétaires d'étalons recevront pour chaque année d'entretien d'un étalon une prime de 100 à 300 francs selon la qualité de l'étalon.

Depuis que le système a été consacré par la loi organique de 1874, le nombre des étalons approuvés s'est considérablement accru. Il était de 1169 en 1890, 1199 en 1895, de 1307 en 1899, et de 1547 en 1905. Mais ce mode d'intervention et d'encouragement indirects de l'Etat est toujours resté ce qu'il était : un système auxiliaire.

Et on en fait un grief à l'encontre de l'administration qui se montre trop avare de primes d'approbation.

Certains centres d'élevage demandent l'extension du système, d'autres plus exigeants et plus radicaux souhaitent que l'intervention directe soit abandonnée et remplacée complètement par le régime des primes aux étalonniers particuliers.

C'est encore un vieux principe qui a eu son heure de vogue, qui a été mis en pratique mais qui n'a pas

donné de bons résultats. Nous avons vu en effet qu'en 1867 l'industrie privée était florissante lorsqu'on eût cédé à vil prix d'excellents animaux aux particuliers ; mais nous savons aussi que malgré l'abondance des primes distribuées, l'effectif des haras privés a rapidement baissé et qu'on a eu à se repentir de cette tentative infructueuse lorsqu'il a fallu se livrer aux opérations difficiles de la réquisition pour la campagne de 1870.

On vante pourtant encore la supériorité de ce système.

En 1900, lors de la discussion du projet de loi sur l'accroissement de l'effectif des étalons nationaux, M. Darbot a demandé que le nombre des étalons approuvés soit au moins égal à celui des étalons qui sont entretenus par l'Etat. « Nous vivons à une époque, dit-il, où il ne faut pas essayer de faire le bien des gens malgré eux. Il importe de laisser à l'homme toute sa responsabilité, et cette responsabilité, il ne peut l'avoir qu'autant qu'il a la pleine et entière initiative de ses actes. »

C'est encore M. Pichon qui s'écrie à cette même séance : « L'Etat ne vient pas à notre secours et l'établissement privé ne reçoit pas encore la moitié, ni même le tiers des primes auxquelles il aurait réellement droit, parce que les ressources dont le département et nos sociétés disposent ne sont pas aussi considérables que celles de l'Etat..... au lieu de cela quels

sont les encouragements donnés aux étalonniers ? L'Etat les a poursuivis dans leurs derniers retranchements, les repoussant peu à peu, aux prix d'énormes sacrifices, des meilleures centres de production chevaline et les concurrençant même sur la question du prix de la saillie. »

Et M. Viseur reprend : « Vous avez par une première augmentation de l'effectif de vos étalons fait une concurrence telle à l'industrie privée que vous la tuez.

« Et là où vous rencontrez une résistance privée vous portez vos saillies à 5 francs. Vous comprenez que dans ces conditions l'étalonnier privé, obligé de payer l'impôt et surtout l'impôt militaire, d'élever une famille, se trouve dans une situation véritablement difficile. Il faut qu'il vende ses chevaux, car ne paissant pas sur le pré de l'Etat il a besoin d'une certaine clientèle pour vivre. Vous avez tué l'étalonnage privé par une détestable concurrence... demain vous demanderez encore une autre augmentation, parce que vous aurez fait le vide autour de vos étalons nationaux, et aurez transformé l'Etat en producteur unique... Non, je ne demande pas la destruction des haras, mais si les 10 millions qu'ils nous coûtent au bas mot chaque année..., étaient affectés, 4 ou 5 millions à encourager l'industrie privée pour l'achat d'étalons de choix, primes, récompenses de toute autre nature et les

5 autres millions donnés au ministre de la Guerre, pour majorer de 100 à 300 francs le prix d'acquisition des chevaux de guerre, on ferait des merveilles (1). »

Nous avons déjà montré la valeur de ces craintes à l'encontre de la concurrence des étalons nationaux. Nous savons que l'intervention de l'Etat ne tue pas l'industrie privée qui ne peut même pas vivre sans son secours. L'expérience de 1867 l'a péremptoirement démontré. Et si l'on se base sur les chiffres fournis au cours des débats parlementaires, il semble que la concurrence des haras nationaux est de moins en moins redoutable. Les poulinières s'éloignent du cheval de demi-sang et passent généralement aux étalons de trait, or nous savons que l'effectif de cette catégorie est beaucoup moins considérable que celui des chevaux de sang dans les écuries de l'Etat. Tout porte donc à croire qu'un certain nombre de ces juments retournent aux haras privés. Depuis 1904 on a constaté une diminution de plus de 25 0/0 dans le nombre des juments livrées aux chevaux de demi-sang, dans le premier arrondissement (Saint-Lô et le Pin) : 15 0/0 ; dans le second (Angers, Annecy, Blois, Cluny) : 21 0/0 ; dans le troisième (Hennebont, Lamballe, La Roche, Saintes) : 35 0/0 ; dans le quatrième (Pau, Tarbes) :

1. Loi du 24 juillet 1900. Imprimerie Nationale, 1901.

36 o/o ; et dans le cinquième (Perpignan, Pompadour, Rodez, Ajaccio) : 21 o/o.

Mais cette objection de la concurrence d'Etat n'est point la seule sur laquelle se basent les partisans du système des primes d'approbation. C'est d'abord le principe égalitaire qu'on invoque : n'est-il pas injuste que l'Etat favorise telle contrée en y plaçant ses dépôts d'étalons et condamne de ce fait d'autres contrées à n'utiliser que les étalons de particuliers ? Telle contrée est déjà riche et favorisée par son climat, ses cultivateurs suivent tous les progrès de la science agricole et sont déjà capables de se suffire à eux-mêmes, et ce sont eux pourtant que l'Etat comble de faveurs, tandis qu'il se désintéresse d'autres régions moins heureusement dotées et dont les agriculteurs sont plus arriérés !

On sent déjà percer dans ces doléances et dans ces considérations le désir de voir amoindrir la toute-puissance d'une administration qu'on juge centraliste à l'excès et qui ne se préoccupe pas assez ni des vérités scientifiques ni des lois de l'indigénat et de l'adaptation au milieu.

Dès 1900, M. Darbot avait demandé que chaque Conseil général déterminât la sorte d'étalons qui devront constituer les dépôts existant dans le département qu'il représente. « Est-ce que chaque conseiller d'ailleurs renseigné par les hommes compétents, par les délibérations des associations, sans parler de son

expérience personnelle, n'est pas des mieux placés pour décider au mieux de l'élevage de son canton ?... Qui donc oserait prétendre qu'un fonctionnaire des haras sait mieux ce que peut faire avec succès tel éleveur, que cet éleveur lui-même ou le représentant de ses intérêts, choisi par lui ? (1). »

En 1907, on songe encore à soustraire l'élevage du cheval de trait à toute action des haras et à la séance du 15 novembre on donne lecture d'une proposition de résolution ainsi conçue : « La Chambre invite le gouvernement à déposer un projet rattachant à la direction générale de l'agriculture l'élevage du cheval de trait et affectant un crédit spécial à l'encouragement de cet élevage. » M. Mequillet pour appuyer cette proposition donne lecture des vœux du comice agricole de Lunéville : «... Qu'une partie des fonds provenant du Pari mutuel soient mis à la disposition des Sociétés d'agriculture pour être employés en encouragements à l'élevage du cheval de trait et que les étalons de trait actuellement dans les dépôts soient placés chez les cultivateurs : d'où une économie considérable pour le budget et le double de production (2). » Puis il explique ces désirs de l'éleveur par la mauvaise volonté des haras à laquelle il se heurte et termine en vantant

1. Loi du 24 juillet 1900.

2. *Journal officiel* du 16 novembre 1907.

la supériorité d'une telle pratique qui permettra à l'éleveur de produire mieux et à meilleur compte l'animal qui convient à ses besoins, à ses cultures et à son climat.

C'est encore à cette même séance M. Renard qui, après avoir fait l'éloge de la race nivernaise, se plaint de la mauvaise volonté de l'administration : « Il semblerait que notre race ait enfin trouvé grâce devant l'administration des haras et que cette administration se soit enfin décidée, sinon à faire des achats d'étalons nivernais, ce serait peut-être trop lui demander, tout au moins à accorder des subventions et des approbations à nos éleveurs, lorsqu'ils amènent leurs chevaux à la visite. Il n'en est rien et jamais l'administration des haras n'a consenti à accorder une seule prime à un cheval de race nivernaise... En 1906 un de nos principaux éleveurs présenta des étalons à la visite des haras. Selon l'habitude régulière de cette administration, il se vit refuser toute subvention et toute prime. Peu de jours après, il vendit un de ces étalons, et ce n'était certes pas le meilleur de la bande, à un étalonnier de l'Yonne, département voisin de la Nièvre, lequel présenta le même cheval à la visite de son arrondissement quelques jours après, et fut félicité chaudement par le directeur pour avoir importé un tel animal ; il reçut en outre une prime de 300 francs. »

Certes le fait est regrettable et porte même atteinte

au prestige de l'administration. Mais ce ne peut être là qu'un reproche personnel, puisque tel autre directeur de haras n'est pas tombé dans les mêmes errements que son collègue de l'arrondissement voisin. Et les fautes personnelles n'entachent pas un principe et ne sont point suffisantes pour l'abattre.

Il y a donc un sérieux mouvement d'opinion en faveur de l'extension du système de primes et de subventions aux étalons approuvés. Mais s'il est incontestable que les éleveurs de chevaux de trait se trouveraient plus favorisés par l'adoption d'un régime de décentralisation, nous ne croyons point que toutes les considérations — justes au point de vue personnel auquel ils se placent — soient suffisantes pour entraîner la violation de l'esprit de la loi de 1874.

Elle a été votée pour favoriser l'élevage du cheval léger, du cheval d'armes ; et dans tous ces vœux qui émanent invariablement des centres producteurs des grosses espèces, on sent percer les mêmes reproches et les mêmes désirs. L'élevage du cheval de sang a été l'objet de sérieux mécomptes, il ne leur rapporte plus autant que celui du cheval de trait. Et puisqu'ils abandonnent celui-là au profit de celui-ci, ils trouvent tout naturel que l'Etat suive leur bon plaisir et accorde une large part de ses faveurs à leurs produits.

Si l'administration cédait à ce mouvement en diminuant ses effectifs et à plus forte raison si elle

était supprimée, l'élevage du cheval léger serait complètement abandonné. Et cela il ne le faut pas ! Mieux vaut ne point changer le système actuel malgré ses imperfections, tant que nous aurons besoin de chevaux pour la remonte de notre armée.

Puisque l'Etat ne peut pas posséder et entretenir tous les étalons nécessaires à la reproduction annuelle de toute la population chevaline, il est bon d'encourager par des primes sérieuses l'éta lonnier à choisir scrupuleusement ses reproducteurs, mais il faut que la haute direction reste à l'administration.

Nous savons en effet que l'étalon privé sera toujours une ressource commerciale pour son propriétaire qui l'utilisera au mieux de ses intérêts et choisira de préférence un animal médiocre si on lui laisse à bas prix. On objecte que la Commission chargée de visiter les animaux et de distribuer les primes pourrait se montrer difficile. Mais tout est relatif : dans le royaume des aveugles, les borgnes sont rois ; et dans une classe même très médiocre, certains paraîtront toujours moins défectueux et bénéficieront de largesses budgétaires qu'ils ne méritent point.

D'autre part, comme le disait si judicieusement Eschassériaux jeune devant le Conseil des Cinq-Cents, il ne serait guère facile de surveiller étroitement une foule d'animaux disséminés chez les éta lonniers. Et si la surveillance est sérieuse, elle nécessitera un per-

sonnel nombreux qui coûtera tout aussi cher que l'entretien aux frais de l'Etat.

Comment s'assurer encore que ces animaux qui recevront une prime comme reproducteurs seront exclusivement réservés au service de la monte et ne seront point épuisés par de trop longs et durs travaux sous prétexte de leur donner l'exercice nécessaire à leur santé ?

Le principe de l'approbation admis, examinons la question du taux de la prime. On dit qu'elle est insuffisante. Oui, mais telle qu'elle est c'est toujours une petite somme qui paie une partie des frais de nourriture et d'entretien. De plus le certificat d'approbation qui est délivré est une bonne recommandation pour son animal. Les propriétaires conduisent leurs juments de préférence au cheval approuvé et la clientèle étant plus nombreuse, les services de l'étalon sont plus rémunérateurs pour son propriétaire.

En dehors de la prime qu'il touche, il bénéficie d'un gain indirect qui profite aussi à l'amélioration de l'espèce, car les animaux qui ne sont ni approuvés ni autorisés sont suspects à l'éleveur et disparaissent peu à peu des haras privés faute de clientèle.

Mais, encore une fois, si les primes d'approbation doivent être accordées plus nombreuses et plus fortes, nous estimons que ce système ne doit être qu'un auxiliaire, un complément de l'action directe.

Primes aux poulinières. — Il existe un vieux dicton qui est très juste : papa, maman et le coffre à avoine. Voilà le secret du succès dans l'élevage du cheval !

En effet, si l'étalon est le principe de l'amélioration surtout parce que son influence est plus étendue, il n'est qu'un des éléments de l'amélioration. La fécondation est l'œuvre de deux forces, c'est de l'alliance de ces deux courants que naît le produit qui emprunte ses formes et son caractère à l'un et à l'autre bien que très inégalement et sans règle encore bien définie. Mais l'influence de la mère est indéniable. C'est elle qui porte et nourrit le fœtus pendant de longs mois, c'est elle encore qui l'allaitera après sa naissance ; il est donc permis de conclure de toutes ces circonstances que la force d'hérédité de la mère sera doublée du fait qu'à son œuvre de fécondation pure et simple s'ajoute encore cette vie intérieure qu'elle communique et entretient chez le fœtus. D'autre part la poulinière est généralement une jument indigène, sa puissance reproductive sera plus efficace dans son propre milieu, dans ce milieu où elle a vécu et où elle est déjà complètement acclimatée, que celle d'un étalon venu d'un autre centre et auquel l'acclimatement aura peut-être fait perdre une partie de ses qualités et de ses forces transmissibles.

Ce ne sont là, certainement, que des probabilités

et il faut compter avec le hasard ou l'inconnu des lois de la nature. Mais ce qui est incontestable, c'est que dans l'acte copulatif il y a l'union de deux tendances, de deux individualités qui en créent une troisième qui ne ressemble généralement entièrement ni à l'une ni à l'autre, mais qui emprunte une part de ses formes, de ses qualités, de sa vie en un mot à chacune d'elles. La production des êtres hybrides semble bien le prouver. L'accomplissement du baudet et de la jument, par exemple, donne naissance à un animal, le mulot, qui n'est ni cheval, ni bourriquet, mais qui tient des deux types qui l'ont créé.

Il ne faut donc point perdre de vue que la qualité de la poulinière est une condition essentielle de l'amélioration. L'insuccès de nombreux éleveurs qui accusent ensuite l'administration des haras de leur procurer de mauvais reproducteurs, vient généralement de la médiocrité des juments qu'ils destinent à l'élevage. La défectuosité des poulinières est générale ; et cela s'explique facilement.

La jument n'est point comme le cheval entier uniquement réservée à la reproduction. Elle est recherchée au même titre que l'animal hongre par le commerce et par le service des remotes. Son prix est d'autant plus élevé qu'elle est mieux établie, et d'un type plus réussi. Le propriétaire qui n'hésite presque jamais à vendre lorsqu'on lui offre un prix avan-

tageux, se défait ainsi de ses meilleures juments et garde pour la reproduction les bêtes défectueuses qui ne trouvent pas preneur, même à bas prix.

Pour travailler efficacement à l'amélioration de l'espèce, il faut s'efforcer de procurer aux bons étalons des juments de premier ordre ; pour cela il faut encourager l'éleveur à garder pour la reproduction ses meilleures pouliches.

Eschassériaux jeune avait déjà exposé cette nécessité devant le Conseil des Cinq-Cents et depuis que le système des primes a été établi, en même temps que les haras étaient réorganisés, sous l'Empire, il n'a pas cessé d'être en vigueur. Les conditions et les tarifs seuls ont varié.

La première réglementation ne donnait aucune indication quant au nombre et au chiffre des subventions. C'était une grande lacune. Mais elle était viciée par un défaut beaucoup plus grave : elle excluait de tous les autres concours le cheval ou la jument qui avait été déjà primé. La prime ne servait ainsi qu'à faire valoir les qualités de la jument et à attirer l'attention de l'acheteur ; elle allait donc à l'encontre de son but.

En outre l'administration avait compté sur les budgets départementaux et elle avait laissé une grande liberté aux administrations locales pour la distribution des subventions, Toutes les races se trouvaient indifféremment récompensées selon le bon plaisir des

représentants de telle ou telle région. On s'aperçut vite que c'était faire fausse route que d'encourager sur le pied d'égalité la production des chevaux de trait alors que ce sont les bêtes de selle qui doivent attirer l'attention du gouvernement. L'ordonnance du 16 janvier 1825 vint remédier à cet état de choses par ses articles 19 et 20 :

Art. 19. — La race des chevaux de selle étant celle qui demande à être le plus encouragée, des primes de 100 à 200 francs seront données annuellement aux propriétaires des juments de cette espèce...

Art. 20. — Les primes ci-dessus seront accordées par notre ministre de l'Intérieur sur la proposition des inspecteurs généraux.

On offrit même la saillie gratuite d'étalons nationaux aux juments primées.

Bientôt on fit un nouveau pas vers le progrès en encourageant la production du cheval de sang et en offrant des faveurs spéciales aux poulinières de sang pur.

Jamais, dit Gayot, système de primes n'a marqué d'une manière plus positive le but que voulaient atteindre les haras : il forçait à l'expérimentation en grand du pur sang sur les diverses races du pays et multipliait les leçons de l'expérience sur un grand nombre de points à la fois. C'était une révolution

dans les faits et dans les idées. Aussi à partir de cette époque les idées se sont modifiées, les saines doctrines ont percé d'épaisses ténèbres, et la transformation de plusieurs races a marché, dans le sens des besoins et des exigences, du même pas que l'amélioration elle-même.

Puis, dans la pensée d'attacher la jument primée à la reproduction, on inaugura le système des primes triennales. Le propriétaire ne reçoit, pour chacune des premières années, que la moitié de la prime à laquelle il pourra avoir droit. La troisième année il touche le complément des deux premières primes et, s'il y a lieu, la totalité de la prime de cette troisième année.

Aujourd'hui les poulinières vraiment dignes et aptes à l'amélioration de la race chevaline sont encore très rares. Le propriétaire a toujours les mêmes tendances à vendre ses meilleurs pouliches à un prix rémunérateur et à conserver pour la reproduction les bêtes de qualité inférieure, parce qu'elles sont moins recherchées par l'acheteur. En Normandie même où le propriétaire attache peut-être plus de sollicitude que partout ailleurs, à la conservation des bonnes poulinières on déplore cet état de choses... « il n'en est qu'un petit nombre trop restreint, malheureusement, qui puisse utilement concourir à l'amélioration de la race. La plupart sont des juments communes atteintes souvent de tares

héréditaires, de vices de conformation, qu'il serait même désirables de voir proscrire de la reproduction. Quant aux mères de haut mérite qui par leurs qualités trouvent un débouché facile soit dans l'armée, soit dans le commerce, il faut, par l'emploi judicieux d'encouragements spéciaux, les attacher au sol qui les a nourries et dédommager le producteur des sacrifices auxquels il consent, des bénéfices qu'il aurait pu faire en se débarrassant de son élève à beaux deniers comptants. »

C'est dans cet espoir d'inciter l'éleveur à conserver ses meilleures juments à la reproduction que les concours actuels sont organisés.

Pour être admises à concourir les juments devront :

- 1^o Être âgées de quatre à quinze ans ;
- 2^o Être suitées de leur produit de l'année issu d'un étalon soit appartenant à l'Etat, soit approuvé, soit autorisé et en outre avoir été saillies dans cette même année par un étalon de l'une de ces catégories ;
- 3^o Être exemptes de tares, de vices rédhibitoires, être propres à l'amélioration de la race chevaline ;
- 4^o N'avoir pas quitté depuis trois mois ou moins la circonscription ;
- 5^o Être de demi-sang ou trait léger. Toutefois sont également aptes à concourir, les juments de pur sang et d'origines étrangères suitées d'un produit de demi-sang provenant de l'une des trois catégories et

saillies dans les conditions prescrites par le paragraphe 2.

Les propriétaires devront produire :

1^o La carte de saillie de l'année précédente (et le certificat de naissance du poulain) ;

2^o La carte de saillie de l'année.

Les juments non suitées âgées de quatre et cinq ans pourront être primées sur les fonds du département ; la présentation des deux cartes de saillie, de l'année précédente et celle de l'année sera absolument obligatoire.

En dehors des primes simples il existe encore d'autres primes ; les primes de conservation et les primes aux juments suitées d'un produit issu d'un étalon de pur sang.

Les primes de conservation répondent mieux que tout autre au désir d'attacher les meilleures pouliches à la reproduction. Elles sont distribuées avant le concours aux meilleures juments primées à trois ans comme pouliches dans la circonscription du concours et dont les propriétaires souscriront l'engagement suivant.

Je soussigné,

etc.

m'engage à conserver jusqu'à l'âge de sept ans faits (1^{er} janvier 19..) pour la consacrer à la reproduction la pouliche de trois ans (signalement, etc.).

ayant obtenu aujourd'hui une prime de conserva-

tion et à la présenter tous les ans aux concours de poulinières de l'arrondissement, munie de sa carte de saillie de l'année (aucune excuse à l'exception des cas de mort ou de maladie constatés par un vétérinaire et certifiés par le maire de ma commune, ne sera admise).

Dans le cas d'inexécution de l'engagement ci-dessus, et les conditions relatives aux primes de conservation qui figurent dans l'arrêté de M. le préfet en date du _____, je m'oblige à reverser le montant de cette prime.

On exige même une seconde signature émanant d'une personne qui se porte caution solidaire et s'engage à verser elle-même le montant de la prime si le propriétaire de la jument ne s'exécute pas.

Les primes spéciales accordées aux juments suitées d'un issu de pur sang datent d'une décision ministérielle du 28 février 1904. Elles n'existent ni dans tous les arrondissements ni dans toutes les localités où se tiennent des concours de poulinières. Cela se conçoit d'ailleurs facilement. Pour accorder une prime à la jument qui a été livrée à l'étalon de pur sang, il y a une condition *sine qua non*, il faut qu'il y ait dans un rayon assez rapproché au moins un étalon de pur sang.

On a remarqué que pendant longtemps l'étalon de pur sang était peu demandé et qu'en outre les bêtes de moindre valeur lui étaient presque seules présen-

tées. Avec une telle clientèle leurs produits ne pouvaient point faire merveille et le grand discrédit dont l'étalon de pur sang a beaucoup souffert et souffre encore, vient précisément de ce qu'on le prostituait trop souvent avec des juments indignes. Naturellement le produit était le plus souvent défectueux et par cela même de peu de valeur. Et l'on accusait l'étalon sans songer à la médiocrité de la mère ! C'est en vue de lui attirer une clientèle d'une classe plus relevée qu'on a songé à accorder des faveurs spéciales à l'éleveur qui accouplerait de bonnes juments aux étalons de pur sang. Et c'est justice. Car s'il souffre plus d'aléas il faut qu'on l'assure, dans une certaine mesure, contre les risques d'insuccès par des subventions.

Actuellement nous avons dans la Charente-Inférieure sept concours de poulinières à Rochefort, Saint-Jean-d'Angély, Saujon, La Rochelle, Saint-Thomas-de-Conac et Marennes. Dans chacun d'eux on distribue des primes spéciales aux juments suitées d'un produit de pur sang car le directeur du dépôt de Saintes qui est un homme de cheval distingué, qui suit le mouvement des théories hippiques et qui s'intéresse beaucoup à l'élevage de sa circonscription, sait disperser ses étalons dans les différents centres de production d'une manière judicieuse.

Primes aux pouliches. — Les concours de pouliches ont été créés en 1852. Ils s'expliquent par les

mêmes besoins et les mêmes soucis que les concours de poulinières. C'est toujours pour empêcher le propriétaire de vendre ses meilleurs sujets qu'on lui offre des subventions pour l'encourager à les conserver pour la reproduction. C'est aussi pour l'inciter à présenter des animaux en bon état et par conséquent à les mieux nourrir et à les mieux soigner dès leur jeune âge. Nous avons vu des éleveurs s'étonner souvent de ce que leurs pouliches, peut-être moins grasses, moins soignées et moins en état mais d'un modèle plus sérieux que d'autres, ne figuraient pas dans un bon rang ou n'étaient même pas primées. Et naturellement ils maudissaient fort le jury qui n'y connaissait rien. Mais il faudrait pourtant qu'ils sachent bien que si tous les concours et si toutes les épreuves ont été fondés pour juger le modèle et le mérite des concurrents, ils l'ont été aussi pour propager un élevage plus judicieux et des soins plus grands.

Pour être admises à concourir les pouliches de deux ans devront :

1° N'avoir point quitté, depuis trois mois au moins avant le concours, la circonscription dudit concours et appartenir à un propriétaire français ou à un propriétaire domicilié en France.

2° Etre exemptes de tares ou de vices rédhibitoires, être appropriées à l'amélioration de la race chevaline ;

3° Etre issues soit d'un étalon appartenant à l'Etat, soit approuvé, soit autorisé ;

4° Appartenir à l'espèce de demi-sang ou de trait léger ;

5° Les propriétaires devront présenter au moment de l'inscription, la carte de saillie de la mère sur laquelle aura été établi par le directeur du dépôt d'étalons compétent le certificat de naissance de la pouliche.

Pour être admises à concourir, les pouliches de trois ans devront (1) :

1° Etre âgées de trois ans ;

2° N'avoir pas quitté depuis trois mois au moins avant le concours la circonscription dudit concours, etc... ; toutefois et conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 février 1904, les pouliches de trois ans ayant figuré soit dans les primes sans dressage, soit dans les prix de classe au concours de la Société hippique française... ne seront pas considérées comme sorties de la circonscription...

3° Etre exemptes de tares, etc. ;

4° Etre issues soit d'un étalon, etc. ;

5° Avoir été saillies dans l'année par un étalon national approuvé ou autorisé. Cependant les pouliches qui n'auraient pas été saillies au moment de la

1. Arrêté du 27 janvier du préfet de la Charente-Inférieure.

réunion pourront prendre part au concours, sous la condition qu'elles le seront avant la fin de la monte par un étalon de l'une des trois catégories. La prime ne sera payée que sur la production d'un certificat de saillie, délivré suivant le cas par le directeur du dépôt ou par le propriétaire de l'étalon approuvé ou autorisé ;

6° Appartenir à l'espèce de demi-sang. Toutefois seront admises à concourir les pouliches de pur sang saillies ou devant être saillies par un étalon de demi-sang de l'une des trois catégories.

Les pouliches primées ne pourront prendre part après le concours ni à une course publique, ni à un concours de dressage ou de chevaux de service. Il y a quelques années, au contraire, l'épreuve au trot monté était une nécessité pour la pouliche primée au concours. Le propriétaire ne touchait le montant de son prix que si sa bête avait pris part à la course. Mais depuis, on a pensé, avec raison, que ce système était défectueux. Si l'épreuve n'était pas sérieuse, ce qui était généralement le cas, elle devenait inutile et si elle l'était, l'entraînement nécessaire pour amener une pouliche en forme constituait une gymnastique désastreuse pour une bête déjà en état de gestation.

Chaque concurrent en se faisant inscrire devra déposer :

1° La carte de saillie de la mère sur laquelle aura

été établi par le directeur... le certificat de naissance de la pouliche ;

2° La carte de saillie de la pouliche à trois ans, ou, dans le cas où elle n'aurait pas été saillie, l'engagement de la faire saillir dans l'année par un étalon soit, etc. ;

3° Une déclaration spécifiant que la pouliche n'a pas été saillie à l'âge de deux ans.

Dans certaines circonscriptions il existe des primes d'encouragement sans engagement de la part de son propriétaire de faire saillir sa pouliche. Mais elles répondent moins entièrement au but que l'on s'est proposé lorsqu'on a institué les concours de pouliches, et il paraît plus logique de donner uniquement des primes dites de reproduction, comme cela se fait dans la circonscription de Saintes, où le propriétaire de la jument primée s'engage à livrer sa jument à la reproduction. Si elle n'est pas pleine il doit demander une autorisation au directeur du dépôt d'étalons avant de la vendre.

Primes aux poulains entiers. — Nous savons que le rapporteur de la loi de 1874 avouait à l'assemblée que la question des primes aux poulains entiers avait été très controversée au sein de la Commission.

Pour combattre le système on disait qu'il était mauvais d'encourager par les primes une castration tardive qui doublait les chances de pertes de l'éle-

veur et augmentait le nombre des chevaux de moindre valeur (1). D'autre part, ajoutait-on, si l'animal est vraiment digne de faire un père, la prime toujours modeste est inutile, car le prix de vente très élevé sera suffisant pour rémunérer l'éleveur, inutile encore le souci de le retenir pour la reproduction, car quelque soit l'acheteur, ce sera toujours sa destination normale.

Mais on conserva pourtant avec raison le principe, car l'industrie étalonnière n'est pas prospère au même degré dans tous les centres d'élevage ; dans certaines contrées elle peut avoir besoin d'être encouragée et subventionnée. Il ne faut point oublier, en effet, qu'à côté de l'élite des étalons qui se paye cher « il faut que les propriétaires de haras puissent encore exercer un choix vraiment sérieux après le choix de l'administration ».

Primes aux juments de race pure. — Indépendamment des primes décernées dans les concours, l'Etat distribue, sur la proposition des inspecteurs généraux, des primes à certaines poulinières suitées d'un produit de pur sang arabes ou qualifié anglo-arabe, c'est-à-dire comptant au moins 25 o/o de sang arabe. Ces poulinières, en raison de leur dissémination dans la région pyrénéenne, le Centre et le

1. Il paraît qu'un cheval castré à un âge avancé est moins bon en service que celui qui a été hongré plus jeune.

Midi, ne peuvent-être réunies en concours publics ; c'est pour cela qu'on a dû recourir au procédé employé jusqu'ici, qui consiste à les primer directement sur la proposition des fonctionnaires des haras. La prime varie entre 200 et 500 francs.

En 1894, 221 juments se sont partagées 53.500 fr. de primes ;

En 1905, ces primes ont atteint le chiffre de 56.950 francs répartis entre 234 juments :

206 dans le IV^e arrondissement d'inspection générale ;

28 dans le V^e arrondissement d'inspection générale.

En 1907, le montant des primes a été de 56.500 fr. pour 232 juments :

205 dans le IV^e arrondissement d'inspection générale ;

27 dans le V^e arrondissement d'inspection générale.

Concours central hippique d'animaux reproducteurs de Paris. — Sur la proposition des groupes agricoles et hippiques du Sénat et de la Chambre et après avis favorable du Conseil supérieur des haras, le Parlement a voté en 1906 un crédit de 300.000 fr. pour l'organisation d'un concours central à Paris des espèces chevaline et asine. Bien que ce vote ait été promulgué le 2 mai et que l'exhibition eût lieu du 21 au 27 juin, ce qui constituait un laps de temps

relativement court pour la propagande et les engagements, cette première tentative a obtenu un grand succès.

732 animaux furent amenés à la Galerie des machines qui se sont partagés 208.950 francs de prix et chaque année le nombre des animaux exposés s'est accru : 820 en 1906, 871 en 1907 et 975 en 1908 (1). Le compte rendu de la *France hippique* de juillet 1908 évalue même les animaux exhibés à la Galerie des machines à 1.250 têtes environ auxquelles on a distribué :

21.000 francs pour les races de		pur sang	(70 inscrits)
110.200	—	—	demi-sang (497 inscrits)
13.100	—	—	postiers-bretons (104 inscrits)
58.500	—	—	de trait (547 inscrits)

Il y avait en outre des médailles, des objets d'art et enfin 3.400 francs réservés aux baudets, ânesses, mules et mulets.

Cette exposition annuelle et centrale est une très heureuse innovation (2). La réunion de tous les sujets d'élite de toutes nos espèces chevalines montre le point exact de l'évolution des races. L'examen des

1. *Journal officiel* du 11 novembre 1908.

2. Au-dessus de 500 kilomètres de chemin de fer les frais de transport sont payés par l'administration.

sujets les mieux réussis est un précieux enseignement pour l'éleveur. Mais en dehors de l'intérêt que présente cette exhibition, cette réunion hippique offre un autre avantage considérable au point de vue des transactions. L'exposition ainsi comprise constitue une véritable réclame pour nos races de chevaux. Les étrangers n'y viennent pas seulement en visiteurs désintéressés, mais bien pour faire des achats. En 1908, « la mission japonaise a embarqué pour son pays 39 demi-sang normands, dont 31 mâles et 8 femelles ; la Suisse a payé très cher un postier breton et l'Amérique a acquis dans les mêmes conditions le premier prix des trois ans percherons » (1).

Elle a encore facilité les opérations entre éleveurs et naisseurs de régions différentes.

En résumé le concours central hippique de Paris est une excellente création de M. Ruau dont on ne saurait trop le féliciter. Mais ne regrettera-t-on pas avec juste raison la disparition de la Galerie des machines qui nécessitera une organisation trop éloignée du centre de Paris et éloignera peut-être et les exposants et les visiteurs ?

Concours de dressage. — Les premiers succès des chevaux anglais auprès de l'acheteur français tenaient surtout à ce que les animaux importés ou présentés comme tels étaient le plus souvent des animaux

1. *Bulletin de la France hippique*, juillet 1908.

d'âge, des animaux, attelés, montés et prêts à entrer immédiatement en service. Les amateurs sont rares chez nous, plus rares encore ceux qui consentent à débourrer eux-mêmes leurs chevaux et attendre qu'ils soient faits.

Pour encourager l'éleveur à nourrir au grain ses jeunes chevaux et à les dresser de bonne heure, on a songé dès 1854 à subventionner des écoles de dressage et à instituer des primes de dressage.

Actuellement les concours de dressage proprement dits, organisés par l'administration et réservés aux jeunes chevaux attelés ou montés ont lieu à Caen, Falaise, Alençon, La Guerche, Rochefort et La Roche-sur-Yon.

En 1905, on a distribué 53.600 francs de prix :

41.100 de l'Etat ;

7.500 des départements ;

2.000 de la Société hippique française (La Guerche).

3.000 de diverses sociétés locales.

Il y a en outre à Saint-Lô, Caen, Alençon, Lyon, Rochefort, la Roche-sur-Yon, Corlay, Tarbes, Agen, Mont-de-Marsan, Clermont, Limoges et Reims, treize concours spécialement réservés aux chevaux de selle de trois ans. Les allocations se sont élevées au chiffre de 84.000 francs : 56.000 de l'Etat et 28.000 de la Société sportive d'Encouragement.

D'autres concours de dressage comprennent des

épreuves avec obstacles, des courses au trot, des primes aux animaux incomplètement dressés auxquels il a été consacré en 1905 :

1° Par l'Etat 5.000 francs ;

2° Par la Société hippique française, 396.569 fr.

Quant aux concours de primes de majoration, nous en parlerons au chapitre des « Remontes », puisque les prix sont distribués par le ministère de la Guerre.

A tous ces concours on a fait les mêmes reproches : ils favorisent plus le marchand que l'éleveur et la prime sous son apparence de prime de dressage n'est véritablement qu'une prime à l'élevage et au modèle.

Il est certain que la majorité des chevaux présentés à ces concours appartiennent à de grands marchands, car, seuls, ils ont le temps, le personnel et tout le matériel nécessaires au dressage. Le petit producteur qui s'y risque est battu d'avance par des animaux mieux toilettés, mieux harnachés et mieux préparés. Mais lorsqu'il a vendu un cheval qui remporte un prix dans ses concours, il touche toujours une petite prime. D'autre part ils ont à leur disposition, pour des prix généralement bien raisonnables, les écoles de dressage. Et chez nous les éleveurs en usent de plus en plus. Au moment des concours les écuries de l'école de Rochefort sont bien garnies et au dernier concours hippique de Bordeaux, son di-

recteur, M. Perrier n'a point fait si mauvaise figure avec les chevaux de nos éleveurs qu'il y a présentés.

Cela n'empêcherait point d'ailleurs d'apporter une modification aux programmes qui serait plus favorable au petit producteur et lui permettrait de lutter avec plus de succès contre les marchands. On pourrait même les exclure définitivement des concours. Les premières années les concurrents seraient peut-être rares, mais l'appât de fortes primes et la certitude qu'ils pourraient désormais lutter à armes égales avec ses pairs décideraient bien vite les éleveurs à présenter leurs chevaux.

M. Gallier dans son livre *Le cheval anglo-normand* propose un moyen terme assez judicieux. Il demande qu'on établisse deux catégories :

1^o Celle des marchands de chevaux qui ne toucheraient que des médailles ;

2^o Celle des éleveurs auxquels on accorderait des primes en espèce.

Le système est ingénieux, il est moins exclusif, mais en fait le résultat serait le même, car le marchand ne se rendrait probablement point aux concours pour une simple médaille.

Les épreuves sont trop anodines, objecte-t-on encore ! A l'attelage on exige quelques pas de recul, un huit au pas, un huit au trot, et un tour de piste au pas allongé.

A la selle, encore quelques pas en reculant, un tour de piste et un cercle à chaque main aux trois allures.

C'est peu, et il est bien difficile de juger du fini du dressage d'un animal après ces simples évolutions.

Ce ne sont véritablement que des concours de modèles et d'allures. Cela se comprend d'ailleurs, car le dressage est presque aussi incomplet chez tous les concurrents qui n'ont reçu qu'une très courte et insuffisante préparation.

Ces reproches sont certainement sérieux et il est à souhaiter que les jurys se montrent plus exigeants sur le degré de dressage réel. Mais si on imposait aux poulains des épreuves plus complètes, plus longues et plus sérieuses, il y aurait certainement des gens pour critiquer encore les programmes nouveaux.

Demander à l'éleveur de préparer de longue date un cheval pour le concours ! Mais c'est lui imposer une peine et des frais que la prime ne compenserait pas !

Exiger de ces jeunes chevaux un entraînement prématuré, un effort public et de longue durée ! Mais c'est vouloir la ruine et le claquage avant terme de ces poulains, sous prétexte de hâter leur dressage et leur utilisation !

Et il y aurait beaucoup de vrai dans ses observations ! Quelles que soient d'ailleurs les imperfections

du système, le principe est bon, il vaut mieux que rien.

Pendant la période de préparation, aussi courte soit-elle, l'animal destiné au concours est mieux nourri et mieux soigné. Les exhibitions en public sont toujours un précieux élément d'encouragement et d'enseignement. Elles mettent toujours en valeur les qualités des sujets d'élite et activent souvent les transactions au profit de l'éleveur. Et elles sont si nombreuses que le propriétaire peut encore tirer un bon profit d'un animal de concours avant la vente.

Il peut, en effet, le présenter successivement aux épreuves suivantes :

A trois ans : concours de chevaux de selle ; concours régional de la Société hippique ; concours d'une société locale (s'il en existe) ; concours de majoration (s'il est décidé à vendre) ;

A quatre et cinq ans : concours de dressage de l'administration ; concours régional de la S. H. F. ; concours central de S. H. F. ; concours de sociétés locales ; concours de majoration (s'il ne veut pas le conserver).

A six ans il a encore droit aux concours de la Société Hippique Française, concours de sociétés locales et enfin le concours de majoration.

Concours de la Société Hippique Française. — Cette importante Société qui remonte à 1866 à exercé une très heureuse influence sur notre élevage natio-

nal ; malgré cela nous n'examinerons que très succinctement son action, car nous nous attachons avant tout dans cet essai à l'étude de l'intervention de l'Etat.

Elle repartit ses encouragements sur les diverses branches de notre industrie chevaline de demi-sang, elle prime tous les bons chevaux, sous tout poil, sous toute race et sous toute formule.

Elle organise annuellement six concours : à Paris, Bordeaux, Nantes, Vichy, Nancy et Boulogne où elle distribue de fortes allocations.

Dans les prix de classes les chevaux sont répartis dans les différentes classes suivant leur taille. Chaque classe se compose de deux divisions, la première comprend les animaux de trois et quatre ans (sauf à Paris où les trois ans ne sont pas admis) et la seconde, ceux de cinq et six ans. Il y a trois catégories d'épreuves : selle, attelage seul et attelage à deux.

Dans les concours de province, une classe spéciale est réservée aux poulains, hongres et pouliches de trois ans. A Nantes et à Bordeaux, la présentation se fait à la longe. A Vichy, Nancy et Boulogne, elle est faite montée ou attelée au gré du propriétaire.

A Nantes, Vichy et Nancy elle organise des courses au trot. Dans les épreuves d'obstacles, la plus intéressante au point de vue de notre production nationale, est le prix de l'élevage à Paris, Nantes, Bordeaux

et Vichy réservés aux chevaux français munis de leurs papiers et âgés de quatre à neuf ans.

D'autres concours sont réservés aux chevaux d'armes d'officiers. Nous mentionnerons encore le championnat annuel du cheval d'armes, la présentation des chevaux achetés par la remonte (demi-sang de cinq et six ans nés et élevés en France), les prix internationaux, les primes aux juments poulinières (mères des chevaux primés et actuellement encore livrées à la reproduction), les examens d'équitation pour jeune gens, et ceux de dressage et de menage pour hommes d'écurie et enfin les concours spéciaux pour chevaux de trait à Boulogne et à Nancy.

A l'exemple de cette grande et puissante société, de nombreuses sociétés locales se sont fondées et donnent des concours annuels qui apportent tous leur part d'influence bienfaisante à notre élevage. Nous citerons entre autres celles de : Caen, Rouen, Deauville, Thoissy, Lyon, Valence, Montbrison, Nevers, Crécy-la-Tour, Limoges, Charolles, Cluny, le Creusot, Chalon-sur-Saône, Saumur, Angers, Rennes, Fougères, Vannes, Saint-Brieuc, Loudéac, Corlay, Brest, Morlaix, Quimper, Angoulême, La Rochelle, Poitiers, Tarbes, Pau, Toulouse, Auch, Lembey, Clermont-Ferrand, La Bourboule, Castelnau-dary, Nîmes, Perpignan, Marseille, Roubaix, Cambrai, Douai, Péronne, Béthune, Besançon, Dijon, Royan, etc.

Concours de la Société du cheval de guerre. —

Par son appellation même, cette société mérite de retenir notre attention. Elle s'est constituée dans un but bien déterminé, l'encouragement à la production du cheval d'armes, et encore du cheval qui répond à ses désirs. Elle en a en effet une conception spéciale. Le cheval de selle idéal après le pur sang, c'est le produit issu de pur sang, mais seulement par croisement direct, c'est-à-dire par le père. Elle redoute en effet l'influence de l'étalon trotteur qui n'est à son avis qu'un animal déformé par l'entraînement et la sélection. Alors que l'allure naturelle du cheval est le galop, le trotteur lui ne sait plus en user, parce qu'il a perdu son équilibre et sa constitution naturels. Bien mieux, il a acquis une mentalité trotteuse qu'il transmet à ses produits en même temps que tous ses défauts de conformation.

A l'appui de cette théorie elle cite des exemples : nombre de grands trotteurs à records sont issus d'un étalon trotteur et d'une jument de pur sang, tandis qu'on ne connaît pas un grand performer né d'une jument trotteuse et d'un étalon de pur sang. C'est encore cette constatation : dans les raids militaires, dans les épreuves sérieuses où on galope, les issus de pères trotteurs n'ont jamais brillé.

A cela on a répondu : « si on ne connaît point de grands trotteurs issus d'étalons de pur sang, c'est peut-être surtout parce que l'éleveur de trotteurs

n'use que très exceptionnellement du croisement direct. Et en effet, s'il a une jument à record, il est beaucoup plus logique de la présenter à un étalon de classe trotteuse, il y a beaucoup moins d'aléas. Au contraire, s'il a une poulinière de pur sang, il la donnera encore au demi-sang trotteur « pour essayer d'arriver au même résultat et il entraînera ce dernier produit en vue du trotting, mais il pourrait aussi bien le faire galoper, s'il devait y trouver un avantage. *Boudoir* et *Tempête*, issus du croisement à l'envers ont galopé, tandis que *Trinqueur*, d'origine analogue, a trotté. De plus, dans les divers rallyes donnés à Dinard en 1906, par la Société du cheval de guerre, nous enregistrons pour 2 d'entre eux les classements suivants :

*Première épreuve réservée aux
sous-officiers de hussards*

1° *Miss Othello*, par *Saint-Julien* ou *Noiron* (demi-sang trotteurs) et *Flora* demi-sang ;

2° *Augusta* par *Abd-el-Kader*, demi sang-arabe ;

3° *Aspirant* par *Basque* pur sang anglais et demi-sang.

*Deuxième épreuve réservée aux
sous-officiers de dragons*

1° *Lord* par *O'Connell* (demi-sang trotteur) ;

2° *Virgule* par *Quatremère-de-Quiney* demi-sang trotteur .

Il n'est donc pas impossible de trouver des galepeurs issus de formules autres que celle du croisement direct (1). »

Est-il vrai que le produit de l'étalon même avec une jument trotteuse possède à l'état natif l'aptitude au galop tandis que le fils du trotteur de la poulinière *Thorough-bred* naît avec la mentalité et la déformation trotteuse du père ?

Le problème est difficile à résoudre semble-t-il ; car il est bien délicat de parler de règles fixes lorsqu'il faut compter avec le caprice et l'inconnu des lois de la nature.

La société du cheval de guerre a donné son premier grand concours à Saumur le 26 et 27 juillet 1907.

Seuls pouvaient y prendre part :

1° Les chevaux de demi-sang issus d'un père de pur sang.

2° Les chevaux qualifiés arabes ou anglo-arabes.

On a beaucoup combattu ces théories et ces programmes conçus dans un esprit de parti pris trop étroit. Certaines personnes même se sont entremises paraît-il, pour qu'on ne lui accorde point les subventions qu'elle avait sollicitées.

On a reproché à son programme d'être la négation même de toute comparaison et par cela même de toute idée de concours. Si l'animal produit selon

1. *Bulletin de la France hippique*, 31 août 1907.

la formule qu'elle préconise est le meilleur de tous, il n'aura qu'à gagner à l'approche des animaux plus médiocres ; son succès n'en sera que plus certain et plus méritoire aussi.

Et on redoute son exclusivisme au point de vue de l'élevage qu'il pourrait diriger dans une mauvaise voie !

Si l'Etat se montrait aussi intransigeant, si partial dans la répartition des encouragements à la production chevaline, les critiques et les obstructions seraient admissibles ; mais une société privée qui a une idée, qu'elle croit bonne, a bien le droit d'essayer de la faire triompher.

La Société du cheval de guerre est convaincue que l'étalon de pur sang est le plus apte à procréer des chevaux d'armes. Il est naturel qu'elle cherche à en vulgariser l'emploi en offrant de sérieuses rémunérations à l'éleveur qui aura suivi ses conseils. Pour montrer les résultats de la mise en pratique de ses théories, il faut des exhibitions, et si elle en exclut tous les animaux qui ne remplissent pas les conditions de son programme, c'est pour ne pas effrayer l'éleveur, qu'il veut appeler à lui, par une trop nombreuse concurrence, c'est pour lui laisser un part plus vaste et lui assurer une plus grande chance de succès.

Elle a besoin de créer un mouvement d'opinion en faveur des principes qu'elle préconise. Il faut

donc qu'elle accorde de larges encouragements aux producteurs selon sa formule. Dans les périodes de tâtonnements et d'innovations, il est bon de se montrer parfois exclusif et intransigeant.

Sa théorie est-elle juste ou erronée ? Il serait peut-être trop osé de répondre d'une façon nette et certaine.

En tout cas sa tentative est louable, puisqu'elle veut enseigner à l'éleveur le meilleur mode de production du cheval d'armes et en encourager la pratique. Il nous paraîtrait donc logique qu'on permit à cette société de tenter ses expériences dans les conditions les plus favorables et qu'on lui accordât, pour cela, avec bienveillance, les subventions dont elle a besoin.

Si elle fait fausse route, on pourra l'abandonner ensuite à ses seules ressources, on pourra la combattre même, mais pourquoi la critiquer si hâtivement avant qu'elle n'ait eu la possibilité de tenter sérieusement la réalisation de son programme ?

Surtout lorsque ce mouvement offre un si grand intérêt au point de vue agricole, national et patriotique !

CHAPITRE VII

La Remonte

L'achat des chevaux nécessaires aux besoins de notre cavalerie, de l'artillerie et du train est la mission principale du service des remontes, mais non sa mission exclusive. La remonte joue aussi un rôle dans les encouragements à la production et à l'amélioration du cheval de guerre.

Bien qu'il y ait dualité de direction et dualité de vie entre la remonte et les haras, les deux administrations font partie d'un même système et constituent un tout.

Elles concourent au même but. L'un est le producteur, l'autre le consommateur. Il est donc naturel qu'il y ait entre elles une relation intime.

Pour favoriser ces rapports, un arrêté du 19 mai 1897 avait institué six Commissions hippiques se réunissant une fois par an dans le courant de novembre et comprenant : l'inspecteur général des haras de l'arrondissement d'inspection, le colonel de la circonscription des remontes, les directeurs des dépôts d'étalons de la circonscription et les commandants de dépôts.

Elles ont été supprimées le 14 novembre 1901 et remplacées par une Commission centrale hippique qui se réunit chaque année au ministère de l'Agriculture. Elle se compose : du ministre de l'Agriculture, président, de l'inspecteur-directeur général, des six inspecteurs généraux, du général-inspecteur des remontes, directeur de la cavalerie, du général directeur de l'artillerie, du général ou colonel adjoint à l'inspecteur général des remontes, des colonels commandant les deux circonscriptions de remontes de France, du colonel directeur des établissements hippiques de l'Algérie, d'un directeur des haras et d'un commandant de dépôt qui fait fonction de secrétaire.

La session du Conseil supérieur des haras ne doit avoir lieu que quinze jours au moins après la réunion de cette Commission centrale, évidemment dans la pensée qu'on puisse y prendre connaissance des discussions et des désirs émis au cours de la réunion.

Malgré cela il n'y a point toujours unité de vues entre les remontes et les haras ; et l'éleveur se trouve un peu désorienté par les désirs des uns et par les sollicitations des autres.

On peut même dire que souvent la remonte préconise tel type tandis que les haras préfèrent tel autre. L'éleveur éprouve de ce fait bien des illusions décevantes. Tel propriétaire qui croit détenir une pouliche précieuse parce qu'elle est primée en bon rang

dans les concours où les haras recherchent le modèle propre à la reproduction, est bien désappointé s'il présente plus tard cette jument aux comités de remotes qui s'attachent avant tout, et cela se comprend, à l'animal le plus apte au service de la selle. Et voilà comment les fonctionnaires des haras et des remotes faisant preuve d'une appréciation judicieuse, souvent, au point de vue spécial auquel chacun d'eux se place, sont immédiatement accusés d'ignorance.

On a beaucoup critiqué cette dualité. Certains, même, y voient la source de toutes les vicissitudes de l'industrie chevaline.

Pourtant il n'est guère facile de réorganiser l'unité de ces deux institutions.

Il semble en effet naturel et nécessaire que le service des remotes dépende du ministère de la Guerre. On se représente assez difficilement les avantages qu'il y aurait à faire passer les marchés de la guerre par des fonctionnaires de l'agriculture. L'armée connaît encore mieux ses besoins et ses désirs que ne pourrait les connaître une administration distincte.

Quant aux haras, il ne paraît pas possible de songer à les rattacher au ministère de la Guerre au moment où l'élevage du cheval de trait tout au moins, commence à vouloir secouer le joug d'un service distinct, les haras, et demande à être compris dans le service général de l'agriculture.

D'ailleurs nous estimons qu'en fait, cette dualité de direction est plus favorable que nuisible à l'éleveur. Supposons en effet que le service des remontes ait la haute main sur l'industrie chevaline. Il sera certainement moins soucieux de l'intérêt du producteur que de ses préférences personnelles. Il ira droit au but : la production et l'amélioration exclusives du cheval de selle. Tous les encouragements et toutes les subventions seront attribués au modèle qu'il désire. En principe le système est plaisant et très logique puisque l'intervention de l'Etat et les gros sacrifices pécuniaires ne se légitiment que par le souci de la remonte de l'armée.

Mais en fait atteindrait-il le but ?

Avec les idées actuelles que nous connaissons aux milieux militaires, il est probable que l'effectif des étalons de pur sang serait plus que doublé, que celui des trotteurs et des bourdons serait notablement abaissé et qu'on se désintéresserait peut-être tout à fait du cheval de trait. On ne songerait certainement point au cheval cultural dont on a tant médité dans les milieux sportifs et qui en réalité n'est point un idéal à préconiser. Mais il a ses avantages ce fameux cheval cultural ; c'est un palliatif qui donne une apparence de satisfaction à l'éleveur dégoûté du cheval de sang et l'empêche de s'adonner irrémédiablement à la production des espèces de trait ou même du bétail.

Ce serait en somme toute une révolution dans l'élevage, très sportive et très militaire sans doute, mais qui aurait des conséquences désastreuses.

L'exclusivisme des remontes et ses soucis d'amélioration vrais qui apparaissent désirables au premier abord, seraient certainement plus préjudiciables à l'industrie chevaline que l'éclectisme, les prétendus errements et les apparences d'indécision de l'administration des haras.

En effet, si l'armée a la direction de l'élevage et si elle a les ressources nécessaires, elle comble le pur sang. Au point de vue militaire c'est parfait, puisque les officiers de cavalerie demandent un bon degré de sang. Mais au point de vue agricole il n'en va plus ainsi. L'élevage du cheval de sang est plus difficile et moins rémunérateur que celui du demi-sang, moins près du sang et surtout que celui du cheval de trait. Il est même parfois ruineux, et il le sera tout à fait lorsque son unique débouché sera la remonte.

Si par la nature des étalons destinés à la remonte et par les allocations de toutes sortes on oblige indirectement l'éleveur des espèces légères à la production exclusive du cheval très près du sang, le bas prix de la saillie et l'appât des primes seront vite impuissants à le faire persévérer dans cette voie. Les pertes et les non-valeurs le décourageront rapidement.

Il s'adonnera à l'élevage du bœuf ou du gros cheval dont les prix augmentent sans cesse.

Et pour avoir voulu trop améliorer nos races de demi-sang, on aurait préparé leur disparition.

L'armée ne trouverait même plus le modeste demi-sang qu'elle dédaignait, et qu'elle préférerait certainement aux spécimens des grosses espèces sur lesquels elle devrait désormais borner son choix.

On répond à cela : il y a un remède infailible. Que les remontes paient plus largement, elle trouvera toujours des fournisseurs qui leur offriront le cheval qu'elles désirent, car il n'est point d'exemples d'une industrie qui n'ait point prospéré lorsqu'elle trouve des débouchés avantageux. Montrez à l'éleveur un modèle type, une formule bien définie et dites-lui : amenez-moi un cheval comme celui-ci, nous vous le paierons cher. Et l'éleveur s'arrangera bien pour le produire ce cheval, s'il y a intérêt.

Théoriquement, le système est très sûr et très efficace. Mais ce serait presque un marché à terme, avec l'assurance de la part de l'Etat de payer les chevaux achetés par lui, assez cher pour dédommager l'éleveur de toutes ses pertes et non-valeurs. Ce serait-là un calcul assez difficile.

On ne commande point, on ne produit point surtout un cheval aussi rapidement et aussi sûrement qu'un canon ou une machine quelconque. Il faut au moins quatre ans !

Les premières années, l'appât d'un prix rémunérateur incitera le propriétaire à faire le cheval de remonte. Mais il y aura pléthore.

Tant de chevaux resteront invendus et par cela même constitueront une cause de perte pour l'éleveur si considérable que la remonte ne pourra pas payer réellement le prix nécessaire pour compenser le déficit. A cette période d'abondance succédera bien vite une période de disette et les comités d'achat n'auront plus à exercer de choix parce que la quantité manquera. D'ailleurs cette perspective n'est pas un mythe et cette année même nous avons entendu des officiers de remonte s'étonner et se plaindre de trouver des lots de dragons beaucoup moins fournis. Et ce n'est que le début de la crise !

Les plus optimistes disent : sous le jeu de l'offre et de la demande, les choses s'arrangeront bien vite. Mais en supposant que cet équilibre entre la production et la consommation puisse exister, la question chevaline ne serait pas résolue.

L'effectif de paix n'est pas le seul à considérer. Il faut malheureusement envisager la possibilité d'une mobilisation. Et alors ce ne sont plus les 10.000 ou 12.000 chevaux que la remonte achète annuellement qu'il faudrait trouver : « En cas de déclaration de guerre, nous aurions à chercher 180.000 chevaux de cavalerie légère ou de cavalerie et 120.000 chevaux

qui pourraient être avantageusement des postiers, des chevaux de trait léger (1). »

Actuellement il serait déjà bien difficile de réquisitionner 180.000 chevaux de cavalerie. Et encore si on trouvait le nombre, quelle serait la qualité ou l'aptitude ?

Que serait-ce donc si la fameuse loi de l'offre et de la demande avait régularisé la production et l'avait réduite aux besoins de l'armée ? Le cheval de réquisition n'existerait pas, et c'est une considération qu'il ne faut pourtant pas négliger.

Avec l'administration des haras, ayant son autonomie propre, les excès sont moins à redouter. Elle n'a pas comme la remonte, d'intérêt immédiat à préconiser tel ou tel type de cheval. Tirillée par l'armée, sollicitée par l'agriculture, elle n'ose pas se lancer résolument dans telle ou telle voie. Elle tâtonne. Elle est, comme son cheval cultural, un trait d'union entre deux extrêmes. On a souvent critiqué ses errements, ses préjugés et son esprit retardataire dans les milieux sportifs et militaires bien entendu, car dans les milieux agricoles, vétérinaires, professeurs d'agriculture, etc., on lui reproche bien encore ses erreurs, mais c'est parce qu'elle méconnaît les anciennes lois scientifiques et apporte le trouble et la dégénérescence dans toutes nos

1. *Journal officiel* du 16 novembre 1907, p. 2263.

vieilles races par son besoin d'innover et d'uniformiser. Ce qu'elle a de mieux à faire, c'est encore d'essayer de satisfaire et l'armée et l'éleveur, car si l'intérêt du consommateur est digne d'attention, surtout lorsque ce consommateur est l'Etat et que l'objet de consommation est un ustensile de première nécessité pour notre défense nationale, il ne faut cependant pas négliger complètement l'intérêt de la masse des propriétaires et des éleveurs qui le produisent.

C'est le souci de se tenir dans un juste milieu qui lui vaut les plus fameux reproches d'indécision et d'ignorance, mais c'est aussi lui qui l'empêche de tomber dans un exclusivisme exagéré et de tenter des innovations trop brusques qui seraient préjudiciables à l'élevage et à l'armée elle-même. Nous espérons en effet avoir montré que des modifications trop brusques dérouteraient l'éleveur, qu'une impulsion trop accentuée et surtout trop exclusive vers le cheval très près du sang amènerait fatalement une réaction en faveur du cheval de trait. L'armée en souffrirait alors, puisque le cheval de demi-sang lui ferait défaut et on ne peut pas songer à remonter toute notre cavalerie en chevaux de pur sang. Il y a à cela des impossibilités matérielles.

Nous ne croyons pas que l'organisation d'unité de service soit possible, nous ne croyons point davantage qu'elle soit désirable.

Nous pensons que l'élévation seule des prix payés

par la remonte n'est point suffisante pour résoudre d'un seul coup la question chevaline et donner un élan puissant à la production, en dehors de toute autre intervention d'état et des autres subventions. Mais nous souhaitons malgré tout que ces prix soient augmentés, car ils ne sont pas assez rémunérateurs. L'éleveur qui fait exclusivement le cheval de remonte ne gagne presque rien quand il réussit. Il perd lorsqu'il est mal servi par le hasard.

Certaines personnes répondent à cela : pourtant les prix ministériels sont bien supérieurs à ceux que le commerce offre des mêmes sujets. L'objection est très juste, mais elle ne porte pas. D'abord cela dépend des régions et des époques. En Normandie, par exemple, la remonte n'a été pendant longtemps qu'un pis-aller. Les meilleurs chevaux allaient au commerce de luxe qui les payait beaucoup plus cher que les comités. Dans d'autres centres d'élevage où le cheval de remonte est un but, le cheval de commerce est généralement un animal qui a été refusé et par cela même déprécié.

D'autre part, le prix de vente commercial ne doit pas être mis en parallèle avec celui des remontes, pour montrer que ce dernier est avantageux. A l'heure actuelle, on le sait, le cheval de demi-sang perd chaque jour une parcelle de son utilité par suite de la vulgarisation du moteur ; il perd en même temps sa valeur marchande. Si, donc l'éleveur

ne considèrait que les débouchés commerciaux il abandonnerait bien vite sa production, puisqu'elle ne paierait ni sa peine, ni ses frais.

Il ne suffit point encore de dire que la moyenne des prix ministériels est bien supérieure à celle de 1843 par exemple qui n'était que de 597 francs. Sans même parler de la supériorité des chevaux actuels on ne peut pas faire de comparaison utile dans cet ordre d'idées. L'élevage moderne nécessite plus de soins et de frais de nourriture qu'autrefois ; mais en outre le cheval de trait, le bœuf et les autres animaux de ferme ont augmenté de prix. Si le propriétaire trouve plus d'avantages à la production de ces animaux il délaissera certainement celle du cheval de remonte. Voilà le vrai terrain sur lequel il faut se placer si on veut user de la méthode comparative.

« Il y a plus de quinze ans qu'un agronome distingué, M. Houdoille de Railly, établissait dans une brochure la comparaison entre le prix de revient du cheval de trait et celui que réclame l'armée. Il prétendait, avec chiffres à l'appui, que le poulain de gros trait, qui ne cause que fort peu d'embarras, laisse un bénéfice d'au moins 50 o/o s'il est vendu de 600 francs à 1.000 francs à quatre ans. Je ferai remarquer ici que toutes les régions ne se prêtent pas à pareille production, et si pareil bénéfice peut se réaliser dans la contrée (Yonne) dont se préoccupait M. de Railly, il n'est pas dit que l'élevage du gros

trait procure partout ailleurs les mêmes résultats » (1).

Mais même en tenant ces considérations optimistes comme exagérées, la vogue du cheval de trait est une preuve incontestable que le producteur y trouve largement son compte.

Le cheval de selle au contraire coûte cher. En Prusse on a calculé que sur 20 poulains, 13 seulement atteignent trois ans et que la somme totale dépensée s'élève à 18.048 fr. 30, ce qui donne une moyenne de 1.388 fr. 33 par cheval.

Le même calcul fait dans le Hanovre a donné un prix de revient moyen de 1.425 francs.

« Les calculateurs ont naturellement envisagé cet élevage tel que, rationnellement, il devrait être fait, c'est-à-dire en octroyant au cheval, dès son jeune âge, une ration d'avoine, qui ne lui est généralement pas impartie. »

En France, le coût moyen est peut-être un peu moins élevé, car on distribue moins largement le grain aux jeunes poulains ; mais il laisse un gain bien faible à l'éleveur, ainsi que le montrent les calculs du commandant Stiegelman.

Cheval de selle et de luxe. — Intérêts et amortissement de la valeur de la jument estimée 1.200 francs. . . . 120 fr. »

(Il est supposé que comme la jument de trait

1. C. Stiegelman. *Le cheval dans l'élevage, dans le commerce et dans l'armée.*

celle de demi-sang gagne sa nourriture en travailant).

Saillie et frais de saillie.....	25 fr. »
Frais divers et nourriture du poulain jusqu'au sevrage.....	30 fr. »
Nourriture, du sevrage à dix-huit mois, et frais divers.....	150 fr. »
Nourriture, de dix-huit mois à deux ans et demi, et frais divers.....	225 fr. »
Nourriture de deux ans et demi à trois ans et demi (frais divers).....	300 fr. »
Ferrure et préparation à la vente.....	10 fr. »
Intérêt du prix de revient à 5 o/o depuis le voyage et pendant trois ans.....	36 fr. 50
A trois ans et demi ce cheval reviendra à..	896 fr. 50
S'il est vendu 1.125 francs à la remonte il laissera un bénéfice de 230 francs, soit 25 o/o, mais il faut qu'il ait réellement la conformation du cheval de selle et qu'il soit exempt de tares. Or, sans exagérer, nous pouvons admettre que sur dix poulains il s'en perdra un, soit.....	
350 fr. »	
Enfin deux sur les dix, atteints d'accidents ou de tares, ne se vendront en moyenne que 700 fr. pièce, soit perte pour les deux.....	
400 fr. »	
A cette somme il convient d'ajouter la moins-value et les frais de saillie de cinq juments restées stériles, car pour avoir dix poulains, il faut faire saillir quinze juments ; nous aurons donc	
145 × 5 = ...	725 fr. »
au total.....	1475 fr. »

« En ajoutant ces 1.475 francs aux 8.965, prix de revient de dix poulains, nous trouvons que le capital engagé s'élève alors à 10.440 francs. Si donc la remonte achète les sept poulains restants à 1.125 fr. pièce, soit au total 11.250 francs, le gain sur l'ensemble sera de 810 francs, c'est-à-dire 7,75 0/0 sur le capital engagé.

« Et encore ce prix de revient se rapporte-t-il au cheval élevé à l'herbe et plus ou moins parcimonieusement nourri en hiver (1). »

Ces calculs ne nous paraissent point exagérés surtout si on songe qu'ils supposent que la jument gagne sa nourriture en travaillant. Et ce n'est point un système généralement adopté. Chez nous dans les marais, la jument ne travaille jamais ni pendant la gestation, ni pendant l'allaitement, ni jamais tant qu'elle est utilisée à la reproduction. Il faut donc faire entrer le montant de sa nourriture en ligne de compte dans le calcul du prix de revient du cheval de remonte.

M. Beaume d'ailleurs donne dans la *France chevaline* un total sensiblement égal à celui du commandant Steegelman. Il évalue le prix du cheval de remonte de trois ans et demi à 1.050 francs.

Aujourd'hui la situation de l'éleveur est encore

1. C. Stiegelman. *Le cheval dans l'élevage, dans le commerce et dans l'armée.*

plus critique. Il y a quelques années le bon cheval trouvait toujours preneur à un prix raisonnable ; l'automobile a changé tout cela, les animaux légers qui ne sont pas achetés par les remotes (et il y en a certainement plus de 30 o/o, beaucoup plus !) sont une charge pour l'éleveur en même temps qu'une source fatale de pertes. Et on se plaint qu'il nourrisse son cheval avec la plus grande économie, on se plaint que la production ne soit pas prospère et que la qualité ne s'améliore pas !

Il est grand temps de remédier à cette crise qui sévit et d'assurer un bénéfice plus sérieux à l'éleveur. L'amour du cheval, pas plus que le patriotisme d'ailleurs, ne saura jamais leurrer un producteur et le faire persévérer dans une industrie qui n'est pour lui qu'une source d'ennuis et de pertes pécuniaires.

Si on ne veut pas que les dépenses énormes que nous vaut l'administration des haras, soient faites en pure perte, il faut élever très sensiblement le prix moyen des chevaux de remonte.

Mais comme nous l'avons annoncé, le service des remotes n'exerce pas seulement son influence par ses prix d'achats. Il a un autre rôle que celui d'intermédiaire passif entre le producteur et l'armée. On lui a ménagé une certaine part dans la direction et les encouragements de l'industrie chevaline, par ses rapports et ses relations avec l'éleveur, ses concours de primes de majoration, ses achats directs de che-

vaux de trois ans, ses achats de poulinières payées et laissées à l'éleveur pour la reproduction, ses ventes de juments réformées, etc.

L'organisation, véritable et définitive du service des remotes, date seulement de 1831. Avant cette date les systèmes les plus différents avaient été adoptés, tour à tour modifiés, supprimés et rétablis : fourniture par le capitaine pour chaque compagnie ; achats par le régiment, élevage même dans certains régiments, achats généraux en France et à l'étranger, réquisitions, etc...

En 1819 des dépôts permanents sont créés à Caen et à Clermont-Ferrand. En 1831 « le maréchal de Soult fait paraître une ordonnance, posant les bases du service de la Remonte générale, énonçant la condition absolue de ne prendre que des chevaux français et posant en principe l'achat direct aux éleveurs, la permanence et la fixité de ces achats (1). »

Enfin en 1853 les Comités d'achat sont définitivement institués.

Il y a actuellement seize dépôts de remonte dont trois sont indépendants et rattachés directement à la Direction des Remotes : Paris, Mâcon, Cuperly.

Les autres sont répartis en deux circonscriptions :

Caen : Caen, Saint-Lô, Alençon, Guingamp, Fon-

1. G. Bonnefont. *Élevage et dressage du cheval*.

tenay-le-Comte, Saint-Jean-d'Angély (autrefois rattaché à Tarbes.)

Tarbes: Tarbes, Agen, Mérignac, Guéret, Arles, Aurillac.

Un colonel commande chaque circonscription et un commandant chaque dépôt.

Les comités sont composés de trois membres : le commandant et deux officiers acheteurs dont l'un peut être le vétérinaire, depuis quelques années. Le prix offert est la moyenne des trois prix indiqués par chacun des membres du comité.

Voici les tailles réclamées pour chaque catégorie :

Cuirassiers.	1 m.	55 à 1 m.	64
Dragons.	1	52 à 1	57
Légère.	1	48 à 1	54
Artillerie (selle).	1	54 à 1	62
Artillerie (trait).	1	54 à 1	62
État-major.	1	56 à 1	64
Carrière.	1	56 à 1	65
Manège.	1	56 à 1	65

Voici, d'autre part, les prix budgétaires moyens :

Cuirassiers.	{	Tête.	1.770 fr.
		Troupe	1.270 fr.
Dragons.	{	Tête.	1.500 fr.
		Troupe	1.090 fr.
Légère.	{	Tête.	1.350 fr.
		Troupe	950 fr.
Artillerie.	{	Tête.	1.500 fr.
		Selle	1.050 fr.
		Trait	1.000 fr.
État major			1.500 fr.
Écoles.	{	Carrière	1.800 fr.
		Manège.	1.400 fr.

Nous avons déjà parlé des prix d'achats qui, à notre avis, sont absolument insuffisants pour maintenir la production, tout au moins dans le Nord et dans l'Ouest.

On répond à cela : tant pis si l'élevage du demi-sang est abandonné dans ces régions, la production du Midi est plus que suffisante pour assurer l'effectif nécessaire. En chevaux de légère peut-être, en dragons même, mais pour les cuirassiers et pour l'artillerie, le cheval du Midi malgré ses extraordinaires qualités ne sera pas assez puissant. Et nous le répétons encore, du jour où il y aura équilibre entre la production et la consommation de la remonte, si toutefois on peut l'espérer avec la quantité considérable des ratés et des non-valeurs, la question des chevaux de mobilisation deviendra plus impérieuse qu'elle ne l'est déjà.

C'est donc avec raison qu'on reproche aux comités de remonte de payer les chevaux un prix insuffisant, si toutefois le reproche peut être adressé à un comité qui est lié et limité par des prix et des instructions ministériels.

Le petit éleveur qui n'a qu'une ou deux juments qui sont fécondes, qui se reproduisent régulièrement et avec sûreté et qui nourrit ses poulains avec économie, est enchanté, dit-on, des prix de la remonte qui sont bien supérieurs à ceux qu'on lui offrirait dans le commerce. Très certainement, c'est le petit éle-

veur qui est le plus intéressant, car il est le nombre. Mais ils n'ont pas tous la chance de posséder ces excellentes poulinières qui donnent régulièrement naissance à de bons produits, ils n'ont point tous le bonheur d'éviter les accidents, les tarés, les non-valeurs, etc... et quand ils ne touchent que 1000 francs de leur cheval, beaucoup y sont encore de leur poche, s'ils comptent bien tous les frais, tous les déboursés qu'ils ont faits. Alors si on considère le ralentissement de la production comme une chose indifférente, il faudra nécessairement la spécialiser dans les régions les plus propices pour que les encouragements ne soient pas distribués en pure perte et ne conduisent pas l'éleveur dans une voie anti-économique et ruineuse. Pour cela il faut modifier la loi de 1874 et restreindre le champ d'action des haras.

Mais lorsqu'on critique leur choix et leurs erreurs, qu'on qualifie peut-être trop rapidement d'injustice ou de favoritisme, n'est-ce point faire le procès de la nature humaine ? Les officiers acheteurs sont des hommes tout comme les autres, ils se trompent et se laissent tromper comme le commun des mortels. Ils n'ont point la prétention d'être infailibles dans leurs appréciations. Et tandis que le particulier qui achète un cheval et qui a tout son temps pour l'examiner et toutes les facilités pour prendre des renseignements et l'essayer, se trompe souvent, comment la

commission pourrait-elle écarter toute possibilité d'erreur, alors qu'elle ne dispose que de quelques minutes pour apprécier les qualités ou les défauts cachés de l'animal qu'on lui présente ? Il lui faudrait une véritable puissance divinatoire, qu'elle n'a point et ne peut pas avoir.

Il est bien entendu que certaines personnes sont plus compétentes que d'autres. Et s'il ne suffit pas d'être qualifié officier acheteur pour posséder le vrai sens du cheval, il ne faut pourtant point tomber dans l'excès contraire et poser en principe, comme on l'entend soutenir parfois, que les membres des comités de remonte n'y entendent rien.

Mais le propriétaire qui présente un cheval a toujours la tentation de trouver son élève meilleur que celui du voisin. Si on le lui refuse et si on achète l'autre qu'il estime moins bon, il n'est pas satisfait du tout. Les commentaires vont leur train et ils ne sont pas tendres à l'égard du comité. Dans la galerie, en effet, il y a généralement d'autres vendeurs mécontents de leur insuccès et qui sont tout disposés à crier à l'injustice.

On va même jusqu'à les accuser de favoritisme ! Tel cheval présenté par un éleveur et refusé par la commission est acheté quelques semaines plus tard, entre les mains d'un marchand. C'est le même animal, il ne s'est pas tant amélioré que cela pendant un laps de temps aussi court ! S'il méritait d'être

acheté, il a été refusé à tort par le comité qui n'a pas su découvrir toutes ses qualités lorsqu'il était présenté hirsute et à tous crins. C'est à la compétence de l'acheteur qu'il faut s'en prendre. S'il ne possédait pas assez de mérites pour faire un trou-pier, c'est une preuve de partialité !

Ah ! il faut entendre ces doléances dans le public. Nous serions, pourtant, bien curieux de prendre l'un quelconque de ces gens, qui crient si fort, et de le mettre pendant quelques instants à la place de l'officier acheteur. Il s'étonne que tel animal refusé à telle séance soit acheté à telle autre entre les mains d'un autre vendeur. Et pourtant si on avait le temps matériel de mettre un poulain en état, de lui dégager la crinière, de lui faire la queue et les pattes entre le commencement et la fin des achats et si, ainsi préparé, on lui présentait le même animal, qui ne lui avait pas plu tout d'abord lorsqu'il était bas d'état et bourru, il est très probable qu'il ne le reconnaîtrait pas, même au cours de la même séance. Et s'il avait la queue écourtée, la crinière rasée, s'il était tondu, en chasse et s'il savait trotter brillamment en main, la métamorphose serait bien plus complète encore !

Il existe des hommes de cheval qui ont assez de perspicacité pour apprécier les qualités d'un animal même mal préparé. Mais ils sont rares ! On a beau connaître tous les trucs de la préparation, on a beau se tenir sur ses gardes avec la ferme intention de ne

pas s'y laisser prendre, le cheval bien mis, bien toiletté et bien présenté flattera toujours plus que quelque poulain hirsute.

Le stage de l'officier acheteur dans une école spéciale, comme on l'a parfois proposé, serait-il une garantie sérieuse ? Il apprendrait plus complètement, dit-on, l'anatomie du cheval et approfondirait les questions de zootechnie. Mais en revanche n'y gagnerait-il pas, comme dans la plupart des écoles, une mentalité spéciale, commune à la majorité des élèves ? Si les idées sont bonnes c'est parfait. Mais on fait beaucoup de théorie, et les principes théoriques et les lois scientifiques sont bien souvent, en biologie surtout, en contradiction avec les faits,

Il serait peut-être plus profitable de déléguer quelques jeunes officiers de cavalerie pendant la période la plus active des achats. Ils suivraient les comités, en simples spectateurs, ils se feraient l'œil. Ils retourneraient ensuite dans leur régiment avec le contingent des chevaux qui leur serait destiné et qu'ils auraient vu acheter. Ils pourraient alors être chargés de surveiller le dressage de ces jeunes chevaux, ils verraient ainsi apparaître des qualités ou des défauts qu'ils n'auraient pas soupçonnés au simple examen. Ils sauraient les prévoir ensuite avec plus de sûreté et l'expérience personnelle leur serait plus précieuse que les meilleures théories lorsqu'ils re-

tourneraient dans ce même dépôt où ils auraient fait un ou plusieurs stages.

Nous disons à dessein, le même dépôt, car il y a autant d'intérêt pour l'éleveur que pour la bonne remonte de l'armée, à ce qu'il y ait une certaine stabilité dans le personnel supérieur des dépôts.

Les officiers acheteurs délégués aux remontes, sont généralement affectés à ce service dans la même région pour une période assez courte. Ils sont là en camp volant. Ils partent au moment même où ils connaissent les ressources de la contrée et où l'éleveur a réussi à produire le type de cheval qu'ils désirent. En principe, la formule du cheval d'armes doit être sensiblement uniforme, mais en fait tel ou tel commandant préfère tel type plutôt que tel autre. Chacun a ses préférences personnelles et cela se conçoit. Le producteur qui fait naître en vue de la remonte s'attache au modèle préféré du commandant. Mais entre l'accouplement et le moment de la vente il s'écoule au moins quatre années. Le commandant est déjà loin quand l'animal est prêt à vendre. Son successeur n'a pas les mêmes goûts, tout est à refaire et l'éleveur est obligé de se livrer constamment à des expériences et à des tâtonnements qui entravent l'amélioration.

De son côté, l'officier acheteur qui ferait un long séjour dans une région, connaîtrait plus complètement le type du pays, apprendrait à en prévoir plus

facilement les qualités et les défauts et s'intéresserait davantage à l'élevage dont il saurait mieux les ressources. Il pourrait de ce fait avoir une influence plus sérieuse, plus active et plus heureuse sur la production.

La chose serait d'ailleurs facile en s'inspirant du système allemand, d'après lequel les officiers de remonte forment un corps spécial avec avancement sur place.

Les désirs eux-mêmes de la remonte sont généralement critiqués et parfois avec une violence extrême, car c'est elle en effet qui entraîne l'administration des haras à favoriser l'élevage du cheval près du sang et par cela même à ruiner nos espèces chevalines. Mais les remontes n'existent que pour exécuter, les ordres de l'armée qui veut du sang, toujours plus de sang. Elles doivent acheter les chevaux qu'elle réclame.

L'armée fait-elle fausse route ? Est-il vrai qu'elle ait besoin d'un cheval plus rapide qu'autrefois, que les manœuvres doivent nécessairement s'effectuer au galop, que le cheval de sang soit le meilleur cheval de guerre, etc. ? Autant de questions de stratégie militaire qui sont trop techniques, et trop controversées aussi, pour que nous puissions nous y appesantir.

Les adversaires du cheval de pur sang et du demi-sang trop affiné soutiennent que ces animaux malgré

leurs qualités de légèreté, de souplesse, de vigueur, de rapidité et d'endurance, même ne feront jamais qu'une médiocre monture en temps de guerre. Ils ne sont pas assez rustiques, ils sont trop susceptibles et parfois trop capricieux.

Le cheval de pur sang est en effet un animal artificiel, bien soigné, bien nourri et soustrait à toutes les influences climatériques dès son jeune âge, il ne résistera donc point aux intempéries, aux privations pendant les campagnes. D'autre part, il est souvent d'un caractère délicat, beaucoup trop délicat pour qu'on puisse songer à le confier à des troupiers plus ou moins expérimentés, surtout depuis l'organisation du service de deux ans, pendant lequel on aura beaucoup de peine à former des cavaliers. Pour le pur sang l'objection du cheval de troupe est nulle, car il est très probable qu'on ne trouvera jamais assez de pur sang pour remonter même nos officiers. Mais pour le demi-sang la question est digne d'intérêt, car c'est à lui qu'on fait appel pour former le contingent des troupiers.

L'armée dit : il nous faut un cheval près du sang, parce que ce maudit ce trotteur ne galope pas. Nous avons examiné cette question d'aptitude à propos des courses au trot. Et à ce point de vue nous sommes tout prêt à tomber dans ces mêmes errements puisqu'errements il y a, paraît-il !

Pour démontrer la supériorité du pur sang et de

ses produits, ses partisans se basent sur les résultats des manœuvres, des raids et des épreuves de résistance de toutes sortes. Partout c'est le triomphe du pur sang ou des animaux près du sang.

Mais pour les adversaires, ces manifestations hippiques ne prouvent rien. L'animal n'y souffre pas les mêmes privations, les mêmes intempéries et les mêmes fatigues qu'il aurait à supporter pendant une guerre. Le concurrent y est soigné avec une sollicitude scrupuleuse, il reçoit une nourriture choisie et variée.

Et ils citent de nombreux exemples ! Pendant des campagnes particulièrement dures, ce sont toujours les chevaux affinés qui ont le plus souffert et supporté moins facilement les fatigues et les mauvais soins.

Si les raids n'ont aucune valeur probante pour eux, on peut invoquer, tout comme eux et contre eux, l'expérience de certaines campagnes, ne serait-ce que celle de notre guerre malheureuse de 1870-1871 !

Voici en effet ce que dit le rapport du commandant du premier régiment de dragons de la garde prussienne, lieutenant-colonel von Brozowski sur l'aptitude des chevaux pendant cette campagne :

« 1° Le meilleur cheval de cavalerie est celui qui provient des remontes de la vieille Prusse, entre sept et quatorze ans. Cet animal a répondu pleinement

aux exigences du service de cavalerie légère en campagne et s'est montré capable d'endurer les fatigues les plus excessives et d'y résister. *La supériorité des chevaux, sous ce rapport, a toujours été en raison directe de leur degré de sang ;*

« 2° Les chevaux réquisitionnés se sont montrés très inférieurs à ceux provenant de la remonte. Parmi ces chevaux *le sang a encore affirmé sa supériorité* (1). »

D'ailleurs si tous les rapports des directeurs des remontes et des chefs de corps demandent des chevaux de sang avec la même sollicitude et la même unanimité, c'est bien, semble-t-il, parce que ces animaux répondent mieux que d'autres aux exigences des besoins de l'armée.

Le demi-sang, même très affiné, en effet n'est point un cheval artificiel, comme le pur sang. Il a peut-être hérité d'une part de sa susceptibilité, et de son tempérament délicat, mais celle influence ancestrale est bien diminuée par son élevage qui n'est pas entouré d'autant de soins. Dans certaines régions, dans les marais vendéens et charentais par exemple, ils paissent en pleine liberté, pendant sept ou huit mois de l'année sans autre nourriture que celle qu'ils ramassent eux-mêmes et sans le moindre abri, et souvent sans un arbre, pour les garantir du soleil, du froid ou de la pluie. Et tous ces métis de pur sang qui devraient

1. De Comminges. *Les races de chevaux de selle en France.*

manquer de rusticité se développent et acquièrent de précieuses qualités qui en font les meilleurs cuirassiers de France, si nos renseignements sont exacts. On nous a dit en effet que le régiment de cuirassiers de Saint-Germain-en-Laye qui est remonté par le dépôt de Saint-Jean-d'Angély possède le meilleur contingent d'animaux du type cuirassiers.

Quant à la supériorité du pur sang ou de ses produits, au point de vue de la vitesse et de l'endurance, elle n'est pas niable. Bien que les raids constituent des épreuves d'un genre spécial où l'animal est autrement nourri, logé et soigné qu'il ne le serait en campagne, ils peuvent cependant donner des indications intéressantes et sérieuses. Le cheval de sang ou près du sang s'y est toujours montré le meilleur. Il est bien permis de supposer que ses succès sont dus à sa vigueur, à son énergie et à son fond. Et ce sont là de précieuses qualités pour un cheval qui doit marcher longtemps et souvent sans beaucoup de repos.

On dit encore : ils sont capricieux et difficiles à discipliner dans le rang. Mais les chevaux du Midi sont les plus susceptibles de tous ses dérivés peut-être, on en use pourtant avec succès et satisfaction dans les régiments de légère. Et ne va-t-on pas jusqu'à dire que ces merveilleux petits chevaux du Midi sont l'objet de graves désillusions pendant les manœuvres ! Ils blessent trop facilement ! Leur éner-

gie n'est qu'un feu de paille ! Ils se dépensent inutilement et sont exténués après quelques jours de travail pénible ! Blessés, fatigués ou fourbus, ils ont pourtant encore fière allure au retour des manœuvres, malgré leur maigreur, à côté des bourdons plus ou moins étiés qui se traînent lamentablement et qui ne se dépensent pas trop !

D'ailleurs les longues épreuves attelées elles-mêmes ont toujours été le triomphe du cheval près du sang. Elles ne prouvent rien au point de vue du cheval de selle et de son aptitude au galop.

Mais par ce fait seul elles auraient permis aux grands trotteurs et à tous les autres de faire valoir leurs extraordinaires qualités de fond et de vitesse, en admettant que l'aptitude à la selle et au galop, seule, leur ait fait défaut. Dans les courses annuelles de la Petite Gironde, qui se courent généralement en sept étapes de 100 kilomètres, quelques grands chevaux se sont mesurés avec les poneys du Midi. Ils n'ont jamais figuré en bon rang, parce qu'ils n'avaient point sans doute la même dose de sang que les chevaux du Midi (qui en ont trop au gré de quelques personnes) et parce qu'aussi il est fort rare de trouver de très bons chevaux parmi les animaux de très grande taille. Tous les exploits de résistance et de fond ont été généralement accomplis par des chevaux plutôt au-dessous de la moyenne quant à la taille. Cela s'explique scientifiquement par ce fait

« que si un type s'agrandit dans ses dimensions linéaires l'aptitude mécanique ne croît pas proportionnellement à l'agrandissement des ses dimensions (1). » Un seul grand cheval, *Saint-Privat* a triomphé. Mais c'était un pur sang qui avait paru sur les hippodromes.

En Bretagne on a inauguré une épreuve analogue le « Tour du Finistère ». C'est une jument de Gorlay, *Bichette*, qui avait beaucoup de sang qui a gagné. Mais elle avait certainement moins de sang que les chevaux du Midi et elle aurait fait assez piètre figure contre *Petite-Gironde*, qui avait triomphé dans la course de la Petite Gironde de 1908 en couvrant les 700 kilomètres de l'épreuve à une vitesse moyenne de 18 km. 500. *Bichette* n'avait en effet parcouru que 301 kilomètres et sa moyenne était de 14 kilomètres à l'heure seulement.

Quand on veut aller vite et longtemps, il faut choisir un animal qui ait beaucoup de sang, car seul il a la vigueur, l'énergie et l'endurance nécessaires.

Ceux qui ne peuvent contester cette supériorité du cheval près du sang, parce qu'ils sont trop hommes de cheval pour méconnaître tant de qualités, prétendent qu'il ne serait point besoin d'une si grande vitesse en temps de guerre. Le commandant Stiegelman qui d'ailleurs ne s'attaque qu'au pur

1. De Gasté. *Le Modèle et les Allures*.

sang et se montre très partisan du demi-sang type hunter, solide, franc, calme et résistant plutôt que rapide, cite quelques exemples, pour montrer qu'il ne faut pas surtout arriver vite, mais arriver sûrement.

« La veille de la bataille de Kœniggrætz (campagne de Bohême, 1866) le lieutenant Finkenstein reçut mission de porter au prince royal l'ordre d'attaquer l'aile droite de l'armée autrichienne à la pointe du jour ; il quitta Gitschin à minuit et transmit l'ordre (envoyé en deux exemplaires par deux chemins différents) à 4 heures du matin : il avait donc mis quatre heures pour faire 37 kilomètres : eh bien ! aujourd'hui encore, on cite comme un exemple d'habilité la marche de nuit que fit cet officier !

« Le 30 juin à 3 heures du matin la division de cavalerie Alvensleben, de la première armée prussienne, quitta le bivouac, qu'elle occupait au sud de Turnau depuis la veille à 11 h. 1/2 et marcha sur Gitschin. A son arrivée, le premier dragons de la garde qui en fit partie reçut l'ordre d'établir les communications avec la deuxième armée, vers Arnau ; le régiment atteignit cette localité à midi 1/2, en repartit après un temps de repos de quatre heures et demie et n'atteignit Kœnigshof, point où il devait bivouaquer, qu'à 8 h. 1/2 du soir ; il avait ainsi fait 78 kilomètres dans sa journée. Mais la liaison établie, il fut nécessaire d'en aviser la première armée, dont le

quartier général était resté établi à Gritschin. Cette mission fut confiée au lieutenant von Rohr auquel on adjoignit un sous-officier. Le lieutenant atteignit Gritschin à 5 h. 1/2 du matin et l'écrivain qui fit la relation de cette marche ajoute que la jument anglaise (je suppose de pur sang) âgée de quatre ans qu'il montait arriva épuisée à Gritschin, tandis que le troupiér âgé de onze ans, et que montait le sous-officier, avec un lourd paquetage, arriva en excellente condition. Ces deux chevaux avaient fait 127 kilomètres en vingt-six heures et demie après avoir marché pendant neuf heures le 24 juin et joui de quelques heures de repos au bivouac (1). »

Il est incontestable qu'en service de reconnaissance ou pendant les marches de nuit on n'exige point le train de course, ni l'allure d'un raid. Mais il faut beaucoup de fond ! La jument anglaise (présommée de pur sang ?) est arrivée exténuée, tandis que le troupiér était encore dispos ! Cela ne prouve rien. La jument était âgée de quatre ans seulement et si elle n'avait pas eu beaucoup de sang elle ne serait pas arrivée du tout à cet âge où les chevaux manquent généralement de résistance. Le troupiér avait onze ans et on ne donne pas son origine !

D'autre part, il est bien naturel que les officiers aiment à être bien montés en dehors même de toute

1. Commandant Stiegelmon. *Le cheval dans l'Élevage...*

arrière-pensée de faire courir leurs bêtes dans les militarys. Ils veulent avoir pour eux et pour leurs hommes des chevaux qui puissent les porter allègrement aux manœuvres et peut-être aussi, hélas ! sur les champs de batailles.

Le cheval près du sang est leur idéal, parce qu'ils le croient le meilleur. Et ce sont eux les premiers intéressés !

Comme le dit si justement et sispirituellement en leur nom le comte de Comminges : « C'est nous qui marcherons à pied quand notre petit carrossier boitera, et c'est nous qui crèverons quand il mourra. Et nous ne voulons ni marcher à pied — il y a des hommes exprès pour cela et qui sont les fils de la reine des batailles — ni crever avant d'avoir fait œuvre utile et glorieuse ; c'est pour cela que nous ne voulons plus nous servir de la cavalerie de forteresse, mais avoir des chevaux de sang, malgré l'opposition des zootechniciens ou de politiciens, porteparoles des intérêts d'argent de leurs clients. Après tout : il n'est que soi à ses noces ! ».

Relations des officiers de remonte avec les éleveurs. — Le président et les membres du comité d'achats ont mission de se mettre en rapport avec les éleveurs pour s'entretenir avec eux de tout ce qui peut intéresser l'industrie chevaline de la contrée. et leur fournir les indications nécessaires pour la bonne orientation de la production. A cet effet, ils

ont des carnets, aide-mémoire, avec les noms des principaux éleveurs, le nom des étalons de la circonscription, l'indication de leur origine, de leur conformation, de leurs qualités et de leurs défauts en même temps que ceux de leurs produits. Ils peuvent ainsi préconiser l'emploi de tel ou tel reproducteur avec tel ou tel type de poulinière et donner de précieux conseils aux éleveurs.

Mais depuis que les comités avaient été constitués les rapports étaient malgré tout moins faciles et moins intimes entre les officiers et les producteurs, que lorsque les achats étaient faits par un seul officier qui séjournait plus longtemps dans les centres d'élevage et en avait de ce fait une connaissance plus complète. Pour remédier à ce système, plus logique au point de vue des achats, mais moins efficace au point de vue de l'influence de l'officier sur l'amélioration de l'élevage, on a institué des tournées d'exploration après lesquelles l'officier dresse un rapport. En principe l'idée est excellente, mais en fait l'application ne donne pas d'effets utiles. Les tournées d'exploration sont faites à époque de l'année trop mal choisie, tout au moins dans les régions vendéennes et charentaises. L'officier visite, en effet, les exploitations au moment où les poulains sont dans les marais. Ils sont disséminés de ci de là, au milieu des bêtes à cornes, dans des prairies, souvent éloignées les unes des autres et plus éloignées encore de l'habitation du

propriétaire. La plupart du temps il ne peut pas les voir et encore moins les examiner. Il doit se contenter d'enregistrer dans son rapport les simples déclarations de l'éleveur sans avoir la faculté de se faire une opinion personnelle et d'acquérir une vue d'ensemble.

Achats directs aux éleveurs. — Les achats de certaines époques sont exclusivement réservés aux éleveurs pour les chevaux de trois ans et demi et de quatre ans. Les chevaux de cinq à huit ans sont achetés de tout le monde et à toute époque.

On a souvent demandé que les marchands soient toujours exclus des trottoirs des remontes. C'est l'éleveur qui produit, c'est lui qui risque tous les aléas, il faut donc lui réserver le bénéfice de son entreprise. Le maquignon lui fait une concurrence désastreuse. Le cheval que le petit éleveur n'a pas su faire valoir et faire acheter par le comité, il le vendra au marchand, qui le soignera quelques temps, le toilettiera avec art et saura bien le livrer comme troupiér ou comme tête. Le bénéfice du marchand est un non-sens puisqu'on veut favoriser l'éleveur.

Mais d'abord il est bien difficile d'entrer dans une voie aussi exclusive. Où trouver une délimitation fixe et sérieuse entre l'éleveur et le maquignon. Tous les marchands sont plus ou moins éleveurs eux-

mêmes. Et nombre d'éleveurs sont plus ou moins maquignons.

D'autre part, exclure les marchands ce serait fermer pour eux une grande partie de leurs débouchés. Ils n'achèteront plus. Et l'éleveur pressé par le besoin d'argent ou qui n'aime pas à soigner particulièrement un cheval avant la présentation, est souvent heureux de trouver un marchand qui le débarrasse immédiatement de ses poulains à un prix convenable, bien qu'inférieur à celui qui lui aurait été payé par la remonte.

Et en fin de saison, quand un comité n'a pas pu acheter son effectif, il est très satisfait de la présence du marchand qui complète la commande.

Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est que la remonte montre le plus de libéralité possible vis-à-vis du petit éleveur.

Poulinières laissées chez le propriétaire. — Les comités sont autorisés depuis une instruction ministérielle du 6 mai 1901 à acheter vers mars et avril (1) des pouliches de trois ans et à les laisser pendant deux ans chez l'éleveur, à condition qu'elles soient saillies à trois et quatre ans par des étalons de selle des haras désignés par le président du comité d'achat.

Cette institution est excellente. Le propriétaire

1. L'instruction ministérielle de 1897 qui avait inauguré le système n'autorisait ces achats qu'au mois d'octobre.

qui a besoin d'argent, garde malgré tout sa jument pour la production et ne cède pas aux sollicitations du commerce. Il en touche le prix et il remmène sa bête pour faire naître des poulains. Bien mieux, après la naissance du premier produit il touche une prime d'entretien de 250 francs et de 450 après celle du second. Si sa bête n'a pas de suitée on peut lui accorder une subvention de 150 francs. On lui paie ainsi une bonne part de ses frais d'entretien. La jument peut être achetée à quatre ans seulement, mais elle n'est alors laissée chez l'éleveur que pendant un an.

Le propriétaire est autorisé, après le délai de deux ans ou d'un an, suivant qu'il a vendu sa pouliche à trois ou quatre ans à la racheter, en prenant l'engagement de continuer à la destiner à la reproduction.

Le Comité peut confier la jument acquise dans ces conditions à un autre éleveur qu'au vendeur, etc.

Cet encouragement a le grand mérite de retenir pour la production les meilleures pouliches de l'année sans être coûteux pour le budget. L'Etat y perd le montant des primes d'entretien. Mais s'il l'avait envoyée aussitôt acquise dans une annexe, il aurait fallu la nourrir. Elle aurait coûté aussi cher que ce qu'il paie à l'éleveur. Et lorsqu'elle est incorporée après l'allaitement, est-il bien certain qu'elle soit moins prête à mettre en service que les poulains qui ont séjourné dans les annexes sans travail, ni préparation sérieuse ?

L'éleveur y aura beaucoup gagné sans gros sacrifices de l'Etat et la remonte à la perspective de trouver de bonnes recrues parmi les produits de ces poulinières.

Juments reconnues pleines. — L'instruction du 16 juillet 1901 autorise les commandats de dépôts à confier les juments reconnues pleines après les achats à des éleveurs après renseignements favorables et de préférence aux vendeurs.

Juments réformées. — Les juments réformées de moins de quatorze ans qui paraissent aptes à faire de bonnes poulinières et qui sont exemptes de vices rédhibitoires et de tares héréditaires, sont expédiées dans les dépôts de remonte pour être vendues aux enchères. Seuls sont autorisés à acheter, les éleveurs inscrits sur un registre après en avoir fait la demande et donné la preuve, par un certificat du maire de la commune, qu'ils peuvent se livrer à l'élevage du cheval dans de bonnes conditions. Elles sont vendues avec obligation pour l'acquéreur de les faire saillir par un étalon national, approuvé ou autorisé.

Il arrive trop fréquemment sans doute qu'elles sont utilisées autrement qu'à la production lorsqu'elles sont encore susceptibles de fournir un travail quelconque. Elles sont très recherchées des voituriers et des cochers de fiacre à raison de leur bas prix.

Mais si l'institution dévie parfois de son but et

donne lieu à des abus, cela ne suffit point pourtant pour en demander la suppression.

Si on se montrait trop sévère et si on exerçait une surveillance trop étroite sur toutes les juments, qui sont ainsi vendues pour la reproduction, on écarterait peut-être trop les compétiteurs qui ne sont déjà point trop nombreux.

Concours de majoration. — L'organisation de ces concours dont les fonds sont fournis par le ministère de la Guerre date d'une instruction ministérielle du 8 août 1899.

Le crédit affecté chaque année à ces concours est réparti entre les différents centres, proportionnellement au total des sommes payées par la remonte, en achats de chevaux de selle dans le courant de l'exercice précédent.

Le cinquième de toutes les primes sera attribué au naisseur du cheval.

Les premières primes seront généralement beaucoup plus élevées que les autres.

Les concours sont ouverts aux chevaux hongres et juments de trois ans et demi à six ans présentés, montés en selle et en bride et vendus à la remonte. Les primes de majoration sont absolument distinctes des prix d'estimation. En aucun cas elles ne figureront ni sur les factures d'achat ni sur les contrôles.

Il sera accordé une prime de majoration à tout cheval présenté s'il est jugé digne, par le comité, de

recevoir cet encouragement. Cette prime sera payée aussitôt que l'achat sera définitif, c'est-à-dire à l'expiration des délais légaux de garantie.

Les primes maxima ne pourront pas dépasser 2.500 francs.

Les chevaux de pur sang anglais ne sont pas admis à concourir.

Les éleveurs devront joindre à leur demande d'inscription la carte d'origine de leurs chevaux, accompagnée d'un certificat, délivré par le maire de la commune et revêtu des signatures de trois éleveurs connus, attestant que ledit cheval est leur propriété depuis un an au moins à la date du concours.

Ceux dont les produits sont nés chez eux et dont le commandant a vu les cartes d'origine dans ses tournées, n'auront pas besoin d'envoyer ce certificat avec leur demande ;

Ne sont admis à ces concours que les chevaux faisant partie d'un élevage situé sur le territoire exploré par le Comité de remonte qui doit opérer à ce concours ; les marchands en seront exclus.

Toutes ces précautions sont excellentes pour favoriser les éleveurs, elles sont généralement considérées comme telles. Mais ce concours de primes de majoration n'échappe point aux critiques qu'on adresse à tous les concours de dressage.

Il est difficile d'écarter complètement les mar-

chands qui sont plus ou moins éleveurs, et ce sont les concurrents les plus redoutables, car leurs animaux ont subi une préparation plus longue et une toilette plus savante.

D'autre part, les épreuves anodines qu'on demande au jeune cheval ne prouvent absolument rien. On en tient compte dans une large mesure mais il y a bien d'autres considérations :

1° Du modèle considéré spécialement au point de vue de l'utilisation à la selle (cote de 0 à 5) ;

2° De l'ampleur, de l'importance du sujet (0 à 5) ;

3° De la force, de la netteté des membres et de la régularité des aplombs (0 à 5) ;

4° Des allures (0 à 5) ;

5° De l'origine du degré de sang (0 à 5) ;

6° Du dressage à la selle (0 à 10) ; mais si le sujet a moins de cinq ans, cette cote ne pourra dans aucun cas dépasser 5 ;

7° Et enfin de l'âge, c'est-à-dire que tout cheval hongre de quatre ans pourra recevoir 5 points de majoration, tout cheval de cinq ans 10 points et tout cheval de six ans 15 points. Cette majoration ne s'appliquera, en aucun cas, aux juments, qui seront au contraire diminuées de 5 points, à moins que lesdites juments n'aient eu deux produits d'un étalon de sang.

Si ces juments n'ont eu qu'un seul produit d'un étalon de sang, la diminution imposée comme femelles sera réduite de trois unités au lieu de cinq.

Toute jument saillie depuis le commencement de l'année ne pourra concourir. Celles reconnues pleines dans la suite seront reprises par les vendeurs qui seront tenus de restituer la somme reçue.

Tout éleveur ayant obtenu pour un de ses produits une prime de majoration, aura la faculté de ne pas le livrer à la remonte, s'il trouve avantageux pour lui de le garder. Dans ce cas il ne touchera pas le montant de la prime, mais il recevra un certificat attestant que tel cheval de son élevage a mérité la n^{ième} prime de majoration, tel jour à tel concours.

Comme pour les concours de dressage on peut regretter que la préparation soit trop hâtive et que l'épreuve ne soit pas sérieuse. Mais on peut répondre aussi qu'un entraînement de longue durée retiendrait un grand nombre de petits éleveurs et que l'épreuve sérieuse causerait peut-être la ruine et l'usure des jeunes sujets, ce qui irait incontestablement à l'encontre de l'esprit et du but de cette institution.

Nous avons approuvé les autres concours malgré leurs défauts et leurs abus, parce qu'une épreuve médiocre vaut encore mieux que rien. Dans l'état actuel des choses, les concours tels qu'ils existent constituent un premier encouragement. Et il n'est guère possible d'en proposer d'autres qui leur soient réellement supérieurs.

Au contraire, en ce qui touche les concours de

majoration, il est facile de trouver de meilleurs systèmes. L'animal qui est admis dans ces concours ne reste pas la propriété de l'éleveur. Il passe dans les écuries de l'Etat. Lorsqu'il est dans les annexes ou même après son incorporation, on peut juger plus facilement ses qualités.

Il paraîtrait donc plus logique, que les animaux des annexes fussent primés, au moment des tournées d'inspection. Ils seraient alors tous sur le pied d'égalité, même nourriture, mêmes soins, même préparation, le propriétaire en serait inconnu pour le jury et il ne pourrait pas être question de préférences personnelles. Les primes accordées seraient partagées de la même façon entre le vendeur et le naisseur. Le moyen est très simple puisque les tournées d'inspection existent. Au lieu de se borner à examiner les animaux en bloc, les membres de ces tournées feraient un classement qui aurait certainement plus de portée que celui qui est fait au cours des opérations des jurys de majoration.

Un autre système serait bien meilleur encore, mais il a le gros inconvénient de reporter l'époque du classement des chevaux à une date trop éloignée des achats. Il consisterait à donner des primes aux éleveurs et naisseurs des chevaux qui auraient été reconnus les meilleurs après le dressage dans les régiments. Ce seraient-là de véritables primes à la qualité et qui compenseraient justement la perte que

l'éleveur aurait éprouvée par le bas prix d'un bon animal dont les qualités auraient été méconnues au moment de l'achat. Elles encourageraient en même temps l'éleveur à ne point se préoccuper uniquement du modèle du reproducteur, mais à songer aussi aux mérites qu'il peut léguer à ses produits.

La remonte, comme nous l'avons dit, ne peut juger le cheval que sur son modèle, puisqu'elle ne peut pas l'essayer. Elle paie le modèle, le producteur s'attache à faire naître ce qui se paie : c'est-à-dire l'apparence, la silhouette. Il se soucie peu de la qualité ; et il a raison puisqu'on ne peut pas l'apprécier. Cet état d'esprit est si général que le vendeur livre presque à regret à la remonte un cheval dont il connaît les qualités. Tout dernièrement nous sommes allé essayer un cheval destiné aux présentations de la remonte. Pendant que nous l'examinions, un voisin du vendeur (ils sont toujours là ces bons voisins pour vanter l'animal !), qui assistait à la montre, nous a dit : « Il vaudrait bien mieux qu'il aille chez vous, car il est trop bon pour la remonte. »

Trop bon pour faire un troupière ! Voilà l'état d'esprit du vendeur qui possède un cheval qui a beaucoup de mérites. Et il y aurait pourtant intérêt à enrayer ce mouvement d'opinion, car le bon modèle n'est pas une garantie suffisante. Les beaux voleurs sont légion ! Et le cheval de guerre a surtout besoin de qualité !

CONCLUSION

Une conclusion nette et précise est chose délicate, car les différents aspects sous lesquels on peut envisager la question chevaline sont aussi nombreux qu'inconciliables. Et la solution dépend nécessairement du point de vue spécial auquel chacun se place.

Origine des espèces, sciences naturelles, zootechnie, stratégie, économie politique, il y a de tout cela ; mais il y a plus encore avec les préférences individuelles et les considérations d'intérêt personnel qui l'emportent trop souvent sur la réflexion et le raisonnement.

Les zootechniciens, les stratégestes et les économistes ne peuvent déjà pas s'entendre entre eux dans le domaine scientifique qui leur est propre, comment pourraient-ils se mettre tous d'accord sur un sujet aussi complexe et qui englobe des considérations aussi diverses ?

Pour juger sainement, il faudrait avoir une égale connaissance de toutes ces sciences. Cette compétence quasi-universelle est déjà bien difficile à acqué-

rir, et elle ne serait point encore suffisante, car il faudrait examiner et peser simultanément toutes les questions en toute indépendance et en toute impartialité.

Et nous savons que l'intérêt personnel joue un grand rôle dans la discussion !

Et ceux même qui semblent les plus désintéressés ne peuvent avoir cette entière liberté d'esprit qui serait nécessaire !

On ne peut point en effet se défaire à son gré de sa mentalité propre, on ne peut pas faire abstraction de ses préférences intimes.

Nos croyances, nos jugements, nos appréciations et nos opinions ne sont point la manifestation libre et spontanée de notre réflexion ou de notre volonté. Une foule d'états de conscience que nous sommes incapables de dissocier et qui nous échappent, même nous guident bien souvent à notre insu. Nos actes et nos pensées sont l'émanation de notre moi qui est, lui-même, la résultante des forces de l'atavisme et de l'influence du milieu. Notre moi est fait du passé qui se perpétue en nous, des préceptes et des théories qu'on nous a inculqués, des relations et des faits extérieurs dont l'empreinte a été plus durable.

Si la vérité était une chose absolue, elle serait incontestablement la même partout et pour tous. Mais elle varie, selon les temps, les lieux et les individus parce qu'elle est dépendante du point de

départ d'abord et ensuite de la tournure d'esprit et des préférences désintéressées ou non de chacun.

Cela explique d'ailleurs très bien pourquoi la majorité des gens qui sont du même temps, qui ont suivi les mêmes études et subi les mêmes influences ambiantes ont si souvent des opinions sensiblement semblables.

Les vétérinaires par exemple ont presque tous la même opinion sur la question chevaline. Au Congrès de 1906, la presque unanimité de ceux qui avaient collaboré à l'enquête sur la production chevaline en France, déplorait les errements de l'administration des haras qui ont, d'après eux, apporté une déplorable perturbation dans nos races de chevaux. Ils ont le culte de la pureté des espèces et partant horreur du croisement. Ils ont le respect des lois de l'adaptation, de l'influence du sol, du climat et de la végétation sur le règne animal de chaque aire géographique. D'autre part, ils considèrent avant tout les chevaux de trait, ils estiment que les anciennes espèces étaient parfaites. Ils sont donc tout à fait logiques lorsqu'ils critiquent l'administration qui use du croisement, qui veut uniformiser les races sur tout le territoire et modifier les types primitifs et indigènes par l'infusion d'un sang étranger.

La plupart des professeurs d'agriculture sont des adversaires acharnés de l'administration des haras. Pour eux, en effet, la sélection est la seule méthode de

reproduction normale et sûre. Hors de là point de salut ; car se livrer au croisement et au métissage, c'est risquer des expériences hasardeuses par le fait des lois de l'atavisme et de la réversion. Il est donc tout naturel de les voir déplorer les croisements hétérogènes qui ont dégradé nos vieilles races si pures et si excellentes. Car ils sont de ceux qui croient à l'incontestable supériorité du passé ! Mais, d'autre part, en dignes professeurs d'agriculture, ils songent avant tout au cheval agricole comme leur grand maître Sanson dont l'âme revit en eux ! Et Sanson, malgré lui, peut-être, et à son insu même, rapportait toutes les variétés d'équidés au cheval de lourds carrosses ou de trait !

« Il est certain, dit-il, qu'entre un sujet distingué de race asiatique et un autre sujet distingué de race germanique, le goût de l'artiste ne peut pas hésiter. Il sera évidemment plus charmé par la contemplation du premier que par celle du second. Mais qu'il les considère tous les deux attelés à un lourd carrosse ! A plus forte raison, s'il compare ce même cheval asiatique, si véritablement noble et beau sous son cavalier, attelé à une lourde voiture de moellons, à un volumineux cheval britannique, placé de même dans les timons d'une voiture semblable. »

Sanson ne conteste point la supériorité du cheval asiatique pour le service de la selle où il est « véritablement noble et beau » mais toutes ses préféren-

ces et toute son admiration vont à l'autre qui peut trainer de lourdes charges. Déjà partisan par sentiment de la liberté de l'industrie et amateur des chevaux de grosses espèces, il est donc dans le vrai lorsqu'il critique l'administration des haras qui étouffe l'initiative privée et s'efforce d'affiner les races pour une meilleure adaptation à la selle. Et la logique exige que tous ses disciples fervents le suivent dans cette voie !

L'éleveur, qui envisage avant tout le côté pratique de la question, n'est-il pas lui-même dans le vrai lorsqu'il soutient que le meilleur cheval est celui qu'il produit et que son animal possède toutes les qualités et toutes les aptitudes. Le calcul pécuniaire est son principal souci, il est donc tout porté à redouter l'élevage du demi-sang trop léger qui est coûteux, délicat et peu rémunérateur et à l'abandonner lorsque les débouchés se ferment.

Les officiers de cavalerie et tous les sportmen qui emploient le cheval par goût ne s'embarrassent point généralement des questions inhérentes aux difficultés de la reproduction, aux dangers des croisements et aux soucis pécuniaires de l'éleveur. Ils examinent le problème au point de vue de l'utilisation de l'animal et, le plus souvent, de son utilisation à la selle. Ils songent donc avant tout à posséder un bon cheval solide, énergique et dur à la fatigue. Mais comme toutes les courses, tous les raids et toutes les épreu-

ves sont la consécration des qualités des chevaux près du sang, ils sont donc fidèles à leurs besoins personnels, et à la logique aussi, lorsqu'ils demandent : du sang, toujours du sang.

L'administration des haras elle-même est généralement logique et dans le vrai, eu égard à sa situation particulièrement délicate et difficile. Créée pour l'armée elle devrait en principe suivre fidèlement ses désirs ; mais elle ne doit pas oublier le producteur, et elle ne l'oubliera pas, car les éleveurs feront intervenir les hommes politiques. La logique consiste donc à observer un moyen terme pour satisfaire ses deux clients ; le producteur et le consommateur.

Seul, peut-être, nous ne sommes point logique, car, au cours de cette étude, nous avons émis des idées contradictoires, et nous nous sommes certainement trouvé en désaccord avec nos préférences personnelles, en nous efforçant de nous en défaire, d'examiner et de concilier impartialement toutes les opinions et tous les intérêts.

Et si nous avons souvent penché pour le maintien du *statu quo* avec quelques légères modifications, c'est parce que nous avons tenu grand compte des difficultés et des obstacles de toutes sortes qui s'offrent à ceux qui sont à la tâche. De nouveaux systèmes ne conduiraient peut-être pas à des applications plus heureuses. Seuls ceux qui ne font rien ne se trompent jamais, et, forts de cette infailibilité théo-

rique, ils sont toujours et par principe les adversaires de quelqu'un ou de quelque chose.

Lorsque nous avons examiné le rôle des haras, nous avons expliqué et excusé en quelque sorte l'emploi de l'étalon cultural. Nous avons, en effet, essayé de montrer que la mission de l'administration était plus difficile que jamais, âprement tiraillée en sens contraire par ses deux clients, la remonte et l'éleveur. Et si elle avait suivi scrupuleusement les désirs de l'armée, elle aurait entraîné un abandon rapide et complet de cheval de demi-sang léger qui ne trouve plus preneur dans le commerce de luxe et de service et qui est méprisé par l'agriculteur. Nous avons alors considéré le cheval cultural, comme un dérivatif, un pis-aller, momentanément nécessaire, car la médiocrité vaut encore mieux qu'une pénurie complète de chevaux d'armes.

Dans le chapitre des remontes, au contraire, nous nous sommes plu à reconnaître que le cheval près du sang était, sans conteste, la meilleure monture aussi bien pour les officiers que pour les soldats et nous avons considéré le cheval cultural comme une anomalie au point de vue de l'amélioration du cheval de selle, car il n'a peut-être pas l'aptitude et manque très certainement du degré d'énergie nécessaire. Et lorsqu'on a vu quelques spécimens de gros étalons de demi-sang nouvelle formule, on comprend facilement que les officiers de remonte préfèrent les issus de pur

sang. Ils ne connaissent point en effet tous les étalons de demi-sang et lorsqu'ils sont en face d'un produit de demi-sang, il se demandent avec terreur s'il n'est point issu de quelque gros bourdon cultural et lymphatique. Aux derniers achats d'étalons à Rochefort nous avons rencontré un vétérinaire qui n'aime pourtant point exclusivement le cheval de pur sang. Et à la vue de certains animaux achetés par l'administration et estimés presque au volume et au poids, semblait-il, nous l'avons vu sourire et murmurer très spirituellement : hue ! Leur place était incontestablement mieux marquée à la charrue qu'aux écuries de nos haras.

À ce sujet, d'ailleurs, il serait bon d'essayer de détruire une opinion très répandue qui consiste à apprécier la qualité, la force et la puissance d'un cheval à sa taille et à l'ampleur de ses chairs.

Est-ce que le petit fantassin ne supporte pas aussi allègrement les fatigues des marches avec le poids du sac que quelque grand et gros colosse ? Ils sont tous les deux également chargés, mais en fait l'homme de petite taille supporte un faix bien supérieur par rapport à son propre poids.

Pourquoi n'en serait-il pas de même pour le cheval, qui marche autant avec son cœur et ses poumons qu'avec ses pattes ? Quand il a beaucoup de sang et beaucoup de ces qualités internes qui lui donnent sa vigueur et sa résistance, il marche encore quoique taré.

Nous ne voulons point faire l'apologie des pattes fines, car les membres trop grêles s'usent généralement très vite. Mais pour apprécier la force de résistance, la mensuration ne suffit pas, il faut aussi s'attacher à la finesse et à la richesse des tissus. Et, de cela, ils s'en soucient souvent assez peu, ceux qui recherchent les gros chevaux aux grosses pattes !

Nous espérons avoir montré dans ce modeste travail que l'intervention de l'Etat, théoriquement légitimée par le devoir de défense nationale était aussi une nécessité de fait née de l'impuissance ou de l'incurie de l'initiative privée. D'abord par l'historique de notre administration des haras qui a toujours été nécessaire pour soutenir l'industrie chevaline depuis la chute du régime féodal et enfin par l'examen de l'élevage en Europe où presque tous les pays ont obéi à ce même besoin, dans une même pensée militaire.

Nous n'avons pas pu discuter les questions de croisement, de métissage et de sélection, mais nous pensons que l'histoire des races de trotteurs normands et trotteurs Orloff (qui sont des races métisses et qui se reproduisent cependant avec fixité et avec leurs caractères propres), en même temps que l'examen des origines de deux trotteurs normands, *Fuschia* et *James-Watt*, particulièrement célèbres par leur valeur individuelle et leur puissance héréditaire, auront pu mettre en défiance contre des préceptes théoriques

trop exclusifs. La théorie a son utilité; mais il faut se montrer bien circonspect avant de prôner l'invariabilité d'une loi biologique. « Les sciences naturelles sont pleines de surprises, qui se changent en véritables déceptions pour les hommes qui se sont trop hâtés de bâtir leurs théories. Car une nouvelle découverte survient qui fait voir la grossièreté des interprétations antérieures (1). » Il faut compter avec la réalité des faits ! Et cette prétendue pureté des races polymorphes n'est-elle peut-être pas un simple mythe ? Ne faudrait-il pas plutôt croire avec Baron « que la variation désordonnée ou complexe est antérieure à la domestication, parce que le croisement et le métissage sont l'état normal des races polymorphes ? »

L'influence du milieu est certaine en principe et très puissante aussi. Mais l'intelligence de l'homme et les progrès agricoles peuvent la combattre avec succès. Le fait de l'homogénéité de type de tous les pur sang de course, quelle que soit la contrée où ils aient été élevés, entourés de la même sollicitude et des mêmes soins, en est la preuve. Et amoindrir les effets d'une loi n'est point la même chose qu'en nier l'existence.

« L'invention du parachute n'est pas une violation de la pesanteur terrestre (2) ! »

1. Baron. *Les méthodes de reproduction.*

2. Baron, *id.*

Et la prétendue dégénération de nos anciennes races ? Nous avons vu qu'elle existe avant tout dans l'esprit de ceux qui regrettent les beaux jours et les belles choses du passé. Le souvenir de ces espèces précieuses s'est perpétué par habitude, de générations en générations, accompagné des mêmes regrets ; et maintenant il est si lointain qu'il est impossible de découvrir l'époque certaine où la perfection de nos races chevalines était complète. Il est donc permis de douter d'une supériorité si éloignée de nous et qui échappe à tout contrôle effectif. Il y a certainement une transformation dans le modèle, un changement de certains caractères antérieurs ; mais cela n'est point la dégénération dans la mauvaise acception du terme, car la modification s'est faite dans le sens d'une meilleure adaptation aux besoins économiques de chaque époque. Dégénération et amélioration sont une même chose ! Il n'y a que le mot qui diffère.

Nous avons esquissé une grande partie des reproches qui ont été faits aux courses. Elles n'étaient qu'un moyen, elles sont devenues un but, une spéculation d'une influence démoralisante considérable par la passion du jeu qu'elles développent. Elles ont conduit à l'unique critérium de qualité : la vitesse. Cette spécialisation à outrance a causé une modification squelettique et musculaire qui est très préjudiciable à l'équilibre du cheval, etc. Nous avons déclaré qu'il serait bon d'apporter de sensibles

modifications telles que : diminution du nombre des épreuves à courte distance et de celles réservées aux chevaux de deux ans, parcours plus sévère dans les steeple-chases, diminution des courses au trot, organisation de courses au galop pour $3/4$ sang, examen du modèle et déclassement de tout cheval mal construit. etc.... C'est une des questions peut-être les plus importantes de toutes, que le rejet des reproducteurs défectueux ou tarés, car un animal net, ample et d'un bon modèle sera toujours préférable à quelque grand performer plus ou moins bien bâti et taré parfois, comme étalon de croisement. Et voilà bien le but des courses ! Mais nous répétons que toutes les défauts du système n'en entachent pas le principe. Et l'épreuve est indispensable pour juger la qualité du reproducteur et pour poursuivre l'amélioration des générations futures.

Les concours de toutes sortes, poulinières, pouliches, poulains et de dressage ont beaucoup contribué à l'émulation et à l'éducation des éleveurs. Il les ont en même temps poussés à mieux nourrir leurs animaux, et les bons soins constituent toujours un précieux élément de progrès.

Les concours de dressage ne répondent pas peut-être à l'esprit dans lequel il sont été institués. Ils ne sont souvent concours de dressage que de nom. Mais la préparation, aussi courte soit-elle, nécessite toujours une nourriture plus riche et des soins

plus minutieux que si l'animal n'en subissait aucune. D'autre part, si l'épreuve était trop sévère, elle risquerait de compromettre l'avenir du jeune animal en l'usant avant l'âge.

L'achat des pouliches pour la remonte pour être confiées aux propriétaires, qui s'engagent à les livrer à la reproduction pendant deux ans, est un excellent système. Il engage les propriétaires à livrer à la monte leurs meilleures pouliches puisqu'ils en touchent le prix sans s'en défaire et puisque aussi ils reçoivent une prime d'entretien. Il est très avantageux pour l'éleveur sans être onéreux pour l'Etat.

Malgré les sommes énormes que l'Etat distribue sous forme d'encouragements divers, l'industrie du cheval de demi-sang est sérieusement menacée. Et toutes les primes et toutes les allocations diverses seront accordées en pure perte si on n'élève pas le prix des chevaux de remonte et surtout celui des chevaux d'âge.

En effet, le jour où l'unique acheteur de chevaux légers sera la remonte n'est peut-être pas très éloigné. La production en est si délicate et les chevaux tarés, manqués et invendus constituent un déchet si sensible, que l'animal réussi doit être vendu très cher pour compenser les dépenses que les ratés ont occasionnées. Si on ne lui offre pas ce prix rémunérateur, le producteur ne persévéra pas dans une

industrie qui ne lui causera que des ennuis et des pertes pécuniaires.

Pour que la valeur marchande du cheval de demi-sang puisse se maintenir, il faudrait qu'il trouve des débouchés et des débouchés nouveaux, puisqu'il a perdu, du fait de l'emploi de l'automobile, une grande part de son utilisation à la voiture. On pourrait l'employer aux travaux de la ferme ; mais on lui préfère le cheval de trait. Ce dernier est beaucoup plus puissant, plus calme, plus tranquille et par cela même plus commode. Mais les chevaux de demi-sang savent aussi s'accommoder des travaux de culture. Dans certaines régions on l'emploie quelquefois. *Le Sport universel illustré* (1) a publié à ce sujet une étude intéressante illustrée de photographies qui représentent des juments très près du sang (issues directement d'un étalon de pur sang) qui tirent la charrue au lendemain des courses de Craon, où deux d'entre elles sont arrivées première et seconde dans une épreuve au galop.

En Allemagne et en Angleterre on utilise très fréquemment les chevaux de sang aux travaux agricoles ; les cultivateurs en sont généralement satisfaits et les animaux ne s'en trouvent pas plus mal.

1. Nos des 28 février et 7 mars 1908. *L'élevage dans le Craonnais*.

Mais en France l'animal de sang jouit d'une grande défaveur auprès du laboureur. Il faudrait donc s'attacher à vaincre l'habitude et les vieux préjugés.

On pourrait à cet effet organiser des épreuves de dressage pour travaux agricoles réservées aux poulains et pouliches de sang. Dans les concours agricoles on pourrait allouer, aux propriétaires qui présenteraient à la charrue, à la herse, à la charrette, etc., un ou plusieurs jeunes animaux de sang suffisamment dressés, des primes assez nombreuses et assez élevées pour les indemniser de leurs frais de dressage. Nous ne croyons point que le système soit déjà mis en pratique, nous n'en avons jamais entendu parler et pourtant il nous semble digne d'attirer l'attention. Car on créerait ainsi un mouvement d'opinion en faveur du cheval de sang qui perd toute sa valeur marchande surtout parce qu'il est méprisé par l'agriculture. Les concours de dressage auraient l'avantage de montrer qu'on peut en user utilement et assez facilement. Les agriculteurs prendraient l'habitude de s'en servir et lorsqu'ils ne vendraient pas leur poulain à la remonte, ils le conserveraient pour leur service personnel plutôt que de le céder à vil prix, pour acheter très cher une bête de trait quelconque. Les voisins se laisseraient peut-être gagner eux-mêmes à acheter et à employer les laissés pour compte de la remonte. Et ce jour-là, le

problème du cheval d'armes, plus délicat à l'heure actuelle que jamais, serait définitivement résolu. Car si le cheval du soldat était le même que celui du laboureur, il n'y aurait plus rien à redouter ni pour la remonte annuelle, ni pour la constitution de l'effectif de guerre.

Il y a déjà le cheval cultural ! Mais ce n'est point le cheval cultural qu'il faut imposer à l'armée, c'est le cheval militaire qu'il faut accréditer auprès de l'agriculteur.

La question est très grave, car la production du cheval de sang est sérieusement menacée. Le moteur l'a peu à peu remplacé dans les services courants et de luxe, mais il ne serait peut-être pas aussi utile et aussi sûr que lui sur les champs de batailles. Et il y aura probablement longtemps encore des champs de batailles en perspective, tant que la nature humaine n'aura point atteint cet idéal de perfection, de bonté, de désintéressement et de respect d'autrui qui serait nécessaire au maintien de la paix universelle. Nous en sommes encore bien loin de cela ! Les conflits commerciaux, économiques et diplomatiques et les luttes de classes, elles-mêmes sont, d'un mauvais augure.

Mais qui sait ? Le temps saura peut-être débarrasser les générations à venir de toutes les méchantes pensées et de tous les mauvais instincts qui entra-

vent la marche vers cette harmonie parfaite des individus et des peuples.

Tout arrive !

Vu : le Président de la thèse
CAUWÈS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I

Alasonière. — Amélioration de l'espèce chevaline par les accouplements raisonnés, 1884.

— Les accouplements raisonnés dans l'espèce chevaline, 1890.

Barbe. — De l'élevage du cheval de guerre dans le Sud-Ouest, 1903.

Baron (M.). — Méthodes de reproduction en zootechnie, 1888.

Basserie (P.). — Le cheval comme il le faut, 1891.

Daubigny. — Le cheval de guerre et l'automobile, 1899.

Boitelle. — Le meilleur modèle.

Bonnefont (G.). — Elevage et dressage du cheval, 1908.

Comminges (de). — Dressage et menage, 1897.

— Les races de chevaux de selle en France, 1904.

— Le Hunter, 1907.

Courtois (capitaine). — Le cheval de guerre en France et à l'Etranger.

Darwin. — De l'origine des espèces.

Dechambre et Rossignol. — Rapport au Congrès National vétérinaire, 1906.

Delsol. — Production chevaline du Sud-Ouest, 1902.

Diffloth. — Races chevalines, 1908.

Foache. — Notes sur l'élevage en Autriche-Hongrie, 1898.

— Le cheval allemand, 1900.

Gallier. — Le cheval anglo-normand, 1900.

Gasté (de). — Le modèle et les allures, 1903-1908.

— A propos du modèle et des allures, 1903.

— Courses au trot et au galop pour chevaux de 3/4 sang.

Gast (A.). — Essai sur la Bretagne hippique.

Gayot (E.). — La France chevaline, 1849.

Guéneaux. — Elevage du cheval et du gros bétail en Normandie, 1902.

Guillerot. — L'Elevage du trotteur en France.

Hello (Le). — Le pur-sang anglais et les dérivés, 1898.

— Le cheval, 1907.

Maistre (J.). — Le cheval et l'automobile, 1904.

Musany. — L'élevage, l'entraînement et les courses, 1890.

Raid Bruxelles-Ostende. Bibliothèque Nationale, 8° S, pièce 8961.

Sanson. — Traité de zootechnie, 1901.

Sincère. — De l'action des courses sur le modèle, 1904.

Simonoff et Moerder. — Puissance comparative en chevaux de remonte des différents Etats, 1895.

Stiegelman (Commandant). — La question chevaline, 1899.

— Le cheval dans l'élevage, dans le commerce et dans l'armée, 1905.

Vermouth. — Quelques idées sur l'encouragement direct à la production du cheval de guerre en France, 1894.

II

DOCUMENTS OFFICIELS

Compte rendu d'une mission en Autriche-Hongrie.

Journal officiel.

Loi organique de 1874 (Imprimerie Nationale, 1874).

Loi du 24 juillet 1900 (Imprimerie Nationale, 1901).

Rapports annuels de l'Inspecteur général, directeur des
haras.

III

PÉRIODIQUES

Acclimatation (L').

Bulletins de la France hippique.

Journal des haras, 1860. (De Sourdeval, vicomte d'Aure,
Houël).

Le Sport universel Illustré.

Etc..., Etc...

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — De l'Intervention de l'Etat dans la race chevaline	5
CHAPITRE II. — Historique de l'Action de l'Etat dans l'élevage du cheval en France.	49
CHAPITRE III. — L'élevage en Europe.	97
CHAPITRE IV. — La loi organique de 1874	
Son objet. Son application. L'action directe de l'Administration des Haras. Ses résultats . .	129
CHAPITRE V. — Les Courses	181
CHAPITRE VI. — Encouragements divers. Primes aux étalons approuvés. Primes distribuées en con- cours publics	219
CHAPITRE VII. — La Remonte	261
CONCLUSION	305

